Universite du Mirail Toulouse

Faculte des Lettres

LA FRANCE DE 1932 a 1944

1er FASCICULE

Cours de

Mrs. les Professeurs

BENASSAR et RIVE

HIS. 317

CAPES

AGREG

CENTRE D'EDITIONS UNIVERSITAIRES DE L'A.G.E.T.

15, rue des LOIS, 15 TOULOUSE

CHAPITRE I

LA FRANCE "EPARGNEE" ?

La crise qui atteint les Etats Unis pendant l'automne 1929 (1), est sans aucun doute l'évènement mondial majeur de l'Entre-Deux-Guerres.

Mais de sa gravité, on est sur le moment bien loin de se douter en Europe. Sans doute la cité de Londres, dont les liens avec Wall-Street, sont étroits, s'émeut-elle ! ; sans doute aussi les banques allemandes et autrichiennes gorgées de crédits américains (2) s'inquiètent elles d'une interruption au moins momentanée de ces crédits. Mais partout on garde le souvenir de la crise de 1920 qui fut rapidement surmontée.

Quant à la France, elle conserve une grande sérénité :

- le franc paraît définitivement stabilisé à sa nouvelle valeur-or.
- le Ministère des finances ne cesse de vanter l'aisance de la Trésorerie.
- le budget de l'état reste en excédent.
- la balance des comptes extérieurs est largement créditrice.
- l'encaisse-or de la Banque de France est la plus forte que l'on ait jamais connue.
- les affaires semblent en pleine prospérité.
- la production minière et métallurgique dépasse tous les records antérieurs.
- le chômage (malgré l'immigration de travailleurs étrangers) reste faible.

Aussi la presse française n'accorde que peu de place à la crise américaine, sinon pour se réjouir des déboires des "strylocks"[3] - "quant à nous félicitons nous de notre économie timide et prospère en face de l'économie présomptueuse et décadente des races anglo-saxonnes" (F. Ditte, le Figaro du 7-10-1931) - (4)

---

(1) NERE J - La crise de 1929 - A. Colin, collection V2 - 1968 - 220p.
et ARTAUD D - Le New-Deal - A. Colin - collection V2 - 1969 - 286p.

(2) cf - Faillite de la "Boden - Kredit - Anstalt".

(3) SAUVY A - Histoire économique de la France entre les deux guerres (1931-1939) tome 2 - Fayard, 626 p.

(4) Cité par Sauvy dans histoire économique... (op. cité).

Il est donc indispensable d'analyser la situation de l'économie française au moment de la crise, afin de "comprendre" les réactions des divers milieux socio-professionnels et politiques

Nous suivrons ensuite une évolution de 1931 à 1933 au cours de laquelle nous verrons la crise gagner peu à peu la France.

Section I - La situation de l'économie française au moment de la crise :

Nous nous attacherons essentiellement à ce qui fait son originalité et qui accrédite peu à peu le mythe de la France épargnée par la crise de 1929

La richesse de la France en 1930-1931 apparaît en effet à certains, quelque peu scandaleuse, dans un monde où la crise s'étend

Cette richesse réside d'abord et principalement dans sa position financière.

1 - La situation financière :

Aprés les grandes crises de 1924 et 1926 (difficultés du Cartel des Gauches "le mot d'argent"), Raymond Poincaré a réussi à restaurer les finances en (5) assainissant la Trésorerie (confiance rendue aux porteurs de Bons du Trésor) (caisse de gestion autonome, ressources spéciales 7-8- 1926) et en équilibrant la balance des comptes (taux d'escompte de la Banque de France porté de 6 à 7 1/2 %). Cette politique a provoqué le retour des capitaux qui s'étaient enfuis à l'étranger (principalement en Angleterre).

Mais c'est surtout à la dévaluation que la France doit cette situation financière. Il était impossible en effet de remédier à la parité d'avant guerre (poids de la dette publique intérieure accumulée pour faire face aux besoins de la guerre et de la reconstruction des régions dévastées, (6) et bien que l'opinion française, dans son ensemble, apercevait mal le caractère inévitable de la dévaluation, Poincaré n'hésite pas à y recourir. En 1928, le Franc germinal défini par un poids d'or de 322, 5 milligrammes à 9/10 fin cédait la place au

---

(5) cf texte ci-joint.

(6) Cette dette était de l'ordre de 250 milliards (alors qu'en 1919, le budget total de la France se montait à 4, 2 milliards.

franc poincaré qui ne représentait plus que le cinquième du franc germinal soit 65,5 milligrammes d'or à 9/10 de fin. Ainsi, plusieurs années avant le Royaume Uni (1931) et les Etats Unis (1934). La France se trouvait dans une situation avantageuse puisque du fait de la dévaluation des produits devenaient moins chers sur les marchés extérieurs et notamment anglais et américains.

Aussi la balance commerciale qui avait connu un lourd déficit au lendemain de la guerre (15 milliards pour 1914 et 1920, soit 5 fois plus qu'avant 1914), enregistre dès 1927 un léger excédent.
(8)

Commerces extérieurs (millions de francs)

	Importations	Exportations
1920	49 204	26 289
1925	44 094	45 794
1927	530 50	54 925

Si la balance est à nouveau déficitaire en 1929 et 1930, en revanche, la balance des comptes grâce au tourisme et aux divers services, est en équilibre et même légèrement bénéficiaire. La balance des paiements, malgré les sommes croissantes que les travailleurs étrangers envoient à leurs familles et malgré la diminution du capital placé à l'étranger (7), connaît un solde positif en 1929 de 2,2 milliards de francs-or.

Le commerce extérieur est accru de + 50 %, de 1915 à 1924. La France fait alors 6 % du commerce mondial. Ce commerce diminue avec les pays d'Europe (Angleterre, Belgique, Allemagne) et progresse avec les autres pays, y compris les Etats Unis. Le progrés est surtout trés net avec les colonies : elles assurent 16 % du commerce français en 1920, au lieu de 12 % en 1913 (progrés surtout dans le sens des exportations : elles absorbent maintenant 20 % des exportations françaises au lieu de 14 %). Ce sont les produits bruts ou peu élaborés qui forment

---

(7) Selon la Banque de France, environ 24 milliards de francs. Ce qui confirme que le rôle de la France dans les circuits monétaires fut loin d'être déterminant.
(8) BERNARD J. La France et le marchémondial - Ed. du Seuil, collec. Société, 1967, 143 p.

l'éventail des exportations vers l'étranger (La France vend le tiers de son minerai de fer, la moitié de sa bauxite, 30 % de son acier, etc...).

Mais la "richesse" de la France, lui vient surtout du fait qu'elle est une sorte de refuge mondial pour les capitaux chassés des pays en crise. La confiance vient d'abord et surtout de ce que le budget de l'Etat est en équilibre :

1924	déficit	- 7 milliards de francs,
1925	"	- 2 " "
1926	excédent	- + 1 " "
1927	"	- + 4 " "
1929	"	- + 5 " "

Aussi, l'encaisse-or de la France et son encaisse-devises connaissent une croissance remarquable.

En millions de dollars :

	1926	1927	1928	1929	1930
Devises	116	850	1287	1021	1027
Or	711	954	1254	1633	2099

L'encaisse n'a donc cessé d'augmenter de même que la couverture or.

Couverture - or (9)

1928	38 %	- en milliards de francs :	32	- en tonnes d'or fin :	1886
1929	47 %	" " :	41,7	- " " " " :	2458
1930	53 %	- " " :	53,6	- " " " " :	3160
1931	60 %	- " " :	68,9	- " " " " :	4862
1932	77 %	- " " :	83,3	- " " " " :	4910

En 1930, avec près de 5000 tonnes d'or dans les caves de la Banque de France, notre pays détenait le quart du stock d'or monétaire mondial. En 1932, il détient jusqu'à 27 % de l'or mondial.

---

(9) SEDILLOT R : Le franc, Siray, 1953, 285 p.

Fort de cette position, le gouvernement autorise l'échange des francs contre des lingots (gold bullion standard) et le franc est convertible en n'importe quelle devise étrangère.

Cette prédominance lui vient également de l'Epargne (S) qui s'accroît avec le renforcement de la monnaie.

- 1914 : 6 milliards de francs or
- 1929 à 1924 : 2 à 3 milliards
- 1930 : 6 milliards (10)

Aussi n'est-il plus surprenant de trouver dans la presse américaine des expressions de ce type : "France financial impremacy".

Forte de cette situation, en 1933, la France n'hésitera pas à tenir tête aux pays anglo-saxons et à former autour d'elle un bloc-or (≠ gold exchange standard). Des pays européens comme l'Italie, la Pologne, la Belgique, la Hollande et la Suisse y entreront (mais en 1934 l'Italie, en 1935 la Belgique, en 1936 la Pologne et finalement la France abandonneront la libre convertibilité (11)

Ces pays pour l'instant estimèrent "que la stabilité de leurs monnaies est essentielle à la reconstruction économique du monde, à la reconstruction du crédit et à la défense du progrés social". Points de vue sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir. Mais il n'y a pas que la situation financière qui soit bonne et ce malgré le déficit de la balance commerciale. Les années 1927 - 1930 marquent en effet une reprise sensible de notre industrie (40 % supérieure au niveau de 1924)

2 - La situation industrielle -

L'évolution de la production industrielle (tout spécialement minière et métallurgique) est en effet importante.

---

(10) cf. Les théories de Keynes sur l'Epargne.

Excellente synthèse de : STEWART : Keynes, éd. du Seuil, collec. Société, 1969, 143 p.

(11) Sur ces questions monétaires, cf : NIVEAU V : Histoire des faits économiques contemporains, collec. Thémis, PUF, 2e édition 1969, 579 p.

Base 100 en 1913 (indice général de la production industrielle)

- 1927 : 110
- 1928 : 127
- 1929 : 139
- 1930 : 140

Voici quelques chiffres par secteur (12)

	1913	1930
- Energie		
charbon	40 millions de tonnes	55 millions
électricité	2 milliards de kw/h	16,7 milliards de kw/h
- fer	22 millions de tonnes	55 millions de tonnes
- acier	4,6 " "	9,4 " " (3è rg ml)
- bauxite	200.000 tonnes	600.000 tonnes (1er rang mondial : 30 %)

Cet essor s'explique d'abord par les progrés de l'outillage et des méthodes. Oh! certes, ce progrés demeure limité et ne touche que les grosses entreprises. Cependant, on ne saurait le nier. Ainsi les métiers automatiques sont plus fréquents dans le textile ; les hauts fourneaux sont plus puissants, la mécanisation dans les mines tend à se généraliser : dans le département du Nord en 1913, 2,5% de la production de charbon provenait de l'abattage mécanique, ce pourcentage s'élève à 88 % en 1930. Dans l'industrie automobile, le travail à la chaine devient courant. L'énergie condamnée par l'industrie quadruple de 1906 à 1929. Le retour des départements alsaciens et lorrains a, dans plusieurs branches, contribué massivement à l'augmentation du potentiel industriel francais : 50 % pour la métallurgie - 100 % pour le minerai de fer.

En 1930, la France est le premier producteur européen de fonte. Enfin, il faut noter un accroissement de la productivité générale : 10 % de 1914 à 1930 (c'est peu par rapport aux Etats Unis : 50 % - Taylorisme).

---

(12) TROTIGNON Y : La France au XXè siècle, Bordas Mouton, collection Etudes Supérieures, 1968, 448 p.

Cette productivité est surtout sensible dans les branches modernes, celles des industries de pointe : - électrochimie,

- produits pharmaceutiques (production doublée de 1913 à 1926)
- engrais,
- caoutchouc (production triple),
- électricité (la production des usines thermiques et hydro-électriques est double en 1931, de ce qu'elle était en 1913.
- aluminium (de 13000 t à 29000 t), 2è rang mondial,
- automobiles : 2è rang mondial - pour la construction : 45000 véhicules en 1913 - 254000 en 1929 (indice de production 100 en 1913, 640 en 1931);
- constructions aéronautiques,
- industrie cinématographique, etc...

Ce progrés industriel résulte également d'une certaine concentration qui est loin cependant d'atteindre celle que connait les Etats Unis :

Répartition des ouvriers dans les établissements occupant : %

	1 à 5	6 à 50	51 à 300	+ de 500
France (1931)	15, 7	25, 8	32, 6	25, 9
Etats Unis (1929)	3, 7 -	15, 9	43, 2	37, 2

Mais en 1931, le nombre des établissements employant plus de 100 personnes est d'environ 50 % supérieur à ce qu'il était en 1911 et le nombre de ceux employant de 25 à 100 personnes, supérieur d'environ 60 %.
(13)

Avec 40 000 ouvriers, Renault en 1930 est la première entreprise d'Europe.

Quant au nombre des ouvriers autonomes, il est tombé de 8.582.000 à 2.754.000 , l'artisanat français est en pleine décadence.

---

(13) d'où le rôle d'entreprise pilote joué par Renault. Sur les conséquences, sur l'évolution des salaires - cf. SELLIER F et TIA NG A : Economie du travail, PUF, collec. Thémis, chapitre IV.

Il ne faudrait pas exagérer cependant, il y a encore dans l'industrie automobile 22 autres sociétés dont beaucoup conservent bien des formes artisanales.

Sur le plan financier, on note une augmentation très sensible du capital des entreprises. Des ententes ou cartels se créent ou se renforcent. Dans la métallurgie par exemple, le célèbre comité des forges (14), a une influence qui dépasse souvent le cadre économique. En 1926, naît à Bruxelles "l'entente internationale de l'acier" groupant la France, l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique et le Luxembourg. L'accord portait déjà sur une répartition de la production (la France devait produire 30 % du total de la production). E, 1930, l'accord s'étend aux prix à l'exportation. En 1931, un accord inter-bassins a été conclu entre les différentes compagnies houillères. Il y a également concentration horizontale (réunion des deux branches de Wendel) et verticale (de Wendel à ses mines de charbon en Belgique). On assiste même à la formation de véritables holdings, comme la célèbre banque Oustric qui se lance dans l'automobile, les chaussures, le linoléum, le chocolat, etc...

L'opinion reste méfiante envers ces ententes, expression du capitalisme monopolitique. Mais en France, le gouvernement laisse faire. Il semble même qu'il ait été assez favorable aux ententes patronales, qui, pendant la guerre avaient favorisé la répartition des matières premières. (15)

La concentration est aussi géographique et trois régions attirent de plus en plus les entreprises industrielles, créant une opposition entre une France industrielle et une France rurale (cf. conséquences sur l'emploi durant la crise). Ces trois régions sont la Région Parisienne, le Nord et l'Est. La région Parisienne l'emporte pour les industries de transformation. Le nord a surtout des industries lourdes ou légères ; minières, métallurgiques, textiles et chimiques. Il bénéficie d'un grand effort de modernisation (16). L'Est, avec l'Alsace, surtout active dans

---

(14) EHRMANN Hw : La politique du patronat français - 1936-1955, A. Colin, collection Sciences Politiques, 377p.

(15) Le patronat français hésite cependant à s'organiser en confédération cf. EHRMANN "La politique du patronat"(op. cité). La confédération générale de la production française sera surtout un organe de lutte contre le monde ouvrier et les grèves, beaucoup plus qu'une institution économique.

(16) Rendu nécessaire par les destructions de la guerre.

la transformation et la Lorraine puissante dans les industries lourdes et surtout la sidérurgie, est la troisième région.

Il y a bien sûr des ombres à ce tableau :

L'utilisation du pétrole est insignifiante (la France ne dispose que du trés faible gisement de Pechelbronn en Alsace et de 23, 75 % du pétrole de l'Irak Pétroléum Company). On raffine à peine 1 million de tonnes en 1931, en outre les raffineries sont aux mains de filiales étrangères.

L'industrie textile qui reste la première industrie française avec 1 million de travailleurs, n'a pas encore retrouvé en 1929, son niveau de 1913 (environ 93 %).

Mais surtout l'industrie française est trés protégée par un cadre protectionnaliste, à l'abri duquel elle a tendance à refuser les innovations. Pourtant, à partir de 1927, les droits sont abaissés pour une courte période (de 1927 à 1930) et au total, on peut parler d'une certaine vitalité de notre industrie. Celle-ci ressort de la comparaison des cours des valeurs mobilières françaises et étrangères.

Ensemble des cours des valeurs mobilières -

	Françaises (100 en 1924)	Etrangères
1920	72	38
1928	199	160
1929	243	164

Cette vitalité à certains égards, on la retrouve également dans l'agriculture.

3 - Les progres de l'agriculture -

La place qu'elle tient dans l'économie française est trés importante. Elle permet d'expliquer l'originalité même de la position française. De ce fait l'importance même du secteur agricole dans l'économie française peut expliquer le retard et la moindre ampleur de la crise en France (importance du secteur "précapitaliste").

L'agriculture tient une place importante. Il suffit pour cela de considérer la répartition de la population active en 1931 :

- secteur primaire : 37 %
- " secondaire : 33 %
- " tertiaire : 30 %

Elle enregistre elle aussi des progrés. Le développement de la production est assez net :

Blé : 1926 : 63 millions de quintaux
1927 : 75, 2
1928 : 76, 6
1929 : 91, 8

Vin : 1926 : 42 millions d'hectolitres
1927 : 51, 2
1928 : 60, 3
1929 : 65

Pour ces deux produits, c'est même plus qu'on ne peut consommer, surtout si l'on songe aux 13 millions d'hectolitres de l'Algérie en 1929.

Mais ce qu'il faut surtout remarquer, c'est le caractère plus moderne de la production. Ainsi les produits mieux adaptés à une consommation plus riche, progressent plus vite que les autres. Ainsi les herbages gagnent 15 % en surface, tandis que le blé perd 500.000 hectares. Le rendement augmente, le blé passe de 13 quintaux 5 à l'hectare, à 17 quintaux. Les méthodes sont enfin plus modernes : l'engrais chimique est désormais d'usage courant (potasse d'Alsace : 2è rang mondial). La mécanisation gagne aussi : 27 000 tracteurs en 1929 - 1 400 000 faucheuses. Enfin, un apport d'organisation et de défense de la profession agricole se développe. Les mutuelles se multiplient. Les caisses de Crédit Agricole créées par l'Etat en 1920 les soutiennent. Huit mille coopératives existent en 1925. Au total il semble qu'à l'instar du monde de l'industrie, le monde agricole sort de plus en plus de son isolement, de son individualisme et cherche à profiter du progrés général (17). Bien protégée par l'Etat, la production agricole s'écoule essentiellement sur le territoire national (cf. Méline).

On a résumé cette situation de l'économie française en écrivant que "derrière ses remparts d'or, la France s'efforçait d'ignorer la crise".

---

(17) AUGE-LARIBE M. La politique agricole de la France en 1880 - P.U.F. 1950.

4 - La situation de l'emploi -

Elle contribue à expliquer cette fausse euphorie. En 1930, la France ne compte officiellement que 8500 chômeurs secourus et 14 000 demandes d'emplois non satisfaites. Elle doit même faire appel à de la main d'oeuvre étrangère. Au recensement de 1931, qui marque l'apogée de ce mouvement, la France compte 2. 891.000 étrangers (sur une population totale de 41 millions d'habitants).

Les entrées ont été surtout nombreuses en 1930 (221 619), Italiens, Polonais, Espagnols et Belges sont dans l'ordre des nationalités les plus représentées. Ce plein emploi se traduit par des salaires en augmentation :

(Indice de base 100 en 1913)

	Salaires réels	
Années	Paris	Province
1921	100	104
1927	100	110
1930	109	114
1931	121	128

Ainsi la France peut faire illusion : pays riche dont le progrés économique est indéniable, elle est à la fois un refuge pour les capitaux et les hommes et il n'est pas étonnant qu'on l'ait parfois qualifiée "d'île heureuse", au milieu des malheurs de l'Europe et du Nouveau Monde.

Cette impression est d'ailleurs largement partagée par les contemporains qui refusent d'accepter l'idée que la France puisse ressentir le contre-coup de la crise qui vient d'éclater aux Etats Unis. Mieux, on ne manque pas, souvent de se réjouir des déboires de nos voisins. Ainsi, quand l'Angleterre est obligée de dévaluer la livre, la presse française laisse éclater sa satisfaction. Le Figaro le 22 Septembre 1331 : "l'orgueil national de la Grande Bretagne est certainement atteint. La cité est affaiblie dans son prestige. La France servira de refuge aux capitalistes étrangers (18). La crise anglaise accentue en quelque sorte le prestige du Franc".

---

(18) Cité par SAUVY : "Histoire économique de la France... (op. cité)

Du point de vue français, écrit Alfred SAUVY, l'argument le plus répandu était "cet évènement ne nous concerne pas". Le Temps, le 22 Septembre, écrit par exemple : "Par l'équilibre heureux de l'économie française, les vertus de notre peuple... La France est devenue l'un des deux piliers qui soutiennent présentement l'économie mondiale". A l'étranger, on partage également cet optimisme. "Du jour au lendemain, ce peuple français de petit bourgeois est devenu la deuxième puissance financière du monde et comme la confiance va à la confiance, les possesseurs de capitaux de toute l'Europe, inquiets pour leur argent, le mettent à l'abri en France". (les derniers nouvelles de Hambourg). Enfin, un journaliste de Paris-Midi n'hésite pas à affirmer : "la France est au-dessus de la crise".

Et pourtant la France n'est pas à l'abri de la crise ; par la structure de son économie et grâce à la dévaluation de 1928, elle a bénéficié d'un répit. Mais dès 1931, la crise nous gagne comme l'écrit J. CHASTENET (19) : "L'flot tranquille et prospère est désormais atteint par les vents... ils seront calmés ailleurs qu'ils souffleront toujours sur la France".

---

(19) CHASTENET J : Histoire de la Troisième République :

Tome V - Les années d'illusion (1918-1931)

Tome VI- Déclin de la Troisième (1931-1938)

SECTION II - La crise gagne la France

(1931 - 1933)

1- La crise économique -

Quelques signes avant coureurs apparaissent dès 1928 pour le textile et les articles de luxe :

(fra ncs)	Coton	Laine
1926	11,40	18,40
1927	10,52	17,55
1930	8,60	10,07
1931	6,29	7,26
1932	4,51	5,21

Mais la baisse des matières premières et des prix de gros, se fait surtout sentir à partir de 1930 (cause externe liée à la crise mondiale).

L'indice des prix de gros évolue ainsi : (100 en Juillet 1924)

1926	718	(
1929	623	(par rapport à 1929,
1930	540	(chute des prix de gros de 28 %
1931	462	(

Cette baisse suit à peu prés celle des prix américains et anglais. Partout, les prix industriels diminuent (grâce à l'effondrement du prix des matières premières). Les entreprises exportatrices voient leurs débouchés étrangers se fermer peu à peu.

A partir de 1931, la position de la France est rendue plus difficile par la dévaluation de la livre à laquelle viendra s'ajouter par la suite d'autres dévaluations. La France devient par contraste un pays cher. Ceci ressort du rapport des prix français aux prix anglais dès la dévaluation de la livre en Septembre 1931.

Ce rapport qui était en Janvier 1931 favorable à la France - 14 %, évolue de la sorte :

- Février - 13 %
- Mars - 12 %
- Avril - 12 %
- Mai - 11 %

- Juin - 13 %
- Juillet - 13 %
- Août - 14 %

- dévaluation de Septembre 1931 :

- Septembre + 7 %
- Octobre + 4 %
- Novembre + 14 %
- Décembre + 18 %

Certains, avaient en France, entrevu le danger. On peut lire dans l'Echo de Paris, le 22 Septembre 1931 :"ainsi l'Angleterre sera capable de produire à meilleur compte et sur le marché international fera figure meilleure que ses concurrents car les prix de revient français, eux, s'élèvent".

De même, un journaliste du Temps, le 28 Septembre écrit :"pour pouvoir lutter, ils (les industriels) vont être obligés de réaliser par des mesures pénibles la compression des prix de revient qui s'effectuera automatiquement en Angleterre du fait de la baisse de la livre sterling (20). Ainsi l'avantage que conservait la France pour ses exportations disparaît : le change ne lui est plus favorable.

L'effet sur la balance commerciale est immédiat. Du fait de la fermeture, des marchés extérieurs (protectionnisme renforcé, marchés engorgés, prix français trop chers), elle enregistre un déficit croissant qui s'élève en 1931, au chiffre record de 12 milliards de francs Poincaré (importations : 42 milliards 205 millions et exportations : 30 milliards 435 millions). Le déséquilibre qui était de 14 % en 1929 est de 35 % en 1933.

La balance des comptes devient à son tour déficitaire - déficit de la balance commerciale ;

- diminution du nombre des touristes (soit par l'effet de la crise, soit par suite de la surévaluation du franc).

- revenus du capital amputés par la crise mondiale.

- fin des réparations allemandes à la suite du moratoire Hoover en 1931 et de la conférence de Lausanne en 1932. Ces pertes ne sont pas compensées par l'arrêt

---

(20) Cité par SAUVY - Histoire économique... (op. cité)

des versements français au titre des dettes de guerre à partir de 1932 (dettes inter alliés avec les Etats Unis)

Parallèlement sur le plan intérieur, le rendement en impots baisse (du fait de la crise qui touche chaque particulier). Les finances privées sont en effet atteintes (le revenu des valeurs mobilières baisse de 51 %, dans la seule année 1931, par rapport à 1929). Les banques sont menacées et la Banque d'Alsace Lorraine, l'Union Parisienne et la Banque Nationale de Crédit n'évitent la faillite que grâce à l'intervention de l'état.

En revanche, la Banque Oustric, s'effondre en 1931, dans une atmosphère de scandale qui déjà l'affaire Stawisky. Les moins values fiscales atteignent 17 % de 1931 à 1935. Or le gouvernement pratique une politique budgétaire sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir et dont le résultat est la réapparition de budgets en déséquilibre.

L'exercice 1930-1931, accuse un découvert de 5 milliards de francs. Le trésor à nouveau en difficulté est obligé à nouveau de recourir à des emprunts - la dette publique augmente.

Le résultat est que la confiance que l'on avait eue dans le franc depuis 1926, disparaît ; les capitaux flottants étrangers commencent à quitter la France dès 1931 :

(21)

	1930	1931	1932
Avoirs étrangers :	26, 2	21, 5	4, 5 (milliards de francs Poincaré).

La crise est également industrielle. Dans la seule année 1931, on enregistre une baisse de la production industrielle de moins 10, 5 % (de janvier à septembre, celle de l'acier moins 13 %) et si l'on compare avec les années de prospérité, les chiffres sont encore plus significatifs : - 17 % production industrielle

- 24 % acier.

En Décembre 1931, la situation s'est encore aggravée : la production industrielle a baissé de -17 %, au cours de l'année, celle de l'acier de -29 %. Les prix connaissent contrairement à tous les mécanismes prévus par l'économie libérale, une baisse, sans qu'aucune perspective de reprise ne se manifeste.

---

(21) A BROSI C - BALESTE M - TACEL M. : Histoire et géographies économiques des grandes puissances, à l'époque contemporaine, Tome I, Delagrange, 1967, 811 p.

La situation est encore plus catastrophique dans l'agriculture, bien qu'un peu plus tardive. En effet, protégés par le protectionnisme, certains marchés restent relativement abrités jusqu'aux grandes récoltes des années 1932 - 1933. Ce sont elles qui, jointes à la fermeture des marchés extérieurs et à la concurrence des productions étrangères (cours mondiaux inférieurs aux cours français), seront à l'origine ici de la crise.

Production de blé en millions de quintaux :

1929	: 91,8
1930	: 62,1
1931	: 71,9
1932	: 90,8
1933	: 98,6

Production du vin (la crise résulte des stocks accumulés ; elle est relancée par la récolte de 1934)

1931	: 59,3 millions d'hectolitres
1932	: 49,6 " "
1933	: 51,8 " "
1934	: 78,1 " "

La conséquence est là encore l'effondrement des prix. Le prix du vin en 1931, baisse en un an de 28 % et celui du blé bien que relativement protégé, subit la même évolution.

Francs par quintal :	1928	: 161 f 62
	1930	: 149f 55
	1932	: 148 f 32
	1933	: 109f 75.

Dès 1929, le Congrés de l'agriculture demande au gouvernement une protection supplémentaire. Les droits de douane sont relevés et passent de 35 à 50 francs sur le quintal de blé ; ils seront portés à 80 f en Mai 1930. Des relèvements analogues sont décidés pour l'avoine, les pommes de terre, le sucre (en novembre 1929, les droits passent de 100 à 140 f) et les viandes.

La fin de l'année 1929, voit l'apparition des contingents indirects : droit pour le gouvernement de modifier de %n les blés indigènes, dans la farine panifiable

ou d'interdire de couper les vins français. En 1930, les récoltes sont mauvaises= certaine reprise mais la rechute est sévère en 1931.

TARDIEU est obligé d'instituer un régime de contingentement direct pour les vins, le bétail, le lait, les produits de boucherie. Il s'applique même aux colonies (vin d'Algérie). Mais si l'on note quelques reprises mensuelles, les moyennes des prix annuels traduisent en fait la baisse.

Ainsi, tous les milieux sociaux commencent à ressentir les effets de la crise et dès 1931, il devient impossible de la nier.

II - LA CRISE SOCIALE

L'aspect le plus dramatique en est le chômage (ou le sous-emploi). La durée du travail dans la seule année 1931 a baissé de -8 % et le niveau de l'emploi, de 9 % par rapport à 1929. Les chiffres officiels sont manifestement très au-dessous de la vérité et dès 1932, on peut évaluer le nombre des chômeurs à 270.000. A ces chômeurs, il faudrait ajouter ceux qui continuent à être occupés, mais qui subissent une réduction de leur temps de travail qui ampute considérablement leur salaire. Le sous-emploi, souvent déguisé, a presque partout précédé le chômage complet, ce qui peut expliquer les chiffres relativement "faibles" (par rapport à d'autres pays), des premières années de la crise.

A partir de 1934 et 1935, les chiffres s'élèveront brusquement, mais nous aurons l'occasion d'y revenir !

Ce chômage varie beaucoup selon les industries et le degré de qualification ; le plus souvent, les travailleurs hautement qualifiés continuent à travailler plus de 48 heures; par contre les manoeuvres, les travailleurs du textile, les fermiers, les travailleurs étrangers, ont souvent déjà perdu leur emploi.

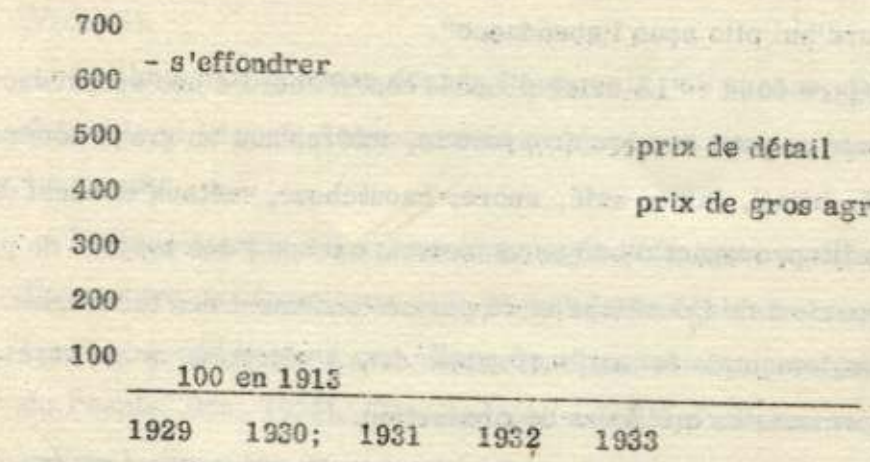
Ces disparités, nous les retrouvons au niveau des salaires, car si le montant nominal des salaires a légèrement baissé, ceux qui ont conservé leur emploi et maintenu une durée de travail égale ont bénéficié d'une amélioration très forte de leur pouvoir d'achat (du fait de la baisse très sensible des prix).

	Indice mensuel des salaires horaires		Indice du pouvoir d'achat du salaire horaire
Base 100 en 1930			
Moyenne 1931	101,3	(Janvier	100,4
		(Décembre	109,8
Moyenne 1932	99,4	(Janvier	110,3
		(Décembre	111,6
Moyenne 1933	97,3	(Janvier	112
		(Décembre	113,1

Mais, en fait, répétons le, cette amélioration n'a pu profiter qu'à ceux qui ont réussi à conserver leur emploi. Bien des salariés ne sont pas dans ce cas.

Le secteur tertiaire : petits commerçants et industriels, est lui aussi sérieusement touché ; quant aux paysans, par suite de la chute des prix de gros agricoles,

plus rapide que celle des prix de détail, ils voient également leur pouvoir d'achat diminuer considérablement :



Ces quelques exemples, sur lesquels nous reviendrons, n'ont pour but que d'expliquer le réveil de l'opinion française, qui à partir de 1931, commence à réaliser que la France n'était pas à l'abri de la crise, comme elle l'avait longtemps espéré.

Des réactions vont désormais se manifester dans tous les milieux sociaux et politiques : la crise est une crise de surproduction. C'est seulement au niveau des remédés que deux camps s'affrontent. Le premier entend agir au niveau même de l'offre en la réduisant, le second estime au contraire que c'est la demande qui doit être accrue pour résorber la surproduction. Les premiers appliqueront leur politique de 31 à 35, les seconds seront au pouvoir en 1936, avec le succès du front Populaire.

Pour tous, la crise est une crise de surproduction. Voici quelques opinions cités par Sauvy, qui révèlent que cette analyse de la crise est largement partagée Le Comte de Fels (Revue de Paris, janvier 1932) "La seule cause de la crise est la surproduction".

Maurice NOEL (Figaro, 21-10-1931) "Les circonstances amènent les esprits les plus autorisés à une doctrine dont depuis cinq ans, le Figaro se fait l'interprète : les dangers de la surproduction".

("Je suis partout, octobre 1931), "il m'est impossible et à vous aussi de boire 300 tasses de café du Brésil, de manger 10 kilogs de pain, de faire brûler l'électricité toute la nuit".

Les hommes politiques, comme les économistes ne sont guère plus clairvoyants : Joseph Caillaux, le 2 Mars 1932, au cours d'une conférence, déclare : "L'humanité d'aujourd'hui plie sous l'abondance".

L'économiste Nogaro écrit : "La crise procède tout d'abord d'une surproduction réelle portant sur un petit nombre de produits, intéressant un grand nombre de producteurs : blé, bêtail, laine, café, sucre, caoutchouc, métaux et aussi d'une surproduction virtuelle provenant d'un accroissement excessif des moyens de production, du développement de l'outillage et du perfectionnement des techniques.

Et ce n'est pas seulement de la rationalisation dans l'industrie, c'est aussi et surtout un développement des méthodes de production.

A partir de là, les politiques divergent. Disons pour l'instant, dans un souci de schématisation, que les milieux conservateurs et modérés (à part quelques exceptions, Tardieu au début, P. Reynaud plus tard), entendent réduire l'offre, tandis que les milieux de gauche (socialistes et communistes), entendent agir sur la demande afin d'augmenter la demande solvable.

Pour des raisons politiques, ((la droite est au pouvoir de 1928 à 1932), (les radicaux dominent le Néo-Cartel qui triomphe aux élections de 1932), mais surtout sociales et psychologiques, c'est d'abord vers le premier type de mesures que l'on s'orientera.

Ce choix ne peut pas étonner. Il a d'abord été celui de la plupart des pays étrangers (cf. Néré. La crise de 1929), mais surtout il émane d'une France vieille où la crise démographique a provoqué la naissance d'un malthusianisme qui n'est pas seulement démographique mais surtout économique. En 1929, les décès l'ont emporté en France, sur les naissances (739 000 décès -730.000 naissances). La proportion des jeunes ne cesse de diminuer :

- en 1901, on comptait pour 1000 adultes 605 jeunes
- en 1921, " " " 533 "
- en 1936, " " " 504 "

Aussi, dans ce contexte, n'est-il pas surprenant d'enregistrer des réactions suivantes :

François Ditte (Figaro, 7-10-1931) "Il faut dénoncer ces formidables concentrations d'industrie, cet excessif effort du machinisme, cette rationalisation

poussant la production à outrance, cette civilisation du capitalisme dégénéré acoquinée au communisme marxiste et à l'anticivilisation (termes qui annoncent Vichy !).

Caillaux "La machine dévore l'homme !", ou encore, Pirou en 1934 qui se demande si les perfectionnements du machinisme sont un bienfait ou un malheur pour l'humanité.

Malthusianisme qui refuse le progrès technique, malthusianisme qui refuse l'ouverture des frontières, qui se manifeste également comme "les hommes en trop" et prend souvent une allure de xénophobie qui confine le racisme : (l'ami du Peuple, déc. 1931). "Deviendrons-nous le seul pays au monde où le fait d'être national, constitue un impardonnable péché ? Des rastaqouères, des indésirables, peuvent indûment exercer une profession chez nous, alors que nos nationaux, crèvent de faim". Même chose dans le Figaro, même si le ton est plus modéré : "Allons-nous, par le maintien d'une tolérance excessive à l'égard de la main d'oeuvre étrangère, connaître le chômage ? Il est temps que les Français soient défendus chez eux !" (Figaro du 3 Nov. 1931).

Malthusianisme du patronat qui ne cesse de réclamer l'intervention de l'Etat, afin de mieux protéger le marché intérieur, qui également sacrifie la liberté à la sécurité et encourage le développement des cartels et des ententes. En 1931, Duchemin invite ses collègues :"A s'entendre, pour éviter des concurrences inutiles et précaires, pour répartir entre eux les différents éléments de production", il n'hésite pas à déclarer que les ententes sont "de nature à faire régner l'ordre et la discipline, là où fleurissent aujourd'hui l'anarchie et la confusion".

Malthusianisme enfin, qui logiquement, doit aboutir à la dimunution de l'offre : "La destruction peut devenir une mesure de salut public... et une mesure de sagesse !" (Revue Pupin, 6-3-1933).

Quoiqu'il en soit, à la fin de l'année 1931, le mythe de la France épargnée est bien mort ! La France s'enfonce dans la crise plus tardivement que les autres nations, mais ce sera pour plus longtemps.

----------ooo----------

CHAPITRE 2 - La crise et ses conséquences

Introduction - La reprise de 1932-33 (milieu de l'année 32 - début 33)

Au cours de la première leçon, nous avons vu la France gagnée peu à peu par la crise. Malgré un certain retard, dès 1931, il ne fait pas de doute qu'elle est à son tour atteinte par la crise qui a déjà touché d'autres nations depuis 1924.

Pourtant, de 32 à 33, le pays connait une certaine reprise, qui a pu contribuer à renforcer l'idée que la France occupait une place originale et que la crise n'y aurait pas tout à fait les mêmes conséquences qu'aux Etats Unis, en Allemagne ou en Angleterre, par exemple.

Certes, le chômage demeure très préoccupant (270 000 chômeurs) et les recettes budgétaires n'ont cessé de baisser, témoignant par là de l'appauvrissement général de la nation, mais l'opinion est surtout préoccupée par les élections qui vont avoir lieu au printemps. Il y a chez beaucoup, l'espoir que de nouvelles équipes pourront juguler la crise. Aprés tout, aux Etats Unis, en Novembre de la même année, cet espoir sera confirmé par l'élection de Franklin Roosevelt, pourquoi n'en serait-il pas de même en France ?

Les élections, d'ailleurs, semblent donner raison à ceux qui espèrent, puisque le Néo-cartel l'emporte largement, entrainant ainsi le départ des modérés qui avaient gouverné le pays depuis 1928. (Modérés : 127 élus - Gauche radicale : 62 - Cartel des gauches : 323 - communistes : 23).

Pourtant, le programme économique du cartel est d'une étonnante faiblesse. A l'exception de la semaine de 40 heures (qui doit selon les socialistes (SFIO), réduire le chômage), la plupart des propositions ne "s'attaquent" pas à la crise qui ravage le pays. Il est important de le souligner avant d'analyser la reprise de 1932-33. Celle-ci n'est pas en effet le résultat d'une nouvelle politique économique, mais seulement un fait conjoncturel. Il ne faudrait pas d'ailleurs l'exagérer : elle ne concerne tout d'abord, qu'une année et d'autre part, l'activité économique du pays ne retrouve pas son niveau de 1928. C'est d'ailleurs peut-être pour cela qu'elle échappe à bien des contemporains. Le 8 Septembre, le président

de la Fédération des coopératives de consommation s'exprime ainsi :"pas de signes de reprise des affaires dans la consommation". "Le Temps" du 28 Décembre dresse de son côté le bilan suivant de l'année écoulée :"l'année (1932) qui vient de se terminer aura été pour toutes les nations une année de crise profonde... dans l'évolution économique des reculs sont encore constatés dans tous les domaines.

Quoiqu'il en soit, Sauvy note cette reprise au travers de ces séries d'indices :

- la durée du travail,
- le chômage,
- la production industrielle,
- l'exportation d'objets fabriqués

1) Durée du travail (base 100 en 1930)

1932	Mars	89,1
	Avril	89,5
	Mai	90,1
	Décembre	94

2) Chômage (milliers de chômeurs secourus)

1932	Janvier	248.000
	Mars	316.000
	Juin	254.000
	Octobre	247.000

3) Production industrielle

Indice général : base 100 en 1928

1932	Janvier	80
	Mai	76
	Octobre	80
	Décembre	83

Enfin, les exportations augmentent dans la seconde moitié de l'année 1932. Il conclue ainsi "s'il n'y a pas de note vraiment discordante; après une descente rapide et générale qui a duré deux ans, l'activité économique s'est relevée, son minimum pouvant être placé à la fin du printemps".

En fait, cette reprise est fragile et résulte surtout d'une sensible amélioration dans plusieurs autres pays et notamment en Allemagne.

La France a donc bénéficié de ce renversement de la conjoncture mondiale (il s'agit en Allemagne avec Von Papen d'une politique de stimulation de la demande à la politique déflationniste de Bröning), sans en tirer pour elle-même les conclusions qui s'imposaient.

Bien au contraire, s'il y a un point sur lequel tous les partis sont d'accord (pas pour les mêmes raisons, cependant !), c'est bien celui du respect sacro-saint de la monnaie. De la gauche à la droite, nul ne veut remettre en cause la valeur-or en franc. Nul même jusqu'à la dévaluation du dollar n'ose soulever le problème.

Aussi, dès la seconde moitié de 1933, le pays s'enfonce dans la crise qu'il convient à présent de décrire, avant d'en analyser les conséquences.

Section I - Description de la crise

1 - La crise industrielle -

Aprés la reprise de 1932-33 la production s'effondre à nouveau :

Base 100 en 1928

- 1933 : 88
- 1934 : 82
- 1935 : 80

En 1935, la production industrielle est inférieure de 28 % à ce qu'elle était en 1929. Seuls résistent les secteurs relativement protégés (usines d'armement par exemple...).

L'extraction du charbon qui avait atteint 55 millions de tonnes en 1930, descend à 47 en 1935 et les importations sont ramenées de 36 à 22 millions de tonnes ; la production de minerai de fer tombe de 50 à 32 millions de tonnes. La sidérurgie qui avait fait des progrés remarquables est la plus durement touchée par la crise ; au lieu de 154 hauts fourneaux et de 95 fours électriques en fonctionnement il n'en subsiste plus que 90 et 82 en 1931, c'est à dire que, dans les limites d'avant guerre la production d'acier est tombée au dessous du niveau de 1913. La production d'acier Thomas, continue à diminuer en 1934-1935. Malgré cela, la France exporte prés du tiers de l'acier produit par suite de l'insuffisance des industries de transformation.

L'industrie automobile qui venait au troisième rang dans le monde en 1929, est dépassée par celles du Royaume Uni et de l'Allemagne en 1935 ; la production des véhicules militaires a diminué des 2/3, celle des voitures de 23 %. Citroën venait de financer "la Croisière Jaune" en 1931-1932 et de lancer en 1934 le Traction avant, mais cette même année, trop lourdement endetté, il doit abandonner la firme à son principal créancier Michelin.

La crise de l'industrie textile, touche son point le plus bas en 1932 avec les indices 35 pour la soie, 61 pour le coton, 75 pour la laine (100 en 1913) ; les exportations de cotonnades sont tombées de 30.000 à 17.000 tonnes et elles se réduisent à 1 million de tonnes pour les soieries en 1933 ; l'industrie cotonnière française est la plus touchée des industries mondiales : 63 % des broches y sont en activité en 1932, alors que la proportion dépasse 70 %, pour tous les autres pays cotonniers.

La situation se redresse un peu au cours des deux années suivantes sauf pour la soie, mais en Mars - Avril 1935, l'indice est retombé à 53 pour le coton et 71 pour la laine ; seule, l'industrie de la rayonne n'a pas été touchée par ce recul (18000 tonnes en 1930 - 32.000 tonnes en 1935).

L'exemple de la rayonne est valable pour les autres industries nouvelles qui résistent mieux à la crise que les industries traditionnelles. Ainsi, face au charbon qui décline, l'énergie électrique (1) progresse par une utilisation accrue de la houille blanche et pour la première fois en 1935, la production d'énergie hydraulique, dépasse la production d'énergie thermique.

La production d'aluminium (2) tombée à 14.000 tonnes en 1932 au lieu de 29000 en 1929, a repris sa progression dès 1934 et se trouve à 22.000 tonnes en 1935 (4ème rang).

La situation de l'industrie chimique est très variable selon les branches, à côté des colorants et des engrais qui souffrent beaucoup de la crise, l'acétate de cellulose est en progrès constants. (3).

---

(1) En 1932, est achevé le barrage d'Eguzon sur Creuse ; en 1935 ceux de Sarrans, Marèges, etc..

(2) localisée pour 84 % dans les Alpes (45% en Savoie) et le reste dans l'Ariège.

(3) Production et filature depuis 1922 par Rhodiaceta, filiale des usines du Rhône qui ont fusionné en 1928 avec Poulenc.

La consommation de caoutchouc que le développement de l'industrie automobile avait porté à 790.000 en 1930, après diverses oscillations, tombe à 580.000 t en 1935. En revanche, le raffinage du pétrole continue sa progression. La fourniture de produits dérivés du pétrole par les raffineries monte de 800.000 t en 1932, à 4,7 millions de tonnes en 1935 et 5 millions en 1935.

Mais la résistance opposée par des industries nouvelles à la crise ne peut pourtant compenser la chute des industries traditionnelles qui restent les plus importantes. Ce sont souvent celles qui étaient les industries principalement exportatrices (textiles par exemple). D'autre part, elles comptent le plus grand nombre de salariés (l'activité des établissements de plus de 100 salariés de 1929 à 1935, enregistre par exemple une baisse de -32,5 %).

Or, la méthode traditionnelle qui consiste à protéger l'économie nationale par le maniement du tarif douanier, devient de plus en plus inefficace, car la chaîne des prix mondiaux, provoquée par la crise, est si forte que les droits de douane ne parviennent pas à la compenser. La baisse des prix en France en donne une idée :

	De 1930 à 1935
Prix de gros de 126 marchandises	- 39,5 %
de 94 produits industriels	- 40 %
Prix de détail (4)	
Habillement et lingerie	- 40,2 %
Articles de ménage	- 29,5 %
Alimentation	- 30,4 %

Les industries tentèrent alors de s'adapter à la crise par deux séries de mesures. Les unes visaient à organiser la production. Les ententes figurent de la sorte au premier plan de ces mesures. C'est ainsi que le 10 Janvier 1935, le Ministre de l'industrie, Marchandeau, dépose un projet de loi fixant les conditions dans lesquelles les accords professionnels peuvent être rendus obligatoires en période de

---

(4) On remarquera que la baisse des prix de gros est plus importante que celle des prix de détail.

crise, il s'agissait d'ajuster production et consommation. Ce projet échoua, mais le gouvernement encouragea les initiatives privées qui allaient dans ce sens. Des comités interprofessionnels se créèrent donc : Comptoir sidérurgique, groupement de la meunerie, comptoir des fontes phosphoreuses etc... Flandin en Mars 1935, cherchera encore à les imposer à l'ensemble de la profession, dès lors que les entreprises représentent les 2/3 des membres et les 3/4 du chiffre d'affaires de la profession, seraient d'accord. Là encore le Sénat devait repousser cette nouvelle tentative (5). L'état libéral ne pouvait se résoudre à abandonner l'un de ses principes essentiel : la libre concurrence... toutefois répétons le, les entreprises se passèrent souvent de son intervention.

L'autre type de mesure, concerne la réduction des investissements.

On peut en juger en comprenant la baisse de la production industrielle de biens de consommation (-14 %) entre 1930 et 1935 et celle de biens d'équipement (-36, 5%). C'est d'ailleurs une vieille loi (6) déjà mise en évidence par les économistes libéraux lors des crises du XIXème siècle. Ce fait est capital pour l'avenir industriel et économique du pays. L'industrie accepte donc de sacrifier l'avenir au présent.

Cette baisse de la production, cette réduction des investissements s'ajoutant au vieillissement de la population active, (7), entraîne une baisse de la productivité (exemple - 16, 7 % dans les chemins de fer). Mais ce phénomène n'est cependant pas général et certains facteurs ont joué en sens inverse:

- abandon des activités les moins rentables,
- réduction des frais généraux,

---

(5) qui sera néanmoins votée en 1939.

(6) On en trouvera une démonstration el. dans le Keynesde Michael Stewart (op. cité)

(7) cf. chapitre 1.

- amélioration du rendement des ouvriers (8) (crainte de licenciement).

La crise comme l'avaient remarqué les économistes libéraux et Marx, a opéré une sélection comparable à certains égards, à la sélection naturelle en Biologie.

2 - La crise agricole -

Les prix agricoles étaient restés à un niveau à peu prés constant entre 1927 et 1930 ; le blé s'y maintient encore en 1931, par suite de la mauvaise récolte de 1930 (6 millions de tonnes) et d'une récolte médiocre l'année suivante (7 millions) ; au contraire, trois récoltes excellentes se succèdent en 1932 (90,8 millions de quintaux), 1933 (98,6 millions de quintaux) et 1943 (92,1 millions de quintaux), qui ne manquent pas de se traduire par une chute des prix.

Prix du froment (quintal)

- 1931 : 153,4
- 1932 : 117,2
- 1933 : 109,8

En 1934, une légère amélioration se produit en même temps que dans lereste du monde, à cause de la diminution de la production sur le continent américain (118 F le quintal), mais le prix s'effondre l'année suivante (74,5 F le quintal en 1935) ; au total entre 1931 - 1935, il a baissé de 51 %.

Les problèmes sont les mêmes en ce qui concerne les produits d'élevage, ceux pour lesquels les producteurs avaient fait les plus gros efforts d'amélioration ; le litre de lait était payé au producteur en 1929 - 1930 78 c en moyenne ; il était revendu aux détaillants 1F 53 et au consommateur 1F 58 ; la baisse continue jusqu'en Juillet 1935, où le point minimum est atteint avec 0F 30 le litre pour le producteur mais 1F 10 pour le consommateur ; la diminution est de 60 % pour le premier, de 30 % pour le second ; la remarque serait la même pour la viande.

---

(8) Dans les usines de fer, par exemple, la production par journée de travail est passée de 4.720 kg de minerai en 1930 à 5.436 en 1935 ; dans les houillères, le rendement par journée au fond, qui était de 1003 kg en 1930 est de 1331kg en 1935 (abandon des filons les moins rentables.

La situation des viticulteurs est plus grave par suite du caractère spéculatif du marché du vin qui exagère les mouvements de hausse ou de baisse des prix ; d'autre part, le problème est double : prix de revient élevé dû à l'exiguité des exploitations et production souvent excédentaire à cause de l'arrivée de 12 à 15 millions d'hectolitres de vins algériens : à la différence du blé, le vin enregistre une baisse dès 1931 ; puis les récoltes de 1934 à 1935, qui ont dépassé 75 millions d'hectolitres pour une consommation intérieure de 70 millions et une exportation qui n'atteint même pas un million d'hectolitres, achèvent de faire effondrer les cours :

- 1931 : 121 F l'hectolitre
- 1932 : 128 F
- 1933 : 117 F
- 1934 : 78 F
- 1935 : 64 F

Ainsi, entre 1930 et 1935, la baisse des prix atteint 65 % pour le producteur mais 50 % seulement pour le consommateur.

La crise souligne et met en évidence les retards considérables de l'agriculture française. La recherche agronomique est extrêmement limitée : une centaine de chercheurs tout au plus, soit comme le fait remarquer R. Dumont, "autant que les allemands à la seule station de Müncheberg pour la seule sélection des pommes de terre - 30 fois moins que les Russes, dans le seul Institut de Botanique appliquée de Léningrad".

Le matériel agricole est désuet : la taxe sur les carburants a freiné la motorisation. Le remembrement progresse si lentement qu'il faudrait six siècles selon R. Dumont pour faire le plus urgent. La production des produits les moins demandés, demeure encore trop forte (les céréales).

A ces problèmes de structure, s'ajoutent des faits conjoncturels :

- l'absence de politique gouvernementale : au nom du libéralisme, le gouvernement laisse les choses de la terre aller d'elles-mêmes et ses interventions se limitent à la politique douanière. D'ailleurs, l'influence des milieux industriels est désormais prépondérante. Quant aux syndicats agricoles, ils sont dominés et dirigés par de gros agriculteurs moins touchés que les autres.

- l'accroissement de la concurrence étrangère : l'Amérique n'a cessé d'augmenter ses ensemencements, tandis que l'Europe, peu à peu, rétablissait les siens aprés leur chute due à la guerre. Or, malgré les espoirs qu'on avait pu mettre dans la S.D.N, il faut bien constater l'inorganisation totale des marchés mondiaux.

- enfin, il y a l'abondance exceptionnelle des récoltes, que nous avons déjà indiquée.

La crise est d'autant plus ressentie que les prix industriels ont diminué moins vite que les prix agricoles. Le gouvernement est donc amené à prévoir une série de mesures qui s'inspirent du malthusianisme économique (en partant du principe qu'il s'agissait d'une crise de surproduction.

Les premières mesures concernent le blé ; la loi du 30-4-1930, autorise le ministre à utiliser 30 millions de francs pour former "un stock de sécurité de blé et farines destiné à l'alimentation de la population". Puis l'intervention de l'état se fait plus directe : la loi du 26 Janvier 1933 sur le marché du blé porte à 300 (9) millions la somme affectée à la constitution de stocks, accorde aux producteurs des primes de "non livraison", finance les recherches sur la dénaturation du blé et son emploi dans d'autres domaines que l'alimentation, fixe un prix minimum à 115 F, avec interdiction faite aux producteurs de descendre au-dessous de ce prix. Le fait d'abondance des récoltes en 1933 et 1934, fait tomber les prix au-dessous du minimum fixé (95 F : blé gangster). La loi du 24 Décembre 1934 (10), supprime alors le prix minimum et prévoit l'achat de stocks par l'état.

Même préoccupation malthusienne dans les mesures concernant le vin. La loi du 4 Juillet 1931, doit encourager la diminution des rendements : une taxe de 5 à 100 F par hectolitre, croissant avec le rendement, sera perçue sur les exploitations dont le rendement moyen est supérieur à 100 hl à l'hectare ; l'irrigation des vignes est interdite : la loi interdit également durant 10 ans à toute personne cultivant

---

(9) Le financement est assuré par des taxes pesant sur la meunerie et sur le commerce des grains.

(10) En 1934, on compte déjà pour le blé seul : trois lois et 43 décrêts !

10 hectares de vigne, ou récoltant 500 hectolitres de vin, de planter de nouvelles vignes ; elle accorde au contraire des primes à l'arrachage, si l'on prend l'engagement de ne pas replanter avant 30 ans. L'état se réservait d'imposer l'arrachage s'il n'y avait pas diminution de 150.000 hectares.

Enfin, le décrêt du 30 Juillet 1935, règlemente le marché du vin sous forme de livraisons échelonnées suivant la décision del'état. Il imposait la distillation de 16 millions d'hectolitres (11) et transférait à l'état le monopole du commerce de l'alcool, qui sera pour une part, rétrocédé aux raffineries de pétrole pour qu'elles l'ajoutent à l'essence destinée aux véhicules autres que ceux de tourisme.

Ces décisions n'eurent aucun effet ; on espérait voir disparaître 150.000 hectares de vignes, l'opération s'est limitée à l'arrachage de 50.000 hectares de vignes anciennes et n'a pas empêché la production de progresser jusqu'à 75 millions d'hectolitres.

D'une manière générale, les surfaces emblavées sont passées de 5.500.000 hectares en 1931 à 5.768.000 hectares en 1933. Sauvy a mis en évidence cette réaction du paysan qui, devant la baisse du prix de ses produits, à l'inverse de l'industriel, augmente sa production en espérant compenser la baisse des prix, par une augmentation de la production.

Il y a plus grave encore : non seulement la production nationale a augmenté, mais encore les importations progressent :

Volume des importations nettes d'aliments (base 100 en 1929)

- 1930	: 103	- 1933	: 166
- 1931	: 217	- 1934	: 127
- 1932	: 185	- 1935	: 84

Pour l'ensemble des cinq années 1931 - 1935, l'augmentation est en moyenne de 56 % sur 1929. Comment expliquer ce paradoxe au moment où les droits de douane ont été relevés :

---

(11) Production d'alcool 1929 : 2.522.000 hectolitres -
- 1935: 5.827.000 hectolitres.

- mévente dans le monde, les producteurs écoulent à tous prix (les droits de douane sont insuffisants pour bloquer les produits étrangers dont les prix s'écoulent) - d'où bientôt le recours aux contingentements.

- les exportations françaises s'affirment du fait même des mesures protectrices prises par l'étranger (élévation relative des prix français).

- les colonies ne sont pas concernées par les mesures de protection (la part des produits en provenance des colonies dans la consommation alimentaire nationale passe de 8 % (1925-1929) à 10 % (1930-1934).

- enfin des produits déficitaires doivent faire l'objet d'importations alors que les produits excédentaires ne peuvent être écoulés au dehors.

3 - La crise commerciale -

La crise du commerce intérieur : elle ressort par exemple du poids des marchandises transportées par voie ferrée, qui diminue d'un tiers entre 1930 et 1935, ou encore du produit net de l'exploitation des chemins de fer (les bénéfices des compagnies commencent à se réduire dès 1929 ; ils font place à partir de 1932, à un déficit qui persiste jusqu'en 1936 (sauf en 1934).

Les transports aériens sont également touchés en 1931 par la faillite de la Compagnie Générale Aéropostale qui venait d'assurer en 1930 la première liaison commerciale entre l'Europe et l'Amérique du Sud; elle est rachetée en 1933 par la Société Air France.

La Compagnie Générale Transatlantique mise en difficulté en 1930, est sauvée en 1933 et transformée en société mixte par l'intervention du Trésor (qui lui permet d'achever le paquebot Normandie, lancé en 1932, mis en service en 1935).

/menacé par les.

Enfin, le commerce de détail est de plus en plus/grands magasins, les maisons à succursales multiples (exemple : docks, casino et les magasins à prix uniques) (Uniprix et Monoprix).

La crise du commerce extérieur -

La chute des exportations commence dès 1927 - 1928 par mise de la stabilisation, mais s'accentue en 1931, au moment de la dépréciation de la livre:

C'est en cela que réside la véritable cause de lacrise des exportations françaises. Depuis cette dévaluation le prix des produits français n'a cessé d'augmenter.

Rapports des prix français aux prix anglais - de 1931 à 1935 :

Moyennes	1931	: 0,93 (favorable encore à la France)
	1932	: 1,13
	1933	: 1,16
	1934	: 1,22
	1935	: 1,15

Le creux est à peu prés atteint en 1932 ; la diminution étant ensuite plus légère.

En 1932, d'une manière générale, le niveau des échanges (exportations + importations) est inférieur de moitié à ce qu'il était avant la crise. Là, cette baisse est à la fois traduite en poids et en valeur.

En poids, de 1929 à 1935

	Exportations	Importations
Matières premières	-29 %	-26 %
Objets fabriqués	-47 %	-47 %

En valeur (prix coutants) de 1929 à 1935

	Exportations	Importations
Matières premières	-30 %	-11 %
Objets fabriqués	-30 %	-21 %
Aliments	-51 %	-41 %
Total.....	-44 %	-22 %

Ces restrictions sont bien sûr la conséquence des diverees politiques commerciales qui toutes, tendent au renforcement des mesures protectionnistes.

La France, d'ailleurs, y eut également recours. La clause de la nation la plus favorisée disparut progressivement.

Cette protection douanière est d'abord intervenue sur le plan agricole :

- les droits sur les blés furent augmentés : 18 F le quintal en 1926
  : 35 F en 1927
  : 50 F en 1929
  : 80 F en 1931

Ce qui porte, à cette dernière date, le prix étranger à 161 F, mais le prix

français est à ce moment à 172 F. Aussi le gouvernement décide finalement, en 1932, d'isoler complètement le marché.

De même pour les vins, le droit sur les vins ordinaires de 12° est porté de 55F l'hectolitre en 1928 à 85F en Mars 1931.

A la suite de la dépréciation de la livre sterling, une surtaxe compensatrice de charge (15 % ad valorem) est imposée aux marchandises venant des pays à monnaie dépréciée. Elle sera supprimée en 1934, devant les protestations de ces pays, mais remplacée, comme nous le disions, par une mesure encore plus dirigiste : le recours au contingentement. Au point qu'au début de 1936, 65 % des importations totales sont fixées d'avance.

Cette crise se traduit par l'aggravation du déséquilibre de la balance commerciale :

- 14 % en 1929
- 35 % en 1933
- 26 % en 1935

Ce déficit provoque également une crise financière.

4 - La crise financière :

1) Crédit privé : Les difficultés économiques ont rapidement fait apparaitre les imprudences commises par certains établissements bancaires dans la période antérieure d'expansion. La Banque Adam et le Crédit Foncier du Brésil, doivent suspendre leurs paiements en 1930, la Banque d'Alsace Lorraine est absorbée par le Crédit Industriel et Commercial, la Banque Nationale de Crédit qui était favorisée en 1922 avec la B.F.C.I. doit être liquidée et ne sera renflouée qu'en 1932, pour former la B.N.C.I. Certaines de ces faillites déclenchent de véritables scandales (cf. Faillite du Crédit Municipal de Bayonne : affaire Stavisky). Au total, environ 600 établissements, provinciaux pour la plupart, ont disparu au cours de la crise, absorbés le plus souvent par des banques plus puissantes. La plupart des grandes banques se sont d'ailleurs résignées à se cantonner dans le rôle de banques de dépôts. Quant aux banques d'affaires, elles n'ont résisté qu'en fusionnant (la Banque de l'Union Parisienne a fusionné avec le Crédit Mobilier, par exemple).

2)Mais le crédit public est également atteint :

Par suite du déficit de la balance commerciale et de la cessation du paiement des réparations, par suite de la chute du tourisme, la balance des paiements devient négative :

- 1930	+ 308 millions de francs 1928
- 1931	- 3012
- 1932	- 6315
- 1933	- 2950
- 1934	- 1250
- 1935	- 400

Le déficit doit être soldé en or et l'on arrive à des transferts d'or importants vers l'étranger (12). En revanche, la circulation financière continue d'augmenter (72 milliards en 1930 - 82 en 1935), alors que le portefeuille commercial de la Banque de France revient de 7 milliards en 1929 à 3 milliards en 1933.

A celà, s'ajoute l'évolution alarmante du budget.

Aux 5 milliards d'excédent de Poincaré pour 1929, succède un déficit de 5 milliards en 1931, 12 en 1933 et 10 en 1935. Ils sont votés de plus en plus difficilement (retard et pratique des douzièmes provisoires), le gouvernement s'efforce de chercher un équilibre qui reste purement nominal.

La cause principale réside dans la crise que traversent les fortunes privées et que reflète fort bien l'évolution de la Bourse des valeurs.

300 valeurs françaises (moyennes annuelles) - (100 en 1913)

1930	437	1933	232
1931	269	1934	194
1932	245	1935	186

La baisse du cours des actions est en moyenne entre 1930 et 1935 de -57,40 %

Le Trésor doit donc à nouveau avoir recours à l'emprunt : la dette perpétuelle et à terme passe de 245 milliards fin 1930 à 274 en 1935 et surtout la dette flottante de 34 à 50 milliards. Pourtant des usagers monétaires ne manquent pas

---

(12) 1927 en millions de francs - entrées d'or + 600
(francs Poincaré) - en 1935 en un an la France perd 1000 tonnes d'or.
1930 en millions de francs - sorties or -11.800.

(taux d'escompte de la Banque de France 2, 5 % jusqu'en 1934 et c'est seulement en 1935 qu'il est passé à 3,40 %), mais on assiste à un phénomène qui va se poursuivre jusqu'en 1935 : la thésaurisation (13) qui détourne des investissements une part importante de l'épargne privée (14).

La crise est donc générale et il importe d'examiner les réactions sociales durant la crise.

Section II - Les réactions sociales durant la crise :

Rares sont les catégories qui ne sont pas touchées. Depuis les propriétaires des moyens de production (15) jusqu'à l'ouvrier au chômage, en passant par les commerçants qui ont de plus en plus de difficultés à trouver des crédits et les paysans touchés par la baisse des prix de gros agricoles, plus rapide que celle des prix de gros de l'industrie (ou encore que celle des prix de détail à la consommation), que de personnes échappant à la crise.

On assiste donc à diverses réactions, tant collectives qu'individuelles.

La situation la plus dramatique est sans aucun doute celle des chômeurs. La montée du chômage se produit brusquement en 1932, où l'on arrive à 273.000 chômeurs, puis aprés un palier en 1933 (276.000), on passe à 345.000 en 1934 et l'on parvient finalement au nombre maximum de 500.000 chômeurs secourus(16) en Février 1935. A cette date, 28 % des travailleurs sont sans emploi et ceux qui continuent à être occupés ont pour la plupart subi une réduction du temps de travail (la durée hebdomadaire du travail a diminué de 35 %). Le chômage touche surtout les secteurs les plus fragiles (l'industrie textile), les ouvriers sans qualification (manoeuvres), les femmes, les ouvriers âgés, enfin les ouvriers étrangers.

---

(13) Les dépôts dans les Caisses d'épargne se sont accrus de 24 milliards de 1930 à 1935 - cf. également les analyses de Keynes en ce qui concerne ce qu'il a appelé "la sur-épargne".

(14) cf. L'influence de ces épargnants lors du dilemne : dévaluation ou déflation ?

(15) Faillites (moyenne quinquennales en milliers) : 1920-1924 : 4.340
1925-1929 : 8.860
1930-1934 : 13.620

(16) C'est à dire en fait bien plus.

Indépendamment de la situation morale de ces chômeurs, il faut souligner leur détresse sur le plan matériel. Une étude entreprise par l'Institut de Recherches économiques et sociales (17), nous indique l'évolution de la consommation de 265 ménages de chômeurs de Paris, Lyon et Mulhouse. Au point de vue quantitatif, le chômage se traduit d'abord par une baisse de la consommation journalière.

Paris :

Travailleurs 3153 cal./journalière

Chomeurs intermittents 2869 "

Chomeurs complets 2707 "

Mais c'est surtout sur le plan qualitatif que les restrictions sont les plus graves (matières azotées, acides aminés, vitamines... qui devaient représenter 50 % des dépenses alimentaires font défaut).

Des réductions encore plus importantes sont enregistrées sur d'autres postes : ainsi, alors que les dépenses diverses (autres que l'alimentation, le logement et l'habillement), représentent 17 % du budget des travailleurs, elles n'atteignent que 11,3 % du budget des chômeurs.

En revanche, les salariés qui ont réussi à conserver leur emploi, avec une durée de travail égale, voient leur situation s'améliorer. Le salaire horaire en effet a trés peu baissé, et en tout cas bien moins que les prix. De sorte que paradoxalement, la consommation alimentaire par jour a augmenté pour ceux-là, durant la crise (18). C'est ainsi que les fonctionnaires ont été particulièrement favorisés durant la crise (apogée en Juillet 35 avant les D.L. Laval).

---

(17) cf. Le TELLIER G. ZUBER. PERRET S. Le chômage en France de 1930 à 1936 - Dauphin Meunier, 1938.

(18) De 1929-1930 à 1934-1935, la consommation de viande a augmenté de + 8 %

- lait + 7 %
- sucre + 5 %
- vin + 12 %

La consommation de vêtements a à peine baissé.

Il ne faut pas en conclure cependant que toutes les catégories ont bien vécu. Il existe en effet beaucoup de détresses criardes et le nombre des soupes populaires qui s'organisent dans toutes les grandes villes, est là qui en témoigne.

Aux catégories particulièrement défavorisées, il faut aussi ajouter les paysans. Le revenu des agriculteurs passe de 1930 à 1935, de 56,1 milliards de francs à 38,3 milliards de francs. Presque oubliés par le Front Populaire (exception faite de l'O.N.I.C.), bien de leurs réactions ultérieures s'expliquent par le sort qui est le leur de 1929 à 1939.

D'autre part, ce sont essentiellement des aggravations que l'opinion ressent et retient. Souvent, également, les réductions de revenus se sont faites au détriment des consommations de seconde nécessité et au détriment de l'investissement (19). Sauvy a pu souligner " cette remarquable" adaptation à la crise. L'état sanitaire s'est même sensiblement amélioré (taux de mortalisé : -16,4 %....1927-1928

- 15,4%....1934-1935

Seules, la nuptialité et la natalité (signe de la prise de conscience de la crise) ont encore baissé : 641.000 naissances en 1935 contre 740.000 en 1930.

Ceci n'est d'ailleurs pas la seule réaction devant la crise.

La crise sociale se manifeste également de bien d'autres façons :

- Par l'augmentation des suicides (20) - (statistique judiciaire).

1930 : 9.293 - 1935 : 11.097

- L'augmentation du nombre des aliénés :

119.000 en 1930 - 134.000 en 1935 - (150.000 en 1940)

La baisse des engagements auprés des monts de piété (signe d'une paupérisation avancée) : en milliers de francs : 419.380 en 1930

245.154 en 1935

enfin et surtout par le sentiment d'une crise générale qui affecterait irrémédiablement la civilisation occidentale.

---

(19) La consommation d'engrais baisse dans l'agriculture : livraisons d'engrais :

1930 : 176.000 tonnes d'azote - 202.000 tonnes de potasse.

1935 : 133.000 tonnes " - 138.000 tonnes "

(20) Voici un extrait de la Dépêche du Midi du 13 Février 1931 tout à fait significatif. L'article est intitulé : "un drame de la misère". : "seul, sans travail, il se suicide. Dans une société trés mal instituée, quand on n'est d'aucune utilité il ne reste qu'à disparaitre. Il était en chômage depuis 3 mois et repoussé par les employeurs en raison de son âge".

Ceci est trés perceptible au niveau des idées, de la littérature et des arts. On peut dire que jamais le thème de la décadence n'a été autant à l'ordre du jour : décadence des nations, déclin de l'Europe (Albert Demangeon), déclin de l'occident (Oswald Spengler), décadence de la Liberté (Daniel Malévy - 1931), décadence de la Nation française (Robert Aron - 1931) etc..., autant d'expressions qui témoignent d'un réel pessimisme sur l'avenir de la civilisation occidentale.

Certaines la contestent et mettent leurs espoirs dans une nouvelle société. En 1935, se tient le congrés des écrivains révolutionnaires, auquel participent des écrivains et des poëtes, aussi différents, qu'André Gide, Jean Guehenno, André Chamson, Romain Rolland, Mizau, P. Eluard et Aragon. D'autres s'abandonnent au nihilisme L.F. Céline (Voyage au bout de la nuit - 1932), ou à l'absurdisme (J.P. Sartres en 1938 - La nausée). Le cinéma comme le théâtre expriment également ce trouble des espoirs et tendent à adopter un ton et une expression plus tragiques (21).

Au niveau des réaction s collectives, des mouvements fort contradictoires se déchainent et s'opposent.

Tandis que le mouvement syndical éprouve bien des difficultés (22) pour des raisons internes (mission CGT-CGTU ne prend fin qu'en 1936, mais surtout en raison de la conjoncture (crainte pour le salarié de perdre un emploi, salaires déjà amputés), les menaces contre la démocratie se font plus menaçantes. Comme en Allemagne, une partie de la petite bourgeoisie est tentée par le fascisme et le succés des ligues est là qui en témoigne:

- essor de la ligue des Croix de feu qui devient en 1936, le Parti Social français
- apparition de multiples petits partis fascistes.

---

(21) Giraudoux "La guerre de Troie n'aura pas lieu (1935)

Cocteau, lui-même : "La machine infernale".

Cinéma : Marcel Carné : "Quai des brumes" et "Hôtel du Nord".

(22) Le nombre des journées de grève diminue : moyennes quinquennales en milliers de journées chomées :

1920 - 1924 : 8.420.000.....1930 - 1934 : 2.800.000

1932 : la solidarité française de J.Renaud

1933 : le francisme de M. Bucard

etc....

Ces ligues (23) tentèrent d'utiliser la conjoncture créée par la crise pour renverser la République et échouèrent de peu le 6 Février 1934.

C'est contre elles, mais aussi en réaction contre les politiques économiques et sociales pratiquées par la droite jusqu'en 1935, que se formera le Front Populaire.

Il convient par conséquent de les analyser.

---

(23) Lasierra : "Les fascismes français" - Seuil, 1963

CHAPITRE 3 - DEVALUATION OU DEFLATION ?

Il est certain que la France aprés les crises financières de 1924 et de 1926 et la dévaluation de 1928 ne pouvait se résoudre à une nouvelle dévaluation. (1) Peu d'hommes politiques avaient le courage de la lucidité de R. Poincaré Et puis, il y avait cette encaisse-or importante qui entretenait l'illusion que la France pouvait traverser la crise sans toucher au franc En outre, l'incidence majeure d'une monnaie trop forte, donc de prix à l'exportation trop élevés, était mal comprise, dans la mesure où, depuis un siècle, les français refusaient la concurrence internationale et avaient pour des raisons diverses (crise démographique, malthusianisme économique), perdu cet esprit de progrés, orienté vers la conquête de débouchés extérieurs.

Les politiques économiques qui vont donc se succéder jusqu'en 1936, seront essentiellement déflationnistes, mais on peut cependant distinguer deux phases : jusqu'en 1934, on s'efforce de nier la crise et au nom du respect de la monnaie on s'efforce coûte que coûte de maintenir l'équilibre du budget même s'il ne s'agit que d'artifices finalement démentis dans les faits

Aprés 1934, l'ampleur de la crise et ses conséquences sont telles qu'il n'est plus possible d'attendre "la reprise au coin de la rue" (2), une politique alors s'impose et malheureusement, mais aussi inévitablement les gouvernements feront un mauvais choix.

Quoiqu'il en soit, toutes ces politiques auront en commun une conception politique des problèmes et non économique (on songe au budget et non à l'économie, aux électeurs et non à la production !)

---

(1) cf. Les lettres envoyées à Paul Reynaud "Mémoires"

(2) Expression du Précident des Etats Unis : "La reprise est au coin de la rue"

Ière Partie : Les expédients politiques de 1931 à 1934

A - La crise niée à travers les budgets :

Dès 1931, le gouvernement pratique la "politique de l'autruche". Il estime "qu'un budget de crise (entendons par là un budget sincère) avait pour effet d'accentuer la crise" Il va donc s'efforcer, comme pour les exercices suivants, de présenter un budget en équilibre. Parallèlement, le gouvernement n'a même pas l'excuse de pratiquer une politique économique d'austérité. Depuis le départ de Poincaré, les gouvernements qui se succèdent, pratiquent une politique dont certains aspects ne sont pas dépourvus d'intacts (politique des grands travaux - Tardieu) mais qui répond essentiellement à des objectifs politiques (et parfois démagogiques) et dont le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle n'est pas cohérante. Ces mesures ne faciliteront pas les problèmes qui se posent à la Trésorerie sans réussir pour autant à relancer l'économie.

Dès son arrivée au pouvoir en 1929, Tardieu annonce une "politique de la prospérité", "Ne tirez pas sur mois, déclarait-il aux radicaux, je porte vos enfants sur les bras !" Mais son plan qui prévoyait 5 milliards de francs d'investissement de la part de l'état est repoussé par le Parlement. Ce sont seulement les mesures les plus dispendieuses et les moins significatives qui seront retenues. Cette politique sera continuée par le Gouvernement Laval et s'efforce de satisfaire une foule de revendications catégorielles. Quelques exemples suffisent à la prouver :

- rétablissement des Tribunaux d'arrondissement,
- droit à pension des anciens combattants (Mai 1930),
- construction de la ligne Maginot -(loi 4-1-1930),
- assurances sociales en 1928 et en 1932,
- gratuité de l'enseignement secondaire,
- réfection du réseau routier, reboisement, adduction d'eau,
- etc...

Il faut souligner que malgré tout, bien de ces mesures étaient capables de relancer l'activité du pays et s'apparentaient aux politiques menées à l'étranger (grands travaux aux Etats Unis, réarmement en Allemagne etc...) Encore fallait-il, sur le plan monétaire en tirer les conclusions qui s'imposaient. Or sur ce plan, le gouvernement se refusait

à abandonner l'orthodoxie financière et monétaire bien que l'équilibre du budget soit des plus artificiels.

Ainsi le budget de 1932 ne sera en équilibre que grâce à un milliard, touché au titre des réparations et grâce à une modification des dates de l'exercice budgétaire qui permet de gagner trois mois (1er Avril - 31 Décembre) . Si les récettes s'élèvent donc à 41 milliards 101 Millions et les dépenses à 41 milliards 98 millions, les comptes définitifs feront ressortir plus tard un déficit de 5 milliards (4).

Il s'agit en fait d'un budget d'attente, avant les élections législatives de mai.

Nous avons déjà remarqué l'indigence de programme du Méo-cartel en matière économique. Aussi les radicaux, au pouvoir, vont simplement s'efforcer d'amender le budget de 1932 par quelques économies :

- crédits de défense nationale - 1.480 millions
- dépenses administratives - 210 "
- et quelques majorations fiscales + 450 millions.

Mais ce ne sont là que des économies de "bout de chandelle" et il faut finalement recourir à un emprunt de 2 milliards (Bons du Trésor).

Le budget de 1933 révèle qu'en fait rien n'est changé et que la nouvelle équipe reste attachée au principe d'un budget même artificiellement en équilibre -(47.802 millions de recettes contre 47.780 de dépenses). Cet attachement prouve combien pèse encore le poids du passé.

Pourtant, avec l'année 1933, il devient de plus en plus difficile de cacher la vérité aux français, encore faut-il savoir qui devra supporter le poids de la crise ?

B - La prise de conscience de la crise :

A droite " les budgétaires" sont les salariés et particulièrement ceux de la fonction publique. Le Matin, le 12-2-1933 écrit :"Nous faisons appel à la sagesse et à

---

(3) Roosevelt par exemple n'hésite pas à dévaluer le dollar pour financer sa politique de grands travaux.

(4) 41 milliards de dépenses contre 36 de recettes.

l'énergie du Sénat, pour qu'il porte fer rouge dans la plaie, qui n'est autre que le coût monstrueux d'une législation sociale ruineuse et paperassière. Nous lui demandons de contraindre la démagogie, c'est à dire à réduire la folie dépensière et à ne pas accroître les impôts, tant que l'état n'aura pas diminué sérieusement son niveau de vie".

A quoi, à gauche, on riposte en dénonçant les hommes "qui capitulent devant les banques et les congrégations économiques n'hésitent pas à couvrir les fraudeurs de l'impôt et les pilleurs de l'épargne" (Bourse du Travail - Syndicats des fonctionnaires).

Paradoxalement, le Néo-Cartel semble se rallier aux vues des premiers. Toujours hantés par la nécessité d'un budget en équilibre, les radicaux sont amenés tout naturellement à amputer les dépenses de l'état sans s'attaquer à la racine du mal à savoir la crise. Le 9 Janvier 1933, Paul Boucour, président du conseil, dans un discours déclare : "A quoi bon parler, à quoi bon tirer des plans, tant qu'on n'en aura pas fini avec le déficit budgétaire, par où s'écoulent chaque jour et pas seulement goutte à goutte, les ressources du pays. Aussi, avec son ministre des finances Chéron, il réduit le nombre des fonctionnaires et leurs traitements quand il dépassent 12.000 F annuel (traitement d'une dactylo), et relève de 5,10 % la retenue pour la retraite, ce qui équivaut à une réduction du traitement. Il diminue les dépenses militaires et relève les impôts directs de 5 %), enfin commence la'chasse aux cumuls". Mais les Socialistes se refusent à cette politique et déjà commence à apparaître une conception nouvelle de la période de crise, estime Léon Blum, la notion purement arithmétique de l'équilibre, à la fois pédantesque et naïve n'a plus de sens". Mais cette déclaration n'est cependant pas suivie d'effet et pour l'instant, on en reste à quelques nuances prés, à la conception déjà présentée du budget en équilibre.

C'est donc elle que nous retrouvons chez le successeur de Paul Boncour, Daladier "l'appréciation d'un déficit dit-il prudemment, dépend et des méthodes que l'on emploie et de l'esprit même de deux qui le calculent". Cette "La Palissade" merveilleuse, révèle toutefois que les dirigeants sont déjà et désormais, obligés d'accepter l'idée d'un déficit budgétaire (tare que l'on dissimulait jusqu'alors !).

Les mesures prises, amendées par la commission des finances, ne sont pas originales et s'efforcent à nouveau de diminuer les dépenses budgétaires en diminuant les

traitements publics supérieurs à 0.000 F par an, en arrêtant le recrutement de la fonction publique et économisant les dépenses militaires ; autant de mesures qui ne peuvent qu'aggraver la crise et qui, dans l'immédiat suscitent bien de réactions sociales. On sent, surtout, à travers cette évolution, poindre petit à petit l'idée d'une politique délibérément déflationiste ; quoiqu'il en soit, il apparait maintenant impossible de nier le déficit.

Aussi le budget de 1934 annonce un déficit de 6 milliards, malgré quelques expédients :

- 650 millions (Loterie nationale),
- 680 " (frappe monétaire),
- diminution des traitements des fonctionnaires.

Cette fois, les Socialistes abandonnent Daladier. Quoiqu'il en soit, les gouvernements qui se succèdent et qui sont soutenus par la majorité du Néo Cartel ne vont pas davantage innover, pas plus Sarraut, que Lautemps ou Daladier.

En fait même, avant le Front Populaire, deux camps s'affrontent ; les uns entendent protéger le franc et reprochent aux salariés leurs revendications qui mettent en péril la monnaie. Marcel Régnier (l'Agence économique, Septembre 1933). "Comment ne le sentent-ils pas, ces pensionnés, ces fonctionnaires, ces anciens combattants qui se refusent au moindre sacrifice alors que demain, peut-être, ils ne recevront plus, par leur faute que du papier sans valeur ?...

Dans l'Humanité, en revanche, en réponse à cet article, on peut lire :"La déclaration de guerre de Daladier aux fonctionnaires, anciens combattants et petits contribuables, appelle une riposte immédiate", ou encore "des économies si l'on veut, mais pas sur les petits. Oui frappez les gros travailleurs et les grosses pensions, mais ne touchez pas aux pauvres ressources des travailleurs et des petits pensionnés". La bourgeoisie veut redresser ses finances "Les travailleurs crieront : " Conscription des fortunes !, reprise des milliards avancés aux banques et aux firmes en déconfiture ! Révision des bénéfices de guerre ! Sur impôt sur les gros traitements ! Réduction de 50 % des dépenses de guerre, suppression des crédits de police"...

C'est dans ce climat qu'éclate la crise du 6 Février 1934, puis la riposte de la gauche unie. On sait les espoirs que suscita l'arrivée au pouvoir de Gaston DOUMERGUE L'échec de son plan politique révéla que la 3ème République était incapable de réformer elle même. Sur le plan économique, l'échec fut, tout aussi grand. En effet, là comme ailleurs, on continue sur la lancée. Cependant, au cours de l'année 1934, le dilemne se précise : un choix s'impose désormais entre la déflation et la dévaluation. "Le 28 Juin 1934, écrit P. Reynaud, dans ses Mémoires : je saute le pas ! "L'année 1934 sera donc la dernière année des hésitations !

C- Le dilemne se précise -

Pourtant rien ne parait changé quand le budget de 1934 est enfin voté. Celui-ci est en déficit de 1881 millions, mais encore une fois, on espère des économies sur les traitements et sur les retraites des anciens combattants. Doumergue les invite au sacrifice : "Il y a aujourd'hui un redressement à faire, une autre bataille de la Marne à gagner !" Mais ceux-ci refusent. "Aprés avoir été amputés dans leur chair, de l'être à présent dans leur vie, leurs droits et leur dignité". (5).

De même, aprés les décrêts-lois pris contre les fonctionnaires (4 et 14 Avril 1934) :

- diminution de 10 % sur les crédits de personnel,
- prélèvement progressif sur les traitements,
- modifications sur le régime des traitements de pensions,

des réactions vives se produisent : "Jamais les fonctionnaires envers lesquels on a pris des engagements formels n'accepteront d'être dépouillés, ainsi qu'ils viennent de l'être" (6).

Il résulte de ces oppositions répétées, un certain nombre d'enseignements dont le plus important est que l'attachement à la valeur nominale est tel, que dès 1934, on peut tenir pour certaine, à terme, la dévaluation du franc. Puisque la baisse des prix n'est pas ressentie par ceux qui en ont profité et que l'amputation du revenu normal provoque de telles protestations, il n'apparaît pas d'autre issue possible. En outre, les expériences étrangères commencent à être connues et analysées et certains hommes politiques en tirent les conclusions qui s'imposent.

"Si notre économie, s'enfonce écrit P. Reynaud, c'est que nos prix sont supérieurs aux prix étrangers, aucune reprise n'est à espérer dans ces conditions. La condition fondamentale d'une amélioration est l'égalisation entre les prix français et les prix étrangers.

---

(5) Encore une fois il faut souligner les terribles conséquences matérielles et morales de la guerre de 1914-1918.

(6) A. Métayer, dans "Fonctionnaire Syndicaliste" (5-6-1934).
De même la Ligue des Droits de l'Homme émet le voeu que les décrêts soient rapportés sans aucun retard". (Lumière - 10 - 6 - 1934).

Léon Blum de son côté remarque, dans "le Populaire du 4-4-1934" : "Depuis quand constate-t-on en Angleterre une reprise d'activité ? Depuis que la livre-sterling a baissé !". Le rapport des prix français et étrangers n'a en effet cessé de se détériorer.

Alors que les prix français sont inférieurs en 1929 de 22 %, et en 1930 de 17 %, aux prix anglais, nous les trouvons en août 1935 de 21 % plus élevés. Aussi Paul Reynaud n'hésite pas à préconiser la dévaluation en soulignant la crise dont souffre, hors "les pays du bloc or, (dont) les exportations tombent, les usines ferment, le chômage augmente, les commerçants font faillite, les rendements fiscaux diminuent"...

Cependant à gauche comme à droite, on s'y refuse encore ! Léon Blum (en 1934) n'ose encore admettre que "la dévaluation monétaire a été la cause directe de la reprise économique".

D'autres la refusent, en rappelant la dévaluation de 1928. Ainsi le Ministre des Finances Germain Martin craint la hausse des prix qu'elle provoquerait (7) : "certains préconisent la dévaluation, elle ne peut procurer l'ajustement des prix intérieurs aux prix extérieurs. Dans un pays où la monnaie a déjà été amputée des 4/5, dévaluer, ou faire de l'inflation serait provoquer à l'intérieur une hausse certaine des prix". Le président du conseil la refuse et marque son attachement à la défense de la monnaie : "Notre petit franc à 4 sous vaut de l'or. Nous devons tout faire pour qu'il garde sa valeur".

Aussi en raison de ces arguments, les uns économiques et sociaux (la crainte de la hausse des prix) et les autres, moraux, (il faut résister) et psychologiques (l'attachement fétichiste dans un franc-or), nos gouvernements jusqu'en 1936, vont opter pour la déflation. Mais le développement de la crise est tel que l'heure n'est plus aux hésitations, désormais il vont s'engager résolument sur la route de la déflation.

---

(7) Alors que c'est justement là, une des raisons de la crise : la baisse des prix !

IIème Partie : Les politiques de déflation (1934 - 1935)

Il est certain que "l'on faisait de la déflation" depuis 1932. Mais cette fois il s'agit bien d'une politique économique systématique. A la "déflation honteuse" des années 1932-33, succède une déflation affirmée. (8).

A - Les gouvernements Flandin et Laval -

Le gouvernement Flandin : le budget de 1935 admet un déficit de 826 millions (en fait il atteindra comme toujours, un déficit de 8.812 millions), mais cette fois le gouvernement affecta un grand optimisme. Nos prix ont beau être supérieurs de 20 % (à la fin de 1934) aux prix anglais, il se refuse toujours à dévaluer. Germain Martin révèle bien le souci qui anime le gouvernement "la recherche de l'équilibre budgétaire est l'idée essentielle qui domine la politique financière de ce pays".

Les perspectives restent donc plus monétaires qu'économiques et l'optique reste la même. En attendant, il doit demander au Parlement, l'autorisation d'émettre un emprunt de 5 milliards de Bons du Trésor. Au cours du débat, P. Reynaud revient à la charge et insiste encore : "Nos prix supérieurs aux prix mondiaux sont aimantés par eux et tendent à la baisse. Il s'agit des prix de vente. Mais les prix de revient eux, sont commandés par le coût de la vie, les impôts, les salaires... par des éléments très peu mobilesqui ne baissent que lentement... la chute des prix de vente au-dessous du prix de revient, c'est l'usine fermée, le chômage..."

La dévaluation du franc belge en 1935 (28 %), constitue un autre avertissement, d'autant plus sérieux que la Belgique représente 6,3 % des importations et 9 % des exportations françaises.

Rien n'y fait et jusqu'à la date de sa chute le 31-5-1935, Flandin maintient la France sur la route de la déflation, bien qu'il ait de moins en moins les moyens de

---

(8) Alain lui-même dans ses propos économiques écrit :

"Je conseille une monnaie de plomb et une vie rustique".

poursuivre sa politique (9). Laval, loin de la modifier, va la renforcer ; avec lui la déflation est sans cesse renforcée.

Les décrets lois- Laval - Il arrive au pouvoir au printemps 1935, dans un climat de crise économique et sociale encore jamais atteint depuis 1932. C'est ainsi qu'il obtient le vote des pouvoirs exceptionnels le 8 Juin 1935. Nul ne se trompe sur ce qui se prépare et le 8 Juin, l'éditorial du Populaire, n'hésite pas à annoncer pour demain "la super déflation".

Trois séries de décrêts-lois interviendront :

Un premier train de mesures, le 16 Juillet sur les questions les plus urgentes, un deuxième train "pour stimuler la reprise économique, assurer la défense de l'épargne et abaisser le coût de la vie".

Enfin, le 30 Octobre, un dernier train de mesures variées et diverses.

Les décrêts-lois du 16 Juillet - (10)

- réduction de 10 % de toutes les dépenses publiques (mais 3 % pour les traitements nets inférieurs à 8.000 F et 5 % de 8.000 à 10.000 F).

- réduction des charges excessives (suppression des cumuls, révision des pensions, délais d'avancement allongés, réformes administratives).

- réduction de la subvention à la caisse de Garantie des Assurances Sociales.

- aggravations fiscales.

---

(9) cf. Chapitre 2, les difficultés de notre commerce extérieur : les déficits de notre balance commerciale et de notre balance des paiements. Les sorties d'or s'accélèrent aprés les élections municipales des 5 et 12 Mai 1935 qui enregistrent un succès de la gauche :

- sorties : 521 millions du 10 au 17 mai
  3166 " la semaine suivante
  4877 " à la fin du mois de mai.

(10) Il n'est pas question d'énumérer tous les décrêts-lois, mais seulement les plus significatifs.

Mais ce sont surtout les mesures économiques qui sont "intéressantes" :

- décrêt sur l'énergie électrique (-10 %, prix de l'électricité et du gaz).
- taux des loyers réduits de -10 % (habitation et usage professionnel).
- -5% sur le prix des engrais potassiques.
- pain : -1 F 65 le kg en juin.
  " : -1 F 60 en juillet.
  " : -1 F 51 en août.
- charbon (prix d'hiver : -6 %).

Décrêt-loi du 8 août - (étendre les mesures de juillet)

(61 en tout) :

- réduction de 10 % sur les baux de ferme,
  sur les intérêts de certaines créances,
  sur les droits et émoluments (professions libérales)
- (renforcement des mesures malthusiennes).
- interdiction de construire une sucrerie ou une distillerie de betteraves sans autorisation, etc...

Décrêt-loi du 30 Octobre -

(317 décrêts)

- aménagements des décrêts précédents.
- protection de l'épargne.
- organisation de la recherche scientifique.
- rééducation professionnelle des chômeurs, etc...
- Malthusianisme : - règlementation de la vente par camions-bazar.
  - accords professionnels obligatoires dans l'industrie de la soie.
  - défense du marché, droits sur régime de l'alcool.
  - mises à la retraite anticipée...
  - etc...

Il est bien évident que ce sont principalement les décrêts de juillet que l'opinion a le plus ressenti. Ils visent à abaisser de 10 % les dépenses mais aussi en contre

partie les prix. Aussi faut-il examiner quels furent les résultats économiques de cette politique avant d'examiner les réactions qu'elle suscite.

B- Les résultats économiques -

Sont pour le moins surprenants puisque l'on va enregistrer :

- une reprise de la production industrielle (même dans les secteurs les plus touchés (industrie textile et bâtiment par exemple).

- un accroissement de la durée du travail (en même temps le nombre de chômeurs secourus cesse de s'accroître.

- une diminution du nombre des faillites.

- une hausse des prix de gros (+ 19 %) et de détail (+ 7 %).

Or ces résultats ne s'expliquent pas par la conjoncture internationale (baisse de 5 % de la demande extérieure, mais selon Sauvy par l'accroissement de la demande intérieure elle-même stimulée:

- par un gonflement de la trame monétaire (81.037 millions de francs de billets en circulation en 1934 - 82.163 en 1935) qui contrebalance les sorties d'or et les mesures déflationnistes.

- par une demande accrue : les sorties d'or inquiètent les possesseurs de monnaie qui s'en défont par l'achat de marchandises, d'où stimulation de la production à partir de la légère hausse des prix.

Mais cette politique d'argent facile laisse prévoir une prochaine dévaluation.

Paul Reynaud reproche au gouvernement de ne pas en tirer la conclusion qui s'impose et ne voit pas l'intérêt à conserver "une monnaie surévaluée qui est suivie par la horde des spéculateurs, assure le gros gibier blessé, est suivi à la trace par les loups"

Il faut bien dire que dans les mois qui suivent cette dévaluation devient de plus en plus inévitable. Après la chute de Laval, le cabinet Sarraut, ministère d'attente, ne fit que la retarder. Nos prix sont encore trop chers de 12 % à la fin de 1935 par rapport aux prix anglais. Le déficit de la balance commerciale a monté de 544 millions à 797 de mai 1935 à mars 1936. Seule, l'inflation entraine une euphorique mais provisoire augmentation de la consommation. Le 20 Mars, le bruit court d'un embargo que l'or

et l'idée d'une dévaluation à chaud se répand. Les sorties d'or s'accélèrent. La dévaluation apparaît de moins en moins évitable et ce, d'autant plus que l'opinion publique ne veut plus entendre parler de politique déflationniste.

C- Les réactions de l'opinion à la déflation -

L'attachement à la valeur nominale fut tel que même ceux qui avaient pu profiter de l'évolution économique s'insurgèrent contre les mesures prises.

La déflation est tantôt acceptée comme un moindre mal, (11), tantôt violemment attaquée, "les mesures déflationnistes constituent une véritable provocation à l égard de tous les travailleurs des services publics, des pensionnés et de l'ensemble des producteurs, c'est un véritable attentat contre la Nation" (le Populaire 13-7-1935)? Ces décrets-lois signifient "des milliards de faillites de petits commerçants, une aggravation de la misère à la campagne, l'accentuation du marasme économique".

Malthusianisme donc et Laval lui-même défend en 1936, sa politique :"Peut être est-ce par indigence de pensée, mais nous n'avons pas trouvé mieux que les D. L pour résoudre la crise".

Les politiques de déflation ont en fait contribué à aggraver le sort de certaines catégories sociales (le pouvoir d'achat 1930-1935, salaires et traitements -5, 3 %, - agriculture-31, 7 %, bénéfices industriels et commerciaux -18, 1 %..).

Celles-ci se demandent s'il n'est pas temps de faire appel à de nouvelles équipes, d'autant plus qu'une solution de remplacement existe et se met en place dès la fin de l'année 1935. Paul Reynaud, qui le 29 Novembre 1935, déclare :"Je n'ai pas encore trouvé un parti politique qui à la face du pays ose dénoncer la seule méthode capable de résoudre le problème des prix". Léon Blum répond :"Il est au parti, qui depuis des années déjà, a soumis à la Chambre, en toutes occasions, une politique cohérente".

Touchée par la crise, une partie des classes moyennes se ralliera au Front Populaire dont elle assurera le triomphe. Mais cette alliance explique les hésitations futures du gouvernement Léon Blum et porte en elle les raisons de son échec partiel.

---

(11) Bainville fait remarquer "qu'une dévaluation aurait amputé bien davantage le franc".

LE FRONT POPULAIRE ET LA CRISE ECONOMIQUE EN FRANCE

Dès 1935, à l'occasion d'un débat parlementaire, Léon Blum avait revendiqué pour son parti, le Parti Socialiste, la direction des affaires publiques.

Or, le 3 Mai 1936, au soir du 2ème tour des élections législatives, cette revendication est en quelque sorte ratifiée par le verdict des urnes. Le Front Populaire est en effet vainqueur avec 378 sièges contre 220 : il est vrai que 55 députés ne sont que favorables au Front Populaire et peuvent s'en détacher mais les trois partis de la coalition : radicaux, socialistes et communistes, suffisent à assurer une nette majorité. Et parmi ces partis, les socialistes se détachent largement (106 sièges aux radicaux ; 147 aux socialistes ; 72 aux communistes). Comme Léon Blum est le chef de ce parti, dès le 4 Mai il revendique pour son parti la place qui revient "au groupe le plus puissant non seulement de la majorité mais de la France entière". Et le 10 Mai il se met en avant comme leader du Parti. De fait, c'est bien à lui que s'adresse le Président de la République, le 4 Juin 1936. Le ministère est constitué par des socialistes et des radicaux, les communistes ne participant pas mais assurant leur soutien.

Vous savez quelle était la situation économique du pays à ce moment-là. Les expériences successives de déflation avaient échoué y compris la plus radicale celle de Laval, qui avait sans doute marqué quelques points mais bien insuffisants. Certes, l'indice de la production industrielle était remonté de 76 en Mai 1935 à 83 en Décembre 1935 et à 88 en Avril 1936 (1928 = 100). Mais le volume des exportations, lui, n'avait pas augmenté. Ce qui veut dire que cette hausse n'était due qu'à une augmentation de la consommation intérieure (voir Alfred Sauvy :"La reprise paradoxale"). Le taux de couverture des importations par les exportations n'était que de 58 %, taux catastrophique. La France en était donc réduite pour maintenir son niveau de vie à consommer son capital, ce qui se traduisait par des sorties d'or (18 milliards de francs or perdus d'avril 1935 à avril 1936) et de devises. Le décalage entre prix français et prix étrangers avait encore augmenté en raison d'une hausse des prix de gros français. De surcroît, le malaise social s'était aggravé et malgré le chômage qui est prés de son sommet (750.000 chômeurs totaux en Mai 1936), de nombreuses grèves se sont produites depuis février 1936 ; elles

ont encore augmenté en mai 1936 et ont pour effet de faire baisser la production. Pour une base 100 en 1930, l'indice de l'emploi est de 73,6 en mai 1936.

Le succés électoral du Front Populaire témoignait donc entre autres choses d'une volonté nationale d'un changement de politique économique. Les programmes électoraux avaient annoncé la politique économique du Front Populaire ; cette politique était dans l'ensemble la même pour les divers partis de la coalition avec des nuances différentes, les radicaux par exemple cherchant à rassurer les petits épargnants, les rentiers et le goût français de la propriété individuelle, les communistes mettant l'accent sur les réformes sociales. Mais dans l'ensemble il y avait un réel accord sur ce programme. On pourrait se reporter au texte de la déclaration ministérielle de Léon Blum. Il est préférable cependant d'examiner le rapport présenté par Maurice Thorez au comité central du Parti Communiste à Ivry en mai 1936, donc juste avant le coup d'envoi de l'expérience, pour mesurer la différence entre le programme initial d'un parti politique de la coalition (ici le Parti Communiste) et le programme final de la coalition (texte ci-joint).

I - L'exemple d'un programme -

Lorsqu'on se reporte au texte du repport, on note que l'essentiel tient dans trois grandes idées :

1/ Rétablir l'emploi par des grands travaux : la réduction de la durée du travail (sans diminution du salaire), pour répartir le travail possible entre un plus grand nombre de travailleurs. Le but est donc de faire disparaître le chômage en ce qui aura pour avantage de relancer la consommation. Les grands travaux auront l'avantage de relancer la production en provoquant des commandes dans le secteur industriel. Dans le même sens, va la suspension des saisies concernant les petits commerçants et les artisans dont les revenus avaient été trés touchés par la crise, ce qui ne leur avait pas permis de payer leurs impôts.

2/ Défense du franc :

Le P.C, comme il l'avait déjà fait au congrés de Villerbanne en janvier 1936 et sur ce plan, en plein accord avec les radicaux, prend fermement position contre la dévaluation. Il préconise également la réforme de la Banque de France qui doit devenir la Banque de la France, le conseil des régents étant supprimé et les pouvoirs du gouverneur, sous le contrôle d'un conseil, étant élargis. Enfin, le P.C prétend s'opposer au pillage de l'épargne notamment en réglementant la profession

de banquier, en "moralisant" la publication des bilans des banques et des sociétés anonymes ainsi que l'administration de ces sociétés.

LE PROGRAMME ECONOMIQUE DU "FRONT POPULAIRE"

Présenté par les Communistes

Et maintenant, passons à l'examen du programme du Rassemblement populaire, en ce qui concerne les revendications économiques : contre le chômage et la crise industrielle, institution d'un fonds national de chômage, réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire bebdomadaire, exécution rapide d'un plan de grands travaux. Pour financer le plus de grands travaux, nous avions formulé une proposition rappelant celle de M. Louis Marin, en avril 1920 : "Faire payer les riches". Elle n'est pas admise par les autres partis. On nous dit : on fera appel à l'épargne locale. Bien, faîtes le. Là, comme pour d'autres points de votre programme, nous vous soutiendrons, nous vous appuierons. Mais ce que nous voulons surtout, c'est qu'il y ait immédiatement l'ouverture de grands travaux, c'est que soient occupés ceux qui, jusqu'alors, ont été sans travail. Cela aurait des répercussions d'ordre matériel et d'ordre psychologique considérables. Que des chômeurs travaillent, qu'ils aient quelques sous à dépenser, qu'il y ait une certaine reprise du petit commerce et si, dans le même moment, on prend des dispositions pour ne pas saisir de nombreux petits commerçants, cela peut provoquer dans les prochains mois, un élan de confiance envers le Front Populaire.

Suspension des saisies, aménagement des dettes, en attendant l'élimination complète et aussi rapide que possible de toutes les injustices que les décrêts-lois comportent. Il faut aller vite dans ce domaine, ne pas attendre.

Enfin, contre le pillage de l'épargne, nous avons nos projets relatifs aux banques, et particulièrement à la Banque de France.

Nous ne pouvons que nous féliciter de la déclaration faite par le camarade Léon Blum contre la dévaluation au conseil national du parti socialiste. Mais nous ajoutons : il faut prendre des mesures. Nous ne sommes pas encore tranquilles à ce sujet. Nous n'accepterons pas le fait accompli. Nous ne voulons pas qu'on nous dise le 7 Juin : il n'y a plus rien à faire qu'à dévaluer...

Il est encore question dans le programme de la réforme démocratique du système des impôts, de la création de ressources par des mesures touchant les grosses fortunes avec progression et majoration du taux de l'impôt sur les revenus supérieurs à 70.000 francs.

Nous voulons aussi une politique de protection de l'enfance, d'assistance aux mères, d'aide efficace aux familles nombreuses...

Nous voulons encore l'ouverture d'un crédit d'un milliard destiné à développer la pratique du sport (Mais)... "Pas un sou pour l'olympiade de Berlin !".

(Rapport de M. Thorez au Comité Central du PC, Ivry, Mai 1936)

3/ Redistribution du revenu national par la fiscalité.

On trouve dans ce programme l'indication d'un renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu, voire la suggestion d'un impôt sur le capital. Les bénéficiaires de cette redistribution pourraient être les familles nombreuses car le P.C. a compris avant les autres partenaires du Front Populaire, la nécessité d'enrayer la dénatalité (en 1935, il y a eu en France excédent des décès sur les naissances pour la première fois depuis 1919) et le sport conçu comme un équipement collectif.

Observations sur ce programme :

1 - Ce programme peut se définir par la formule "ni déflation, ni dévaluation" énoncée par Léon Blum. Toutefois, cette définition du programme, qui est négative, est insuffisante.

2 - Il suppose la balance économique par la consommation grâce à l'augmentation de la masse salariale due à la disparition du chômage et aux travaux publics.

3 - Le problème du financement des grands travaux est envisagé : les communistes auraient souhaité un prélèvement sur les grosses fortunes (ce qui ne signifie pas le socialisme), mais ils se rallient à l'idée d'un financement par l'épargne locale (les radicaux ont le souci de ne pas se heurter au "mur d'argent", ce qu'acceptent les communistes pour rassurer l'opinion qui craignait une offensive généralisée contre la propriété). Cependant ils conservent l'idée en déplaçant le soulèvement du capital sur le revenu par le moyen de la fiscalité.

4 - Il ne comporte pas de revendication concernant les congés payés.

5 - La réduction de la durée de la semaine de travail (sans réduction de salaire) est affirmée comme objectif mais l'ampleur de cette réduction n'est pas déterminée (pas de semaine des 40 H).

6 - Il n'y a pas de mesure concernant, de manière précise, la crise des campagnes.

Ce programme est intéressant et présente des éléments positifs certains, mais il reste trés prudent (aucune marque de socialisme) et incomplet.

II - Le programme commun -

1° L'augmentation de la demande solvable -

- Institution d'un fonds national de chômage pour améliorer les secours aux chômeurs.

- Réduction de la durée de la semaine de travail sans réduction de salaires ("semaine de 40 heures", des programmes C. G. T. socialiste d'avant la réunification.

- Congés payés (2 semaines) : doit contribuer, comme la mesure précédente, à étaler, ou mieux, à diviser le travail entre un plus grand nombre de travailleurs doit également, en développant les loisirs, susciter des secteurs nouveaux de la demande.

Hausse générale des salaires, à des taux variables allant de 7 à 15 %, mais ne devant pas élever les charges de chaque entreprise de plus de 15 %.

Grands travaux d'utilité publique, citadine et rurale. Vincent Auriol, au micro de Toulouse, les définissait ainsi dès avril 1936 : "ces travaux, vous les attendez dans vos campagnes, pour compléter votre réseau électrique, pour vous apporter l'eau et l'hygiène, réparer vos bâtiments publics, construire écoles et foyers scolaires, améliorer vos chemins, égayer votre labeur... Nous savons que l'épargne locale, aujourd'hui craintive aprés tant d'escroqueries et de scandales, s'engagerait avec empressement dans la réalisation de projets utiles au village et au travail paysan". Le P.C. recommande notamment la construction en grand nombre de stades et de piscines, surtout dans les villes ouvrières, pour développer la pratique des sports.

Prolongation de l'enseignement jusqu'à 14 ans et gratuité de l'enseignement secondaire qui peut, en retardant l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle, faciliter le plein emploi.

Tout cela a donc pour but de relancer la consommation à partir d'une hausse du pouvoir d'achat de la majorité des agents économiques, à tel point qu'on a parlé d'une théorie française [illegible] déclare le 12 Juin 1936, à la Chambre : "L'accroissement du pouvoir d'achat ouvrier suscitera une demande supplémentaire qui permettra aux entreprises accablées par les frais généraux de répartir ceux-ci sur une production plus intense et sera par là même à l'origine d'une possibilité de baisse des prix de revient". Cette déclaration est intéressante en ce sens que elle prouve que dans l'esprit d'André Philip, et de ses amis, ces mesures ne vont pas provoquer une hausse senbible des prix de revient, contrairement à ce que l'on pourrait croire à priori(du fait de la diminution du temps de travail et de la hausse des salaires). A. Philip semble même croire à une baisse des coûts de revient parce que la production augmentant beaucoup, les frais généraux, et notamment les coûts fixes, diminueraient en raison d'un plus grand nombre d'unités produites. Ainsi, les [illegible] du Front Populaire supposent une forte hausse de la production, toutes leurs hypothèses économiques passent par là. L'inconvénient est que ces hypothèses se fondent sur des prémisses fausses : elles suggèrent que la part des salaires dans les coûts de production est nettement minoritaire, tandis qu'au contraire, la part des coûts fixes et des frais généraux dans les prix de revient est très élevée.

En tout cas, c'est une politique de <u>déflation</u> qui est conçue (ne disons pas inflation) puisque le gouvernement a l'espoir d'éviter la hausse des prix.

Il est vrai que Blum et même Daladier (pour les radicaux), avaient envisagé d'autres mesures importantes qui pourraient faire pression sur les coûts de production : nationalisation des industries-clés (Blum) et du crédit (Blum et Daladier), cette dernière pouvant par exemple provoquer une hausse importante du taux d'intérêt. La nationalisation du crédit eut été une mesure d'inspiration socialiste, risquée sans doute, mais qui aurait été pour le programme une chance réelle de succés, surtout étant donné l'aspect suivant de ce programme :

2° <u>La défense du franc</u> : la dévaluation est repoussée. Blum s'est engagé à plusieurs reprises en ce sens, vigoureusement approuvé par communistes et radicaux. Ainsi, Léon Blum déclare à la chambre le 6 Juin 1936 : "Le pays n'a pas à

attendre de nous, n'a pas à redouter de nous que nous couvrions un beau matin les murs des affiches blanches de la dévaluation, des affiches d'un coup d'état monétaire. Ce n'est pas notre intention". Et Vincent Auriol le 15 Juillet 1936 : "Dans leur propre intérêt, les détenteurs d'or et de devises doivent les vendre car le danger de dévaluation est écarté. La méfiance a pu parfois être justifiée ; elle ne l'est plus, car la politique du gouvernement est saine".

Et cependant avant même la victoire, le Front Populaire n'est pas unanime dans le refus de la dévaluation ; les socialistes en particulier l'ont envisagée (Vincent Auriol lui-même probablement, qui allait devenir le ministre des finances du Front Populaire, bien qu'il ait sans doute exagéré rétrospectivement sa lucidité en l'espèce), certains syndicalistes dont René Belin, l'économiste de la C.G.T. qui la jugeait indispensable à la réussite de l'expérience mais qui avouait comme Georges Boris, la difficulté à la faire comprendre par les militants ouvriers. Une réunion secrète organisée par Victor Basch avec Emile Kahn, Vincent Auriol, René Belin, Yvon Delbos, donc deux futurs grands ministres (Finances et Affaires Etrangères) en avait admis le principe mais sans qu'il soit inclus dans le programme. Il semble que sur ce point l'opposition absolue soit venue des communistes : "on ne vas pas commencer une politique de rassemblement populaire par une dévaluation préjudiciable aux intérêts de la classe ouvrière". Etrange attachement à l'étalon-or, auquel il est vrai Marx et Engels avaient également été attachés dans leurs débuts. Dans ces conditions, étant donné le décalage avec les prix étrangers, l'exportation restait impossible à développer et la hausse de la production obligatoirement freinée, impossible en tous cas à élever d'environ 40 % par rapport au bas niveau de 1935, ce qui aurait été indispensable pour avoir une chance de réussir (il faut se rendre compte que la livre égale 75 francs en 1936 au lieu de 124 francs en août 1931 et le dollard 15 francs au lieu de 25 avant avril 1933).

L'idée qui présidait à cette attitude est que la dévaluation provoque une hausse des prix et qu'étant donné le retard des salaires sur les prix en période d'inflation, ce sont les prolétaires qui paient. Le gouvernement du Front Populaire

ne semblait pas se rendre compte qu'en freinant la hausse de la production par le frein à l'exportation, il allait aboutir au même résultat mais sans obtenir le plein emploi.

Le refus de la dévaluation aurait dû conduire alors vers un contrôle des changes strict, appuyé sur une nationalisation du crédit, des assurances, voire celle des mines, de la métallurgie et de la production électrique pour déterminer le prix des grands produits industriels de base et pour éviter l'évasion des capitaux. Aprés tout, en avril 1936 et malgré la fuite de nombreux capitaux, l'encaisse or de la banque de France s'élevait encore à 67 milliards ce qui restait considérable. On pouvait, dans ces conditions tenter de gonfler la circulation monétaire par appel à la Banque de France et au déficit budgétaire pour financer les grands travaux en mettant en pratique, sans les connaitre, les idées Keynésiennes selon lesquelles il est possible d'émettre une monnaie nouvelle pour relancer la machine économique dès lors que cette monnaie revient d'une façon ou d'une autre au trésor (plus values fiscales, une fois la prospérité revenue, emprunts divers) : on oblige ainsi les gens qui thésaurisent à remettre leur épargne en circulation puisque l'inflation dévalue les épargnes, peu à peu le trésor détruit une partie des surplus de monnaies émis.

De ce point de vue, il n'y eut pas d'accord non plus. Cette fois encore, il semble que se produisit l'opposition conjuguée des radicaux (au moins Herriot, pas prêt à défier le mur d'argent) et des communistes qui semblent bien avoir refusé les nationalisations ("ne pas donner d'illusions dangereuses à la classe ouvrière", peut être par peur de l'échec).

Le fait de ne retenir ni la dévaluation, ni le contrôle des changes et du crédit, condamnait d'emblée une politique économique qui dans l'esprit même de ses promoteurs passait par l'expansion de la production.

Il semble donc que la politique économique du Front Populaire, au plan du programme, n'ait pas su choisir entre libéralisme et socialisme. En fait, c'était une politique libérale mais qui n'osait pas aller jusqu'au terme logique (dévaluation) et qui se montrait maladroitement rigide en fixant un seuil de durée du travail

uniformément bas pour tous les secteurs. Une politique socialiste passait par la nationalisation de nombreuses entreprises (et pas seulement de secteurs déficitaires comme le chemin de fer), le contrôle du crédit et des changes. Il semble bien que le schéma de pensée de Léon Blum ait été le suivant : hausse des salaires nominaux provoquant un accroissement de la consommation intérieure : celui-ci produit à son tour une réduction des coûts unitaires grâce à l'augmentation des quantités produites, ce qui rétablit la perspective de profits intéressants et par conséquent relance l'investissement, autrement dit, il attendait que les patrons, retrouvant l'espoir de profits, investissent à nouveau. C'était toujours le libéralisme mais avec des enchaînements inversés. Le véritable libéralisme eut laissé la nécessité d'imposer la dévaluation et terminer par la hausse des salaires nominaux. Toutefois, il faut observer que, dans la conjoncture de Juin 1936, il était indispensable de procéder à une hausse des salaires nominaux. D'autre part, nous reviendrons sur ce problème, l'hypothèse socialiste n'a pas été envisagée. Le patronat demeure le gérant des biens de production de la nation.

3° Les réformes de structure :

Le programme du Front Populaire comporte cependant un certain nombre de réformes de structure qui ne sont pas négligeables.

Les unes portent sur la moralisation de l' organisation financière de la nation :

- Réforme de la Banque de France : suppression du Conseil des Régents qui émanait de l'Assemblée des 200 actionnaires les plus puissants ; remplacement par un Conseil des intérêts de la nation où seraient rassemblés des représentants des pouvoirs législatif et exécutif, spécialistes des affaires économiques et industrielles, représentants des usagers du crédit.

- De même, règlementation de la profession de banquier ; règlementation des bilans des banques et sociétés anonymes (pour mieux connaître les chiffres d'affaires et les bénéfices) ; règlementation des pouvoirs des administrateurs des sociétés anonymes (les fonctionnaires retraités ou mis en disponibilité ne pourraient plus faire partie des conseils d'administration des sociétés anonymes).

- Création d'une carte d'identité fiscale pour éviter la fraude sur les valeurs mobilières.

- Réforme fiscale devant provoquer une détente fiscale sur les petites catégories pour relever la consommation et au contraire une majoration rapide de la progressivité de l'impôt au-dessus des revenus de 75.000 francs qui étaient de gros revenus ; réforme de l'impôt sur les successions ; taxation du profit sur les monopoles. Ici, on retrouve l'idée, juste d'ailleurs que le transfert du pouvoir d'achat doit se faire en faveur des catégories qui consomment tout aux dépens de celles qui épargnent ou thésaurisent beaucoup (nous faisons la distinction, la thésaurisation étant une épargne stérile).

- Programme pour moraliser les circuits commerciaux de l'agriculture. Il s'agit d'essayer de réduire les prélèvements des spéculateurs sur l'agriculture et de diminuer les prix de revient des agriculteurs.

Ainsi, on envisageait la création d'un office interprofessionnel des céréales qui aurait le monopole des importations et des exportations des blés et des farines et qui traiterait directement avec les coopératives de blé déjà existantes ou qui seraient créées avec le soutien de l'Etat, le Crédit Agricole jouant le rôle de lubrifiant. C'est la pratique du blé-gangster qui avait suggéré cette mesure.

D'autres offices nationaux étaient envisagés, notamment celui de l'azote et des potasses qui devaient avoir pour but de livrer des engrais aux agriculteurs aux prix de revient de façon à développer la productivité agricole.

- Contrats collectifs (ou conventions collectives) : c'est l'une des mesures apparemment les plus importantes pour l'avenir et pourtant dont on parle le moins parce qu'elles tendaient à faire des salariés les interlocuteurs valables des patrons le salarié ne serait plus, si l'on peut dire, réduit à l'état individuel devant le patron. Le projet prévoyait notamment que les conventions collectives devraient fixer des salaires minima par région et par catégorie, ce qui du même coup, permettait de veiller à l'application (défense plus facile des salariés et en cela, rôle de l'Inspection du travail).

III- Les réalisations -

1°) L'oeuvre législative -

Les principales réalisations du Front Populaire ont été obtenues en l'espace de deux mois (juin et juillet) et l'essentiel dès juin. Presque toutes ces réalisations concernent les objectifs des catégories 1 et 3 du programme (action sur la croissance de la demande solvable et réformes de structures), tandis que l'objectif n° 2 (la défense du franc) se révélait irréalisable : il fallut en septembre se résigner à la dévaluation, c'est à dire à une grave défaite à la fois sur le plan économique (effets tardifs aprés nouvelles pertes financières) et sur le plan politique puisque le gouvernement avait affirmé plusieurs fois qu'il ne dévaluerait pas alors qu'il aurait pu attribuer la responsabilité de la dévaluation aux gouvernements précédents s'il l'avait pratiquée d'emblée.

Les décisions de juin correspondent pour l'essentiel aux accords Matignon. Les négociations furent menées d'une part par la C. G. T. avec Léon Jouhaux, Benoit Frachon, René Belin, Milan, Cordier (bâtiment), Sénat (métallurgie) ; d'autre part, par la C. G. P. F. (Confédération Générale de la Production Française), avec Richemond (président de l'Union des industries métallurgiques et mécaniques), Dalbouze (Chambre de Commerce de Paris), Lambert-Ribot (Comité des Forges), Duchemin.. Léon Blum et le Ministre de l'intérieur, Salengro, assuraient l'arbitrage du gouvernement. Alors que celui-ci avait été formé seulement le 4 Juin, les accords furent signés dès le 7 Juin.

Il est vrai que tout le monde était pressé d'aboutir : depuis la victoire électorale du Front, la grande bourgeoisie française était en proie à une manière de "grande peur", encore accrue par la diffusion dans tout le pays, d'un puissant mouvement de grèves, compliqué d'un phénomène nouveau en France, les occupations d'usines appelées souvent "grèves sur le tas". Le mouvement commença en province : 11 Mai, Breguet au Havre ; 13 Mai, Latécoère à Toulouse ; 18 Mai, Vénissieux et Longwy ; puis gagna la région parisienne (Bloch à Courbevoie dès le 14 Mai, Issy les moulineaux, Saint Ouen, Levallois le 26, Renault à Billancourt le 28 Mai. A partir du 24 Mai, toute la métallurgie parisienne ou presque était touchée

On peut douter cependant que sauf dans quelques cercles trotskystes ou dans quelques cas isolés (raffineries bordelaises de pétrole), les ouvriers français aient envisagé de faire marcher les usines eux-mêmes et de s'en attribuer la propriété, contrairement aux ouvriers italiens, qui en 1920, avaient multiplié les tentatives en ce sens. Mais le souvenir de cet échec n'a-t-il pas pesé ? Il semble que la tactique ouvrière à recherché bien davantage, en exerçant une forte pression sur lepatronat, l'obtention d'avantages immédiats (hausse des salaires, réduction de la durée du t ravail, etc...) Il semble bien qu'il ait existé un accord tacite, implicite, entre l'attitude, les voeux d'une grande partie de la base et celle des partis qui venaient de conquérir le pouvoir, notamment du P.C, d'autant que celui-ci était trés sensible à la situation internationale. Est-ce pour celà que le P.C. n'a pas'poussé" aux nationalisations ? Ou par peur de l'échec ? Quoiqu'il en soit il faut convenir que les communistes étaient les mieux placés pour connaître la psychologie ouvrière : sur 72 députés, ils comptaient 16 métallurgistes, 8 cheminots, 7 ouvriers des services publics, 5 du bâtiment, 4 mineurs et 3 ouvriers du textile, contre seulement 7 enseignants, 6 employés et 6 paysans.

Au début de juin, le mouvement de grèves atteint son apogée : un million et demi de grévistes le 8 Juin, selon le ministre de l Intérieur, Calengro, qui avait les moyens d'être bien renseigné. Le patronat était donc pressé d'aboutir car ces grèves, et surtout les occupations d'usines, l'effrayaient, comme du reste l'ensemble des milieux conservateurs (cf : le Temps, l'Echo de Paris). Mais les ouvriers, pour leur part, n'étaient guère moins pressés car ils avaient souffert de la crise et, notamment de la déflation de 1934-1935 ; de plus, ayant longtemps attendu, ils étaient anxieux d'obtenir enfin des avantages d'un gouvernement de gauche où ils étaient représentés, pour lequel ils avaient voté. Quant au gouvernement, il se rendait bien compte que les grèves, en se prolongeant, désorganiseraient la production et feraient échouer sa politique économique. Ainsi s'explique la rapidité des résultats obtenus, assez importants pour que, dès le 11 juin, M. Thorez ait lancé le mot fameux :"Il faut savoir terminer une grève", lors de l'assemblée d'information des communistes de la région parisienne.

Quel était donc le contenu des accords Matignon ?

Le texte signé le 8 juin à 0h 30, prévoyait l'établissement des contrats collectifs entre patrons et ouvriers, reconnaissait l'exercice du droit syndical des travailleurs, prévoyait un réajustement des salaires en hausse, de 7 à 15 % selon les cas, de telle sorte que la charge de chaque entreprise ne soit pas majorée de plus de 12 % du fait de ces hausses. Il n'y aurait pas de sanctions pour fait de grève tandis que la C. G. T. pour sa part, s'engageait à demander la reprise du travail dans toutes les entreprises qui auraient accepté l'accord. Enfin, les représentants patronaux avaient donné leur accord de principe à un certain nombre de futures lois (ainsi celle sur les congés payés). Compte tenu des procédures législatives, les lois furent promulguées à partir du 20 juin :

- 20 juin : loi sur les 2 semaines de congé payé. Selon les calculs de A. Sauvy, cette loi a entraîné une diminution de la production de 3, 8 %. Diminution assez faible, qui ne pouvait être mise en balance avec le grand progrès social que représentait cette mesure.

-21 juin : loi instituant la semaine de 40 heures. La durée légale du travail était alors de 48 heures (la réduction de la durée légale était donc de 20 %, ce qui était énorme). Toutefois, il est certain qu'on ne travaillait pas alors au rythme de 48 heures par semaine, mais sensiblement moins à cause de la crise. Mais on ne peut pas accepter l'affirmation de Léon Blum qui, plus tard, pour justifier la mesure du point de vue économique, prétendit : "Est-ce que vous imaginez que la loi de 40 heures, au moment où elle a été votée, a réduit la durée du travail effectif en France ? Vous imaginez- vous qu'on travaillait 40 heures en juin 1936 ? On ne travaillait pas 40 heures. Au moment où nous avons fait voter la loi, il n'y avait pour ainsi dire pas d'établissement industriel en France où l'on travaillait 40 heures".

Cette affirmation est inexacte. En fait, 90 à 94 % des ouvriers ayant conservé un emploi, travaillaient alors plus de 40 heures, sans arriver, il s'en faut, aux 48 heures légales. La durée moyenne à cette époque peut être évaluée, grâce aux travaux effectués depuis, à 44 heures environ, avec de grandes différences selon

les secteurs (42 heures dans le textile, 48 heures dans le bâtiment). D'ailleurs, si cette affirmation de Blum avait été exacte, la portée espérée de la mesure aurait été singulièrement diminuée. Pour les promoteurs de la loi, en effet, et par exemple pour A. Philip, son rapporteur, il s'agissait, on le sait, de répartir entre des travailleurs plus nombreux le nombre des heures possibles de travail et ainsi, de résorber le chômage. Le réemploi des chômeurs, en leur procurant un revenu convenable et régulier, leur permettrait de redevenir des consommateurs normaux. Dès lors, leur demande en biens de consommation allait s'élever tandis que celle des salariés ayant déjà un travail ne diminuerait pas puisque la réduction de la durée du travail se ferait sans réduction de salaires ("les 40 heures payées 48").

Néanmoins A. Sauvy exagère sans doute quand il calcule que la réduction de la semaine de travail à 40 heures a réduit le potentiel productif de 16,6 %, car il ne tient pas compte de ce que la loi, a pu, dans certains cas, (limités, il est vrai) permettre de réembaucher effectivement des chômeurs. Mais son calcul a le mérite de montrer que la loi, socialement et psychologiquement moins importante que celle des congés payés, était économiquement beaucoup plus lourde à supporter. De même A.Sauvy a montré que pendant les 4 premiers mois de 1938, les pertes de travail pour fait de grève (1 486.000 journées de travail perdues), équivalaient à 1/4 de jour de travail perdu par travailleur français, ce qui est négligeable, alors que dans le même temps, l'application de la loi des 40 heures avait représenté 17 jours de travail perdu.

La perte réelle a dû se situer autour de 12 %. Pour que une telle perte ne freine pas trop la hausse de la production espérée par les promoteurs du système. il aurait donc fallu : soit des gains considérables de productivité à court terme,

- soit une remarquable mobilité de la main d'oeuvre, à la fois du point de vue technique et du point de vue géographique.

Les gains de productivité furent, semble-t-il, élevés. La mobilité de la main d'oeuvre le fut beaucoup moins.

Bien sûr, l'application de la loi ne fut pas absolument immédiate : décidée, en novembre 1936, "pour tous et tout de suite", elle fut échelonnée du 5 décembre 1936 (une partie de la métallurgie) au 1er avril (confection et lingerie). Précipitation excessive et rigidité exagérée dans l'application. En tout cas, les décalages des dates constituent un excellent instrument d'analyse des effets économiques de la loi.

- 24 juin : loi sur les conventions collectives, cette fois impérative, qui devait s'appliquer aux employeurs et employés non syndiqués, sous le contrôle de l'Inspection du Travail. Elle devait avoir une grande importance pour l'avenir car le travailleur n'était plus isolé dans le débat avec le patron et elle devait agir comme un instrument puissant de l'élévation des salaires.

- 24 juillet : loi réorganisant la Banque de France, en gros selon le programme.

- 15 Août : loi créant l'office national interprofessionnel des céréales, conforme au programme, afin de briser le commerce spéculatif du blé. L'office permit de régulariser le prix du blé en le revalorisant : ainsi le prix payé au producteur s'éleva à 139 F le quintal au lieu de 92 en mai 1936. Le Crédit Agricole, en permettant aux agriculteurs de vendre sans attendre, joua le rôle de courroie de transmission. Mais la plus grande partie de la production de blé était produite dans le cadre de la grande propriété...

- 19 Août : loi créant une Caisse nationale des marchés de l'Etat et des collectivités publiques (notamment pour le financement des travaux publics).

D'autre part, les prélèvements sur les fonctionnaires, décidés en 1935, furent réduits mais sans disparaître, ce qui, après tout, était logique puisque les fonctionnaires avaient été les bénéficiaires de la crise et les délais normaux d'avancement furent rétablis. Le taux d'escompte de la Banque de France fut abaissé de 6 à 5, puis à 4 %. Pour drainer la petite épargne locale on procéda à l'émission de bons du trésor (10 juillet), sous forme de petites coupures à échéance courte : 6 mois, un an, 4 milliards furent ainsi souscrits du 10 Juillet au 23 Septembre.

Cette oeuvre, considérable, du point de vue législatif, fut complétée par certaines décisions de portée plus politique ; ainsi la création d'un sous secrétariat des Sports et Loisirs, dont le premier titulaire fut Léo Lagrange. C'était la conséquence des congés payés et de l'apparition de la semaine de 5 jours (essor des auberges de jeunesse).

2° Le bilan économique -

On peut, pour le juger, retenir la période qui va de juin 1936 à avril 1938, les

deux gouvernements Blum encadrant les deux gouvernements Chautemps.

Pour que l'on puisse parler d'une réussite économique il aurait fallu :

1° d'abord, et surtout que la production augmente sensiblement puisque, on l'a vu, cette hypothèse était au coeur des conceptions économiques de Léon Blum et de son premier gouvernement, celui qui a donné le ton. Au passage, il faut remarquer que les dirigeants du Front Populaire n'étaient donc pas convaincus du tout de la réalité de la surproduction et sur ce plan, ils avaient raison.

2° ensuite que la balance des paiements de la France arrive à un relatif équilibre, ce qui supposait une reprise des exportations, la balance commerciale étant un des éléments essentiels de la balance des paiements.

On peut penser que si ces deux objectifs avaient été réalisés, l'augmentation de pouvoir d'achat des catégories les plus défavorisées aurait été probablement préservée.

Qu'en fut-il donc, compte tenu de la dévaluation intervenue enfin le 25 Septembre 1936, le gouvernement ayant tenté de sauver la face en plaçant l'opération dans le cadre d'un "alignement général des monnaies" ("traité de paix financière" selon Jules Moch) et d'une déclaration conjointe des gouvernements de la Grande Bretagne, de la France et des Etats Unis. La loi monétaire du 1er octobre 1936 définissait la nouvelle valeur en or du franc, selon une "fourchette" de 43 à 49 milligrammes au lieu de 65, 5 à 9/10 de fin. Le taux de la dévaluation variait ainsi entre 25 et 34 % et de fait, il se stabilisa à 29 %. La valeur de la livre revenait à 105 F et celle du dollar à 21, 40F. Les derniers pays du bloc-or, avaient suivi l'exemple français, la Suisse en dévaluant de 30 %, les Pays Bas de 22 %. La Belgique avait pris les devants en 1935. Ainsi, à partir d'octobre 1936, la France a bénéficié d'un rapport de prix plus favorable avec l'étranger, ce qui devait favoriser le redressement de la balance commerciale en gonflant les exportations et agir par conséquent favorablement sur la production. Toutefois, on peut se demander si le taux de la dévaluation, déjà bien tardive, était suffisant : il restait inférieur en effet à celui des opérations réalisées en 1931 et 1933 par la Grande

Bretagne et les Etats Unis. Il faut répéter ici que, du point de vue politique et psychologique, il eut été plus habile de dévaluer dès le premier jour en ayant le courage d'expliquer la mesure aux travailleurs et en en rejetant la responsabilité sur les politiques précédentes.

Que s'est-il donc passé en termes de production ?

L'indice général de la production (base 100 = 1928) avait atteint 109 en 1929 et avait ensuite nettement fléchi jusqu'au très bas niveau de 76 en mai 1935 ; puis il était remonté à 88 en avril 1936, avait légèrement fléchi en mai (87) du fait des grèves. En septembre 1936, il tombe à 81 : c'est un premier recul et presque tous les secteurs sont touchés, dont le bâtiment (indice 60), ce qui est anormal en été. Les congés payés et la poursuite de la chute des exportations expliquent cette tendance inquiétante.

Or, à partir d'octobre 1936, l'indice remonte : 88 en octobre, 90 en novembre, 91 en décembre, 92 en janvier 1937, 94 en mars ; ainsi, la reprise paraît bien amorcée pendant l'hiver 1936-37. La production est revenue à son niveau le plus haut depuis juin 1931, c'est à dire à un niveau antérieur à la dévaluation de la livre sterling.

Mais, après mars 1937, se produit un nouveau fléchissement : 92 en avril, 85 en juillet, 76 en août, c'est à dire que l'on revient au pire. En août 1937, le gouvernement Chautemps qui lui a succédé, gouvernement radical à participation socialiste, a dû abandonner la définition du franc de la loi d'octobre 1936, le franc n'a plus de parité fixe avec l'or, il est "flottant", soumis strictement aux lois du marché. Or, il continue à se déprécier à tel point que la livre sterling va monter jusqu'à 150 F. Ce rapport est pire qu'avant septembre 1971 et la politique de défense du franc a donc totalement échoué sans pour cela relancer durablement la production. Cette dépréciation signifie que la balance des paiements est restée profondément déséquilibrée parce que les détenteurs de capitaux continuaient à les exporter. Ils n'avaient donc pas retrouvé ces espérances de profit sur lesquelles misait discrètement Léon Blum.

Quant à la production elle est un peu remontée aprés la deuxième dévaluation mais sans attendre des niveaux trés élevés (92 au maximum en novembre et décembre 1937). L'année 1938 sera mauvaise, que ce soit sous le second gouvernement Daladier qui marque l'éclatement du Front Populaire. La reprise véritable ne se produira qu'à partir de novembre 1938 (indice 100 en juin 1939) mais sous le stimulant de la course aux armements et sous le signe d'un retour au libéralisme presque intégral avec Paul Reynaud comme ministre des finances.

Sur le plan économique, et notamment dans la bataille de la production, le Front Populaire a incontestablement échoué. Il faudra pratiquer une analyse à court terme pour saisir les raisons de l'échec. Mais avant d'entreprendre cette analyse il faut rechercher une information plus complète et répondre, en particulier, aux questions suivantes :

a) que représente, dans le long et le moyen terme, la période du Front Populaire, quant à la production globale ?

b) comment ont évolué les divers secteurs de l'économie ?

c) quelles ont été les conséquences de l'évolution économique et de la législation du F.P. sur le plan social ? Autrement dit, comment le destin des diverses classes a-t-il évolué ? Il est en effet possible que l'échec économique global recouvre d'importants transferts sociaux en faveur de certaines classes et aux dépens d'autres. Ne risque t-on pas en s'arrêtant à la notion d'échec, d'exprimer d'abord une vision de classe ? Cette question mérite un examen sérieux. C'est seulement aprés que l'on pourra comprendre comment les français, ou mieux les diverses catégories nationales, ont perçu le Front Populaire et ses effets sur leur vie quotidienne.

Et c'est au moins aussi important que l'analyse macro-économique.

a) Le Front Populaire même pas deux ans (juin 1936 - avril 1938). Et malheureusement, nous manquons d'études qui aient isolé ces deux ans. Nous ne pouvons guère que nous référer aux travaux de l'"Institut des Sciences économiques appliquées" (ISEA) et du groupe d'Histoire quantitative de l'économie française. Dans ces travaux, le Front Populaire est intégré dans une série de 4 ans (1935-38)

qui comprend aussi les déflations Flandin-Laval et le gouvernement Daladier. Toutefois, si on observe de près les indices mensuels, les différences sont faibles et en gros, la comparaison n'est pas faussée.

L' ISEA utilise la nomenclature de l'industrie française qui distingue 23 groupes et qui prend pour base 100 l'année 1938, année médiocre, ne l'oublions pas. Les indices pondèrent quantités et valeurs.

Voyons comment ont évolué les groupes les plus importants, ce qui permettra de répondre en même temps à la question b).

	1920-24	1925-34	1935-38
Electricité	36	71	92
Pétrole et carburants (brut)	90	102	100
Houille et lignites	71	107	98
Extraction miner. métal.	53	109	103
Prod. métaux	71	120	106
Extraction maté. construc.	98	129	107
Transformation métaux	65,3	92,6	91,1
Industries chimiques	77,9	107	95,7
Industries textiles	71	101	93
Cuirs	95	123	94
Presse, éditions	62	87	118
Bâtiments et trav. publics	97	108	100
Alimentation	84	102	103
Habillement, confection, Lingerie	67	98	96

Quelle interprétation permettent ces chiffres, compte tenu de ce que 1938 = 100 ?

Il faut noter d'abord :

- que la production et la consommation d'énergie ne diminuent pas en

1935-38 et que l'alimentation d'une part, la presse et l'édition se situent à un niveau satisfaisant en 1935-38.

-que dans tous les autres secteurs, le niveau de 1935-38 est à la fois sensiblement supérieur à celui de 1920-24 et généralement inférieur à celui de 1925-34 (décennie qui comporte 6 bonnes années et une passable, 1931).

Comme la population est restée stable pendant cette période on peut en déduire que le niveau de vie et la consommation se sont affaiblis pendant les années 30, mais restent supérieurs à ce qu'ils étaient en 1925.

Le jugement sévère de Sauvy demeure vrai : "Les deux ans de Front Populaire ont été, pour la production des richesses, beaucoup plus défavorables que la dernière année de déflation qui, précisément, a provoqué l'explosion du Front Populaire". Mais il ne faut pas cependant exagérer l'affaiblissement de la production et c'est en ce sens que la comparaison avec la longue durée est utile.

La distribution du travail a-t-elle été plus favorable ? Comment a évolué l'emploi qui était un élément fondamental du programme du Front Populaire ?

De ce point de vue, le bilan est plus positif : de mai 1936 à mai 1938, la population active pourvue d'emploi est passée de 19.500.000 à 19.830.000 soit, 330.000 de plus (augmentation de 1,8 %). Il faut remarquer que la population active non agricole pourvue d'emploi a augmenté davantage (+ 600.000), ce qui signifie que la population agricole active a baissé et qu'il y a eu transfert du secteur primaire vers les secteurs secondaires et tertiaires.

Mais, si le nombre des travailleurs a augmenté, l'activité totale du pays a baissé en raison de la diminution de la durée du travail (congés payés et surtout application de la loi des 40 heures). Le nombre total d'heures de travail (agriculture exclue), semble avoir baissé de 7,5 % (6,5 % dans les grands établissements malgré l'augmentation du nombre de leurs travailleurs. Voilà donc l'explication de la baisse de la production : le nombre des travailleurs n'a pas suffisamment augmenté pour compenser la baisse du nombre d'heures de travail effectué pour chaque

travailleur. Sans pousser plus loin l'analyse pour le moment, nous pouvons dire que le gain de productivité aurait dû être énorme pour qu'il en soit autrement. Chose plus grave, on s'aperçoit que la loi des 40 heures n'a pas fait disparaître le chômage partiel (cest à dire le travail au dessous de la durée légale) pour des raisons qui seront expliquées plus loin. Le chômage partiel concernait 44,4 % des travailleurs en mai 1935 (ceux-ci travaillaient donc moins de 48 heures mais évidemment pas forcément moins de 40 heures) ; 12,1 % seulement en décembre 1936, mais 20,2 % en mai 1938 (cette fois à moins de 40 heures).

Ces travailleurs qui travaillent moins, ont-ils conservé un pouvoir d'achat égal à celui de mai 1936 ? Ou encore ce pouvoir d'achat a-t-il augmenté ou baissé La question est très importante car si le pouvoir d'achat des travailleurs a augmenté(leurs conditions de travail et de loisirs s'étant améliorées), l'affirmation d'un échec de la politique économique du Front Populaire, ne serait alors qu'un constat de classe, pour plus de précisionsun constat bourgeois doublé d'un constat paysan. Du moins à court terme parce que, bien entendu, l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière à court terme ne signifie pas que cette amélioration soit durable : car une politique favorisant la consommation aux dépens de l'investissement peut sacrifier l'avenir au présent.

En utilisant les données de la Statistique Générale de la France, on parvient aux résultats suivants pour la période mai 1936 - mai 1938 (mai 1936 = 100) :

- hausse des salaires (ensemble de la France)	: 74 %	Ind. 174
- durée effective du travail	:-15,3 %	" 84,7
- hausse du salaire effectivement perçu	:+47,5 %	" 147,5
- hausse des prix de détail	: +46,5 %	" 146,5

Ainsi, dans l'ensemble de la France, le pouvoir d'achat des salariés a augmenté mais très faiblement (1 %). Toutefois, la hausse avait été beaucoup plus sensible durant la première année du Front Populaire, ce qui est important sur le plan psychologique. Il y a eu coïncidence entre les débuts du gouvernement du Front Populaire et une franche amélioration des conditions de vie des salariés. Pendant

la deuxième année du Front Populaire , au contraire, le pouvoir d'achat des salariés a diminué.

Mais la moyenne nationale dissimule une différence nette entre Paris et la province. A Paris, la hausse du pouvoir d'achat des salariés a été de 8 %, alors que pour l'ensemble de la province, c'est une baisse de 0,5 % qu'il faut constater. Ceci dit, les différences sont notables d'un secteur à un autre (chez les salariés agricoles, la baisse du pouvoir d'achat a été de 10 à 13 %). En général, les femmes et les familles ont vu leur pouvoir d'achat affaibli.

Les fonctionnaires ont été, sans nul doute parmi les perdants : 6 à 15 % de baisse de pouvoir d'achat selon les traitements ; pour les petits traitements, de 9.000 F ou moins, la baisse a été de 6 à 7 %, ramenant les rémunérations réelles au-dessous du niveau de 1930. Les retraités ont perdu en moyenne 20 %.

Ainsi, sommairement, ce qui a été gagné par les ouvriers a été perdu par les fonctionnaires, les retraités, les pensionnés. Ce qui fait que le pouvoir d'achat de l'ensemble des salaires, traitements, retraites, est resté à peu prés le même. Le gain réel est d'ordre social, en loisirs, en dignité (importance des conventions collectives). Il faut donc nuancer la conclusion initiale sur l'échec économique du Front Populaire. Pour la classe ouvrière, c'est un succés relatif qui ne se traduit guère en pouvoir d'achat mais en loisirs et en conscience. Mais, en dehors de la bourgeoisie, d'autres catégories sociales ont payé cher cette amélioration.

D'autre part, on peut se demander si le Front Populaire ne pouvait pas obtenir des résultats bien meilleurs, y compris pour la classe ouvrière. Pour répondre il faut se livrer à une analyse trés fine, en se servant du court terme. Mais il faut aussi se demander si, pour des raisons psychologiques et politiques, le Front Populaire pouvait pratiquer une autre politique.

Avant d'en délibérer, il faut examiner rapidement le cas des agriculteurs qui sont les "sacrifiés" du Front Populaire. Aucun effort dirigé n'a été réalisé pour améliorer la productivité : la France disposait d'un nombre d'ingénieurs agronomes trés inférieur à celui de l' Allemagne ou de la Russie (dans des proportions

incroyables) et le Front Populaire n'a rien fait en ce sens. La production agricole a donc plafonné. Toutefois, le revenu des paysans a eu tendance à augmenter en 1936-37 grâce à la hausse de la consommation ouvrière qui a provoqué une reprise des prix agricoles. Les producteurs de blé ont profité d'une certaine façon de la création de l'Office du blé. Mais la production agricole française n'a été en 1937 qu'au niveau de celle de 1913 et en 1938, supérieure seulement de 10 %. On a déjà vu que les plus mal lotis furent les salariés agricoles qui, de plus ne bénéficièrent pas des congés payés, ni de la réduction de la durée du travail.

Le monde ouvrier a donc été le seul à profiter de l'expérience du Front Populaire mais il était l'un de ceux dont la situation était la plus difficile. A cause de la guerre, il est impossible de savoir si ce gain aurait été définitif ou seulement à court terme.

Les résultats, économiquement mauvais, ont été plus positifs socialement, Il reste à expliquer le décalage entre intentions et résultats.

IV - ESSAI D' EXPLICATION -

1° Le rejet de l'hypothèse socialiste. Il faut régler tout de suite un problème qui, en raison des décalages chronologiques pourrait provoquer une certaine confusion dans les esprits. Pourquoi le Front Populaire n'a-t-il pas affronté la crise dans le cadre d'une politique de socialisation des moyens de production, ou des plus considérables d'entre eux, c'est à dire en déclenchant une révolution économique et sociale que beaucoup de ses chefs et la plus grande partie de ses électeurs auraient pu souhaiter ?

En fait une telle situation n'a jamais été envisagée dans le programme du Front Populaire et ses chefs s'en étaient expliqués de la façon le plus claire avant ou après la prise de pouvoir. D'ailleurs, si le programme avait comporté des mesures aussi révolutionnaires, il n'y aurait pas eu de Front Populaire, ou du moins, il aurait été réduit aux socialistes et aux communistes. Ce qui veut dire... qu'il

aurait été battu aux élections. Il ne fallait pas compter sur l'électorat radical pour se rallier à une socialisation générale des moyens de production. Socialistes et communistes le savaient parfaitement. On ne pouvait donc envisager que des réformes sociales profondes qui agiraient sur l'économie. Même le prélèvement progressif sur les grosses fortunes, que les communistes avaient recommandé, ne pouvait passer pour une mesure socialiste et il fut abandonné.

Léon Blum, le 6 Juin, lors de la présentation du ministère, avait été parfaitement net : "Nous sommes des socialistes que leur parti a chargé de faire de la politique et nous n'avons pas changé à cet égard, parce que notre parti a gagné des sièges à la dernière consultation électorale et parce que nous sommes passés des travées de l'opposition aux bancs ministériels... Nous restons pleinement convaincus qu'au régime actuel, social, un autre régime meilleur, plus juste, plus humain, à notre gré, doit succéder..."

"Nous sommes des socialistes, mais le pays n'a pas donné la majorité au parti socialiste. Il n'a même pas donné la majorité à l'ensemble des partis prolétariens. Il a donné la majorité au Front Populaire. nous sommes un gouvernement de Front Populaire et non un gouvernement socialiste. Notre but n'est pas de transformer le régime social, ce n'est même pas d'appliquer le programme spécifique du Parti socialiste, c'est d'exécuter le programme du Front Populaire... Nous sommes au pouvoir en vertu du pacte constitutionnel et des institutions légales. Nous n'en abuserons pas".

Il y a donc une volonté affirmée (et qui ne sera pas démentie) de respecter la légalité. D'autre part, il est probable que la voie légale correspondait parfaitement au tempérament de Blum et de la plupart des chefs socialistes sans parler de leur doctorat. Mais les communistes eux-mêmes partageaient cette option et Thorez, par exemple, s'appuyait sur l'autorité de Lénine exprimée dans "La maladie infantile du communisme", pour justifier l'alliance avec une partie de la petite bourgeoisie et les paysans (entendez les radicaux). D'autre part, Blum savait parfaitement que dans un pays comme la France, dont le pluralisme politique est

évident, une rupture avec la légalité eût signifié la possibilité d'un choc en retour très violent et peut-être une occasion pour le fascisme qui disposait de ligues et de partis, d'une presse virtuelle, d'appuis extérieurs certains : menace beaucoup plus réelle qu'aujourd'hui. De plus, la politique extérieure, la conjoncture internationale ont joué dans les décisions de politique intérieure. Voir l'éditorial de Juillet 1935, de Léon Blum :"J'ai été amené à considérer, en présence et en fonction de la menace fasciste, que l'occupation du pouvoir politique par le prolétariat pouvait devenir indispensable quand bien même, elle laisserait subsister intacts les cadres du capitalisme, quand bien même elle ne permettrait ni d'accomplir, ni de préparer l'instauration du régime socialiste".

Un débat à propos du refus ou du moins de l'ajournement de la socialisation des moyens de production serait donc vain. L'action économique et sociale devait tenir compte de la situation internationale, des comportements politiques de la majorité des français, de la menace fasciste. Enfin, il se peut, comme nous l'avons déjà observé par le comportement des ouvriers en grève en juin 1936, que cette attitude des chefs ait correspondu aux aspirations immédiates de la base : en effet, les ouvriers français en 1936 n'ont pas, sauf dans quelques cas, qu'il faudrait d'ailleurs connaître, (exemple : métallurgie parisienne), cherché à faire marcher eux-mêmes les usines, ce qu'avaient fait au contraire les ouvriers italiens lors de la révolution manquée de 1920. Cependant, tout à fait à la charnière de mai-juin 1936, il y a eu un moment où les masses ouvrières se sont trouvées en état de disponibilité révolutionnaire. Mais les communistes qui, depuis 15 ans, attendaient une occasion de révolution, venaient précisément dans les mois précédents de choisir une orientation différente, celle de la collaboration avec les autres partis de gauche et il faut convenir que la conjoncture internationale les y incitait. Ils n'ont peut-être pas senti qu'il était possible de changer de cap et d'adopter une attitude franchement révolutionnaire, ou ils ne l'ont pas voulu. Les militants trotskystes ont fait ce qu'ils ont pu pour durcir la grève (voir le numéro de "lutte ouvrière" du 12 juin), mais ils sont restés peu nombreux. A l'inverse on a pu souligner la faible conscience politique des masses ouvrières. Les grèves ont été spontanées, mais on manquait d'orientation précise. Il n'y a eu que de très rares

tentatives pour humilier les patrons. Et la dominante, ce fut la fête. Or, la grève est expression et la révolution est effort. On a pu dire que les grèves avaient été vécues comme un mythe, comme une liturgie mais qu'elles n'avaient pas d'avenir.

2° L'évolution de la situation politique -

D'autre part, la liberté d'action des gouvernements de Front Populaire qui ont duré assez peu (le premier gouvernement Blum ne dure même pas un an, et c'est de loin le plus long) n'a pas été totale car la cohésion de ce gouvernement a été rapidement menacée par des éléments nouveaux dans l'irruption desquels les chefs du Front Populaire n'ont pas de responsabilité. Le plus important est la guerre d'Espagne qui a divisé profondément la France et ébranlé l'union du Front Populaire. Bien sûr, les divers partis qui composaient le Front Populaire étaient tous en faveur de l'Espagne républicaine mais certains (communistes par exemple) voulaient l'intervention directe tandis que d'autres (radicaux), étaient favorables à la non-intervention et que les socialistes étaient divisés. Le choix de la non-intervention, la France s'alignant sur la position de l'Angleterre, a donc été un facteur de division, mais il est évident que le choix de l'intervention aurait eu le même effet, peut-être plus violent encore, sans parler de ses incidences financières. Léon Blum a perdu une bonne part de sa popularité auprés des ouvriers, y compris des non-communistes, par le refus d'intervention, considéré comme une trahison.

Le deuxième élément qui a nui à la cohésion et donc à la fermeté de manoeuvre du gouvernement été précisément la dévaluation. Les communistes l'ont mal acceptée : voir l'éditorial de Jacques Duclos dans l'Humanité du 26 Septembre (cité dans le Front Populaire, collection Kiosque, p. 192), qui rappelle que les communistes avaient conseillé de faire payer les riches. Même certains militants socialistes ont réagi défavorablement et Jules Moch dut expliquer avec persévérence la mesure. La vue de Georges Boris dans la lumière (3 Octobre), qui était incontestablement la plus lucide et qui employait l'expression justifiée de "superstition monétaire", était loin de faire l'unanimité. Bien entendu, la droite dont la puissance financière était certaine a réagi plus mal encore. La dévaluation ne va donc pas

ramener beaucoup de capitaux en France contrairement à ce qu'en bonne logique on pouvait espérer.

Le 3ème élément peut-être la pression des hommes : si les masses ouvrières n'étaient pas prêtes à exiger, voire à concevoir la socialisation des moyens de production, en revanche, elles exerçaient une forte pression pour obtenir des avantages immédiats importants, sans toujours se rendre compte que leur impatience risquait de remettre en cause les gains acquis en déchaînant l'inflation et qu'une réalisation par étapes des revendications eût été pour elles-mêmes préférable. Mais il est évident que leur attitude était parfaitement compréhensible : elles avaient déjà tant attendu, Néanmoins, il eût été indispensable de réaliser par étapes et avec dérogations la loi des 40 heures, ne serait-ce que pour lui donner une chance de réussir. Or, Léon Blum, sur ce plan, n'a pas su réussir à Jouhaux (cf. Réunion du 3 Novembre 1936 à Matignon).

3° L'échec économique :

Le problème de la révolution étant écarté, l'environnement économique étant connu, il reste à se demander comment la politique du Front Populaire a échoué, au plan de la production comme à celui des prix dont le maintien à un niveau raisonnable, la hausse lente, conditionnait la sauvegarde du supplément de pouvoir d'achat obtenu par les salariés, Léon Blum ayant joué la carte libérale, nuancée par un keynesisme avant la lettre, c'est à dire ayant joué la relance par la consommation dans l'espoir que la perspective retrouvée des profits relancerait les investissements, pourquoi a-t-il échoué ?

a) Parce que l'hypothèse à propos de la part des salaires dans les coûts de production était fausse. Il semble que Blum et son équipe aient fait preuve d'un peu de légèreté dans ce domaine. Lors de la séance de la Chambre du 30-9-1936, il déclarait, par exemple : "en général, c'est pour 30 % que les salaires interviennent dans les prix de revient. Cela varie certes à l'infini de 4 à 5 % jusqu'à 80 ou 85 % mais les économistes admettent que sur l'ensemble de la production nationale 30 % est une moyenne à peu prés exacte". Il en concluait donc qu'une hausse de 10 % sur

les salaires ne pouvait avoir qu'un effet de 3 % sur la hausse des prix de revient. Il ne se rendait pas compte que le salaire intervenait également dans les produits ou services utilisés par les entreprises et que, par conséquent, il fallait s'élever à la notion plus complexe de salaire composé. D'autre part, les économistes, notamment en France, étaient beaucoup plus prudents que lui et faute de statistiques sur les prix de revient en France, ils utilisaient en général des statistiques allemandes ou anglaises, plus quelques recherches de détail réalisées en France. Ils situaient la "fourchette" entre 20 et 60 %. L'erreur de Blum est ici celle de trop d'intellectuels : retenir la moyenne. Or, la moyenne est une abstraction, elle ne correspond jamais ou presque à une situation réelle. Il est évident que les prix des articles allaient monter beaucoup plus dans les secteurs où les salaires jouaient un grand rôle (confection, métallurgie de transformation), alors que l'impact serait faible dans d'autres domaines (industrie pétrolière, par exemple). Il fallait donc prévoir des mesures spéciales dans ces cas là (par exemple détaxations, dégrèvements fiscaux) pour éviter une trop forte hausse des prix et plus tard, lors de l'application de la loi des 40 heures, prévoir des dérogations de façon à éviter que la production de certains articles chute, faute de quoi, la hausse des prix serait encore plus forte. Le rapporteur du projet de loi des 40 heures au Sénat, Mr Jacquier, avait d'ailleurs des vues plus réalistes car il tenait compte des salaires directs ou indirects : sa "fourchette" variait entre 25 et 70 %, ce qui rendait très improbable une hausse moyenne limitée à 3 %. Paul Reynaud, de son côté, montrait que cette hausse allait accentuer le décalage entre les prix français et étrangers (par exemple la tonne de charbon français = plus du double de la tonne de charbon belge) ce qui fait que pour lui la hausse des salaires rendait encore plus indispensable, d'emblée la dévaluation.

Ainsi, en sous- estimant la part des salaires dans les coûts de production, en n'essayant pas de rechercher quels seraient les secteurs à protéger ou à aider plus spécialement, en raison de cette hausse (finalement très forte : tenir compte de l'impact des congés payés et de la semaine des 40 heures), en ne prenant pas garde à ce que les mécanismes économiques doivent bénéficier d'une certaine

souplesse, en ne liant pas la hausse des salaires à une dévaluation immédiate, le Front Populaire s'est condamné à mal partir, à aborder la lutte contre la crise économique dans de mauvaises conditions.

Ceci explique l'évolution de la conjoncture de juin à septembre 1936, compte tenu des grèves et de la diminution du temps de travail pour congés payés. Cette évolution est défavorable. Vous savez déjà que l'indice de production est tombé de 87 en mai 1936 à 81 en septembre. L'indice du bâtiment qui était de 76 en mai, s'est effondré à 60 en septembre, ce qui était très inquiétant. Dans les charbonnages, il y eut même recul de productivité. L'emploi, loin de s'améliorer, se dégrada encore. L'indice du chômage (corrigé de la variation saisonnière), passa de 165 en mai à 174 en septembre. La situation ne s'améliora que dans les grands établissements. En revanche, les prix augmentèrent nettement. C'était une évolution fatale : si la demande augmentait fortement (hausses de salaires), sans que l'offre suive le mouvement, le décollage des prix était inévitable et ne pouvait être freiné que par la résorbtion des stocks et le contrôle des prix (ce qui se produisit effectivement). De mai à septembre, les prix de détail de 34 articles (SGF) augmentèrent à Paris de 7,6 % et dans 300 villes de France de 9,3 %. Les prix de gros augmentèrent plus nettement encore (de 12 % en moyenne), la différence entre prix de gros et prix de détail étant dûe au rôle d'amortisseur des stocks. Il apparaît déjà nettement que l'hypothèse de départ selon laquelle les prix de revient baisseraient à cause de l'essor de la production était fausse. Le déficit du commerce extérieur baissa un peu mais, à y regarder de prés, c'était mauvais signe car la réduction du déficit était dûe à une diminution nette des importations de matières premières dont l'industrie avait besoin, ce qui n'était pas encourageant. En bourse, la baisse des valeurs mobilières continuait et les sorties d'or qui s'étaient beaucoup ralenties en juillet avec le rétablissement de la paix sociale remontèrent en flèche en août et septembre (plus de 18 milliards de mai à septembre, dont presque 5 en août et prés de 7 en septembre).

Cette évolution défavorable se renversa à partir d'octobre et jusqu'en mars

1937 la situation s'améliora nettement. Que s'était-il passé ?

La dévaluation avait dû enfin être pratiquée fin septembre. Du coup l'économie bénéficia de cette souplesse si nécessaire au fonctionnement de ses mécanismes et la combinaison de la renaissance de la demande extérieure et de la demande intérieure produisit de bons effets. En 3 mois, la reprise fut remarquable, l'indice général passant de 81 à 91 et elle continua ensuite à un rythme plus lent jusqu'au maximum de 94 en mars. Tous les groupes participèrent à cette reprise très remarquable : métallurgie de 65 à 76 ; textiles de 82 à 98 : bâtiment de 60 à 72 ; industries chimiques de 94 à 106 , l'emploi qui ne s'était pas amélioré depuis juin, qui au contraire, avait continué à se détériorer, s'améliora sensiblement ; l'indice du chômage total tomba de 174 en septembre à 168 en novembre, 158 en décembre, donc sensiblement au -dessous du niveau de mai. Le nombre total de chômeurs qui était de 761.000 en août et de 756.000 en septembre tomba en novembre à 730.000 et à 712.000 en décembre. La diminution réelle était beaucoup plus forte car en septembre, il n'y a pas de chômeurs saisonniers tandis qu'en décembre, ils sont nombreux (114.000 en décembre) : le nombre des chômeurs "conjoncturels" n'était plus alors que de 598.000. La reprise de l'emploi était donc plus forte qu'il n'y paraissait au premier abord. La durée moyenne du travail était remontée à 46 heures par semaine.

C'est à ce moment là que les hausses de salaire avaient atteint leur plein effet : l'indice 136,5 pour le pouvoir d'achat hebdomadaire contre 100 en 1930 et 118,5 en 1936. Désormais, le pouvoir d'achat va légèrement baisser (indice 128,5 en décembre), tout en restant à un niveau plus élevé qu'avant l'avènement du Front Populaire.

La hausse du pouvoir d'achat à évidemment produit ses effets sur la consommation. L'année 1936, grâce au 2ème trimestre, montre, par rapport à 1935, une forte hausse de la consommation de lait (308 litres de lait par habitant, contre 288) d'huile d'arachides, de fruits ; la consommation de viande continue sa hausse lente celle de café, sucre, tabac, reste stable. Celle de vin baisse, mais elle avait été favorisée artificiellement en 1934 et 1935 par le prix de campagne du vin, très bas en raison de récoltes-record. Sur un autre plan signalons la hausse notable des achats de cotonnades, rayonne, cuir et la forte hausse de la consommation d'électricité.

L'effet de la dévaluation est venu gonfler celui produit par le hausse du pouvoir d'achat à l'intérieur, en provoquant une reprise sensible des commandes étrangères et donc des exportations. Il vaut la peine de comparer le niveau de nos exportations vers différents pays : bien entendu, cette fois, c'est l'année 1937 qui est significative. Même en diminuant de 30 % la valeur des exportations de 1937, pour tenir compte de la dévaluation, l'écart entre 1937 et les années précédentes demeurerait fort.

Exportations (en millions de francs)

Années	G.B.	Belg. Lux.	P. Bas	Allem.	Suisse	Italie	USA
1935	1629	1816	464	1132	1039	596	718
1936	1958	1857	460	667	976	138	880
1937	2753	3146	831	1565	1446	631	1535

Ainsi, la valeur des exportations à destination de ces pays est passée de 6 milliards 936 millions de dollars à 11 milliards 907 millions, soit une augmentation bien supérieure à 29 %, taux de la dévaluation. Evidemment, les prix français sont redevenus compétitifs. En août et septembre, ils étaient d'environ 16 % en moyenne supérieure aux prix anglais ; en octobre, ils leur sont inférieurs de 14 %, et de 10 % en novembre. Avec la Belgique, il en était de même.

Il est vrai que les importations ont progressé dans les mêmes proportions, mais cette fois, il faut tenir compte que les produits étrangers sont devenus plus chers et, surtout, que les achats de matières premières sont redevenus importants, ce qui est bon signe. De plus, grâce à la dévaluation qui a rendu la France moins chère, les recettes touristiques ont doublé en 1937.

Sauvy exagère peut-être un peu quand il écrit : "De brillantes perspectives s'ouvrent à l'économie française maintenant qu'a sauté la chaîne d'or qui l'amarrait. Si les réserves de production sont cependant limitées et l'inertie assez forte, une récupération en moins de deux ans du niveau d'avant la crise n'en est pas moins en vue". Mais, sommairement, c'est vrai et le Front Populaire, semble-t-il, peut encore gagner la partie.

c) A partir d'avril 1937, l'indice de la production redescend et brutalement 92 en avril, 85 en juillet, 76 en août. On est bien obligé d'établir un rapport entre ce renversement et la loi des 40 heures, entrée en application le 1er Novembre dans les mines ; le 5 décembre, dans certains secteurs métallurgiques ; le 16 Décembre dans le bâtiment ; le 1er janvier dans les textiles, etc... et finalement, le 1er avril 1937 dans la confection. En avril, l'application est donc générale. Si on tient compte de ce qu'il y a un décalage moyen de 2 mois environ entre les divers stades de la production et les produits finis on est frappé par le fait que les indices maxima se situent entre janvier et avril dans tous les secteurs, sauf la métallurgie (mai-juin 1936). Il est vrai que le nombre des chômeurs totaux continue à croître lentement : 712.000 en décembre 1936, 630.000 en mars 1937, 550.000 en septembre. Mais, ensuite il remonte, atteignant 646.000 en décembre 1937. Bien sûr, cela est dû, pour l'essentiel, au chômage saisonnier dont nous savons qu'il atteint son maximum en décembre. Mais le nombre des "conjoncturels", lui aussi, remonte lentement et c'est plus grave.

Ainsi, l'application de la loi des 40 heures a eu trois effets :

- diminution de la production,

- hausse des coûts de revient, ce qui atténue les effets positifs de la dévaluation sur le rapport entre prix français et prix étrangers.

- contributions à la diminution du chômage, mais moindre qu'on ne l'espérait parce que la mobilité technique et géographique de la main d'oeuvre était, évidemment, limitée, il est significatif que dans un rapport au Conseil national économique soit évoquée la pénurie de main d'oeuvre qualifiée. Le rapport écrit textuellement : "c'est un nombre de plus de 15.000 professionnels du travail des métaux qu'exigent maintenant les industries de guerre... Les ouvriers nouveaux que, du fait de la loi sur la durée du travail les arsenaux de l'Etat sont obligés d'embaucher, ne sont généralement pas des chômeurs, ils viennent de l'industrie privée..." Le même rapport signale que le même phénomène se produit dans les chemins de fer. Le secrétaire général de la Délégation du Groupe

des industries métallurgiques de la région parisienne écrit le 15-9-1938 : "c'est une erreur d'estimer qu'il suffit de créer de nouveaux postes de travail pour diminuer le chômage. Le chômage n'existe que pour des ouvriers non professionnels (manoeuvres, O.S.). Au contraire, il y a une crise d'ouvriers professionnels (outilleurs, régleurs). L'exemple suivant peut-être donné : l'an dernier (donc en 1937), le matériel téléphonique à Boulogne sur Mer n'a pu trouver les 10 outilleurs qu'il désirait embaucher. L'embauchage de ces 10 outilleurs aurait déterminé l'emploi de 180 O.S. Le matériel téléphonique a demandé une dérogation lui permettant de faire travailler pendant une heure supplémentaire les outilleurs qu'il possédait. Il n'a pu obtenir satisfaction". On voit les inconvénients qui résultent de l'application rigide d'une loi.

Ainsi éclate la contradiction entre une loi socialement séduisante, qui représente une libération à l'égard du travail et une économie qui n'était pas en état de supporter une application uniforme et accélérée de cette loi, à tel point que les effets seconds ont été nuisibles socialement. Cette contradiction pouvait elle être surmontée.

Oui, mais au prix d'études soigneuses de la situation dans chaque secteur, ce qui aurait exigé une application échelonnée sur plusieurs années et non sur 5 mois, et au prix d'un jeu de dérogations permettant aux secteurs les plus déficitaires en main d'oeuvre qualifiée et parfois les plus sollicités d'accorder des heures supplémentaires à leurs ouvriers, payées évidemment, de façon à satisfaire les commandes dont les autres secteurs avaient besoin. Beaucoup de sociétés métallurgiques se sont plaintes, à juste titre, de devoir refuser des commandes, notamment de l'étranger, parce qu'elles ne pouvaient pas tenir les délais voulus en raison du carcan des 40 heures sans dérogations. Vouloir imposer 40 heures à tous, c'était condamner certains à n'avoir que 36 heures de travail, donc au chômage partiel. Et c'est bien ce qui s'est produit. Alors que les dérogations, en heures supplémentaires limitées, auraient permis de résoudre les décalages entre

les secteurs, tout en agissant favorablement sur la demande et donc sur l'emploi. Car ces dérogations ne seraient produites là où la productivité, le prix de revient, la sollicitation de la demande les appelaient. Seules, elles pouvaient concilier une recherche de justice sociale et l'efficacité.

Politiquement et psychologiquement, était-il possible d'agir autrement?

a) La dévaluation ne pouvait évidemment figurer au programme. Mais il fallait la pratiquer dès le 7 Juin en l'assortissant d'un grand effort d'explication et en en attribuant la responsabilité aux gouvernements précédents, ce qui était à la fois exact et de bonne guerre.

b) Hausse des salaires et congés payés étaient nécessaires socialement et "digestes" économiquement.

c) La loi des 40 heures, appliquée telle qu'elle l'a été, était un suicide économique et donc... politique à terme. La démagogie et la faiblesse sont toujours coupables. Il était possible de ramener la durée légale du travail à 44 heures et de définir les 40 heures comme un objectif à atteindre, par étapes, en donnant les explications nécessaires, avec persévérance, en faisant confiance à l'intelligence ouvrière, tout en pratiquant les "40 heures" dans un secteur où ce n'était pas rentable économiquement : les houillères, de façon à mettre en valeur les objectifs sociaux du gouvernement, le déficit étant financé par un fondsnational de solidarité. En se fondant sur la difficulté du travail dans les mines le gouvernement aurait été compris.

Economiquement, le Front Populaire a donc échoué. Mais la droite classique avait également échoué. Au moins le Front Populaire, avait-il redistribué en partie la richesse nationale, notamment en loisirs, avait-il diminué l'inégalité des partenaires sociaux grâce aux conventions collectives. Tout au long de la crise une certitude : l'insuffisance dramatique de la formation économique des hommes placés à la tête du pays.

Lorsqu'il forma (pour quelques jours) son deuxième gouvernement en avril 1938, Léon Blum avait peut-être (cela reste douteux) compris certaines

de ses erreurs. De plus, la situation internationale et l'exigence du réarmement français, imposaient des dérogations aux "40 heures". Peut-être aussi, par l'intermédiaire de G. Boris, Blum avait-il subi l'influence des idées de Keynes sur le déficit budgétaire comme moyen de relance économique. Le projet de pleins pouvoirs, en tout cas, laissait au gouvernement la latitude de dévaluer ou de recourir au contrôle des changes, prévoyait un impôt sur le capital, la hausse de l'impôt sur le revenu et les successions. C'était un programme neuf, nettement dirigiste, rompant avec la doctrine classique d'orthodoxie financière, comportant de fortes dépenses du secteur public : constructions de logement, allocations familiales, retraites pour vieux travailleurs, dérogations aux 40 heures dans les secteurs où le chômage serait résorbé (maladresse car c'est inverser les facteurs). Les pleins pouvoirs furent refusés. La reprise devait être "libérale" avec, comme moteur, l'industrie d'armement.

L'IDEOLOGIE ECONOMIQUE DE VICHY

Le nouveau régime, né de la défaite de 1940, est d'abord réaction contre le IIIè République et plus particulièrement contre l'idéologie démocratique et libérale qui l'animait. En ce sens, il se présente comme le triomphe du vieux courant contre-révolutionnaire, qui, depuis la Révolution Française s'est toujours exprimé et maintenu sous des formes fort diverses. Pour les tenants, l'effondrement de la République, constituera bien "la divine surprise" (1). L'idéologie du régime de Vichy se définit donc par son refus de ce que l'on a appelé les principes de 1789.

Mais au-delà de ses aspects négatifs, il apparait beaucoup plus difficile de préciser le programme idéologique du nouveau régime. On peut se demander en effet s'il existe une ou plusieurs idéologies de Vichy ?

Pour Robert Aron (2), la Révolution Nationale s'est inspirée des idées de l'Action Française et du personnalisme. Cette opinion, en ce qui concerne tout au moins le personnalisme, nous parait assez discutable. "Pour le personnalisme, écrit Robert Aron, la personne humaine constitue la valeur suprême et d'autre part, la garantie de ses libertés prévaut sur la raison d'état". Cette définition nous parait contredite par l'Histoire du régime de Vichy et nous pensons que Robert Aron est lui, en quelque sorte victime à postériori de la propagande de Vichy.

Est-ce à dire que Vichy n'aurait donc subi que l'influence de l'Action Française à laquelle aurait été emprunté :

- le nationalisme (la France seule),
- l'antisémitisme,
- le régionalisme
- et surtout le corporatisme dont l'A.F. se réclamait et qu'elle avait elle même

---

(1) expression attribuée à Charles Maurras.

(2) ARON R. (Histoire de Vichy) Fayard, 1954.

pris chez La Tour du Pin. En réaction contre le libéralisme, ce dernier préconisait à la fois l'organisation des professions et une réforme des entreprises. Il réclamait ainsi une organisation professionnelle, pour discipliner la production. Patrons et ouvriers devaient former ensemble des conseils mixtes auxquels l'état donnerait ensuite un caractère public et qui règlementeraient l'exercice de la profession.

Dans le cadre de la réforme de l'entreprise, seules seront maintenues les formes de Sociétés sauvegardant le sens de la responsabilité personnelle (Société en nom collectif, en commandite). Les Sociétés par actions seront remplacées par des exploitations dirigées par les corporations.

Il espérait ainsi supprimer les excès survenus au XIXè siècle et éviter la lutte des classes. Cette doctrine économique et sociale qui n'était pas toujours exempte de certains aspects utopiques (Moyen Age mythique !), avait été reprise et modernisée par l'A.F.. Le Néo-Corporatisme entendant également au point de vue social, supprimer la lutte des classes.

- et au point de vue économique, discipliner la production.

Ces idées, il ne fait pas de doute que nous les retrouvons dans l'idéologie économique du régime de Vichy. Mais il serait exagéré et faux d'imaginer que ce furent là les seulles influences à la base de la Révolution Nationale.

Vichy est en effet à la convergence de plusieurs courants et il est délicat de démêler ce qui survit malgré tout de la tradition libérale de ce qui relève de la doctrine économique de l'Action Française, sans parler de ce qui revient au Néo-socialisme qui domine en zone occupée.

En outre, la lutte entre ces tendances trés diverses, leur influence réciproque, tout ceci rend la question fort complexe. J de Launay (3) ne relève pas moins de trois tendances à Vichy même :

- - celle des néo-libéraux, qui malgré les condamnations portées contre le capitalisme auront encore une influence auprés du Maréchal Pétain (Marcel Boussac et

---

(3) LAUNAY J.de : "Le dossier de Vichy", collection Archives 1967.

Léon Blum).

- celle des dirigistes (Courot et Bichelonne).

- celle des corporatistes, enfin (J.C. Gignoux et Belin).

Mais la difficulté vient du divorce qui se produira souvent entre l'affirmation des principes et leur application. En effet, tout dogmatisme est confronté à une réalité dont il procède et qui l'oblige à composer et évoluer. Ainsi, l'on risque parfois de prendre comme l'affirmation d'un principe, ce qui n'était en fait qu'une adaptation à une situation économique particulière. Le retour à laterre est-il par exemple seulement la volonté d'un retour aux traditions, ou était-il une nécessité imposée par l'occupant et par la situation précaire dans laquelle se trouvait la France ? Il est toujours difficile de démêler ce qui paraît procéder de la volonté des hommes de ce qui tient à la nature des choses, et en ces temps troublés, plus encore qu'en d'autres temps !

Ière Partie : La condamnation du passé ou l'ébauche d'une doctrine économique

La doctrine de Vichy se caractérise d'abord par le double refus de l'idéologie libérale et de l'idéologie socialiste. Sur ce point, l'accord se fait entre toutes les tendances pour condamner la IIIème République et les idées politiques et économiques qui s'y exprimaient.

Le régime est donc une condamnation du passé, condamnation qui s'adresse d'abord au socialisme .

On lui reproche de proner la lutte des classes "nul n'a plus diaboliquement travaillé à dresser les français les uns contre les autres" (Aujourd'hui 16-8-1941). Pour Albertini, il s'agit de créer une France "où l'on rassemblera les hommes au lieu de multiplier les haines" (L'Atelier 21-2-1942). Pour Déat, le néo-socialisme ne sera pas "celui d'une classe contre une autre classe... mais un socialisme qui cimente l'unité nationale". La vie industrielle, journal syndicaliste, rappelle également "le mal que la lutte des classes a fait à la France" et ajoute " par l'action qu'il exerçait sur les esprits grâce à une doctrine grossière, dont les erreurs de principe dissimulées par un dogmatisme qui n'admettait pas la discussion et à une propagande dont

l'efficacité était d'autant plus certaine qu'elle s'adressait aux sentiments les plus bas du coeur humain : la jalousie et l'envie, le socialisme matérialiste marxiste avait fini par faire de la lutte des classes une sinistre réalité.

A Vichy, bien que l'on soit hostile au néo-socialisme, il en va de même. Le Maréchal Pétain s'adresse en ces termes, au peuple français : "La politique sociale dont je veux vous entretenir n'est pas cette lutte stérile ou fruste de partis et de factions, ce fiévreux déchaînement d'ambitions personnelles ou de passions idéologiques, cette excitation permanente à la division et à la haine, où un historien voyait la plus dangereuse épidémie qui puisse s'abattre sur un peuple" (Cité dans Revue des Deux Mondes - septembre 1940).

Aux jeunes qui vont entrer dans la vie, Le Maréchal Pétain déclare :"Nous leur disons qu'il est normal que les hommes se groupent selon leurs affinités de leur métier, de leur niveau social, de leur genre de vie et s'il est légitime que ces groupements divers essayent de faire valoir les uns par rapport aux autres, leurs intérêts et leurs droits, la lutte des classes considérée comme le grand moteur du progrès universel, est une conception absurde qui conduit les peuples à la désagrégation et à la mort, soit par la guerre civile,soit par la guerre étrangère" (Revue des Deux Mondes, sept.1940).

Le Socialisme est également critiqué en tant que produit étranger à la France et à cet égard, antisémitisme et anti-socialisme sont souvent confondus. Ainsi par le Maréchal Pétain "le socialisme comme le libéralisme et le capitalisme, sont des produits étrangers importés, que la France rendue à elle-même se doit de rejetter !"
A Paris, on est évidemment bien embarassé, d'où la "subtile" distinction des théoriciens du P.P.F. de Doriot "il y a socialisme et socialisme. Il y a le socialismeju déc-marxiste, disciple de Karl Marx , qui cultive la lutte des classes et s'en tient à une conception matérialiste de l'histoire. Ce socialisme là est international en principe.. mais il y a un autre socialisme, celui qui peut se revendiquer chez nous de Saint Simon Fourier, Auguste Comte pour une part, Proudhon, Georges Sorel, etc...

Ainsi, une différence apparaît entre l'extrême droite traditionnelle et l'extrême droite "fascisante".

Par contre , elles se retrouvent pour condamner unanimement le capitalisme. Dès le 11 Juillet 1940, le Maréchal Pétain, dénonçait la ténébreuse alliance "du socialisme international et du capitalisme international)", à Paris, la condamnation va de soi. Marcel Déat, pense que son socialisme doit s'efforcer de faire disparaître "la condition prolétarienne", en supprimant parallèlement "la condition capitaliste". Marcel Roy, ancien secrétaire de la Fédération C.G.T. des métaux, écrit, le 14 -12 1940 :"Nous avions, depuis longtemps déjà, dénoncé les méfaits de l'économie libérale". Pour Doriot, derrière le libéralisme économique se dissimulent "les juifs, les ploutocrates, dont il est nécessaire de nettoyer la France... Cousteau enfin, dans "Je suis Partout" (30-10-1942) dénonce : "les capitalistes, les bourgeois au sens mercantile du terme, les intermédiaires, ceux que les vieux économistes appelaient des usuriers ...qui plus que quiconque sont responsables des malheurs de la patrie".

A Vichy, on s'en explique longuement. Il allait de soi de condamner le socialisme. En revanche, il ne faut pas mécontenter les forces sociales qui soutiennent la Révolution Nationale. Ici l'embarras est du côté de Vichy. A travers le capitalisme, on condamne donc "la féodalité capitaliste" (Pétain Revue des Deux Mondes sept. 1940). "Le nouvel, écrit le Maréchal, ne sera inféodé à aucun intérêt ou groupement d'intérêts particuliers. La liberté sous le régime précédent était perpétuellement invoquée par les puissants à qui elle conférait une intolérable surcroit de puissance". "La nouvelle organisation sociale ne sera pas un capitalisme puisqu'elle mettra fin au règne de l'économique et à son immorale autonomie et qu'elle subordonnera le facteur argent et même le facteur travail" (La loi du 18-9-1940, contre les sociétés anonymes : les administrateurs seront désormais responsables...)

Et le Maréchal de conclure : "Je reprendrai contre le capitalisme égoiste et aveugle, la lutte que les souverains ont entreprise et gagnée contre la féodalité". C'est donc essentiellement à une condamnation morale du capitalisme que se livre le Maréchal Pétain. Même la critique qui est adressée au capitalisme, à savoir qu'il constitue des féodalités dans l'état, est plus politico-morale qu'économique. Enfin, derrière ces condamnations, transparait surtout la volonté de rechercher les responsables de la

défaite de la France. René Rémond (4), a mis en évidence cette tendance de la Révolution Nationale à opposer aux principes abstraits des réalités concrètes. Elle ressort de la faiblesse de la critique théorique, tant du socialisme que du capitalisme. Elle apparait surtout dans les hésitations et contradictions du nouveau système.

IIème partie : Les incertitudes idéologiques -

Elles tiennent à l'ambiguité que renferme le corporatisme et aux conditions mêmes de la mise en application de ces théories.

Les tendances que nous avons déjà indiquées, se sont livrées une sévère lutte d'influence auprés du Maréchal Pétain, d'où une certaine incohérence dans les affirmations comme dans les applications.

Tous ne sont pas d'accord "pour revenir au Moyen Age" (5), alors que d'autres espèrent trouver dans le corporatisme une troisième voie. Finalement, comme en Italie et en Allemagne et à quelques nuances prés et qui sont plus contingentes que théoriques, on aboutira à un corporatisme d'état : le corporatisme servant d'alibi à l'intervention nécessaire de l'état et ayant l'avantage de concilier au moins momentanément Vichy et Paris.

A Paris, on se plait à remarquer que la France imite en celà, l'Allemagne et l'Italie. A Vichy, le Maréchal Pétain espère par là répondre à une triple nécessité :

- nécessité d'organiser la profession sur une base corporative où tous les éléments d'une entreprise puissent se rencontrer, s'affronter ou se composer.
- nécessité de l'arbitrage de l'état en cas d'opposition irréductible.
- nécessité au-dessus des corporations de créer un organisme d'état chargé d'orienter laproduction nationale selon les capacités du marché intérieur et les possibilités de ce marché.

A cette triple nécessité, entendent répondre les Comités d'organisation (16-8-1940) et la promulgation de la Charte du Travail.

---

(4) REMOND, R. La droite en France, tome 2, Paris 1968, Aubier.

(5) cité par EHRMANN, H. W. La politique du patronat français, 1936-1955, Fond. Nat. des Sc. Politiques, A. Colin, 1959, Ouvrage indispensable pour suivre l'attitude du patronat français durant cette période.

Les Comités d'Organisation Professionnelle (C. O. P.) ont pour mission d'établir le statut de la profession. Nous n'avons pas à examiner leur structure, si ce n'est dans la mesure où elle traduit telle ou telle idéologie. Leurs fonctions importantes, bien que mal définies laissent à la profession, en principe, une large autonomie :

- répartir les matières premières,
- régler les conditions de travail,
- promulguer des codes.

Mais leur composition fait ressortir immédiatement d'une part le rôle prépondérant du patronat (en fait les C. O. P. ont été recrutés exclusivement parmi les employeurs et au moins pour les postes les plus importants, parmi les plus gros employeurs) et d'autre part de l'état (les membres en sont nommés par le ministre, sur propositions des organisations professionnelles. Dans chaque C. O. P. figure un représentant du gouvernement qui dispose d'un droit de véto).

D'ailleurs, des "hommes de Paris", dénoncèrent cette "mainmise des trusts sur les C. O", tandis que bien des corporatistes étaient déçus.

En fait, comme en Italie et en Allemagne, les nécessités et la logique même du système, aboutirent à une direction de fait par l'état et le patronat. Le corporatisme a servi seulement d'alibi à la puissance patronale débarassée des syndicats ouvriers indépendants. Ehrmann écrit par exemple "en triomphant des idées théoriques des corporatistes, le système d'organisation industrielle fut très proche des formes adoptées par la dictature italienne dans son économie de guerre ; tous deux se caractérisaient par l'interprétation de la bureaucratie et des oligarchies économiques. Les C. O. furent les moyens grâce auxquels le patronat, l'un des piliers du régime, put se manifester, sans éprouver le besoin d'institutions spécifiquement politiques comme un parti totalitaire".

Peu importait désormais, que le 9-11-1940, trois décrets, mis en application de la loi du 16 Août 1940, dissolvent simultanément centrales patronales et syndicales, (Comité central des Houillères, C. G. P. F, C. G. T. et Comité des Forges), le patronat conservait une place et un rôle privilégiés.

C'est à cette critique qu'entend répondre la charte du Travail du 4-10-1941 et la Corporation agricole du 2-12-1940. L'objet de la Charte, comme l'a déclaré Pétain "est de supprimer la lutte des classes". Le vocabulaire est corporatiste, l'organisation également. Un comité social mixte est créé dans chaque localité ; il est géré par un Conseil d'administration tripartite, comprenant des représentants ouvriers, des patrons, des ingénieurs et un commissaire du gouvernement. Il a le pouvoir d'arbitrer tous les différends, d'ordre social, surgissant dans le cadre de la profession, à l'échelle locale et d'imposer sa décision. Il existe au niveau régional et national des comités mixtes y exerçant les mêmes fonctions.

Pourtant, la Charte est loin de satisfaire les corporatistes. S'ils apprécient l'interdiction des grèves et du lock-out et l'institution des familles professionnelles, ils critiquent par contre le fait que les syndicats et les associations patronales subsistaient. En effet, la charte maintenait l'existence de syndicats séparés. Certes, il s'agit de syndicats uniques et professionnels, certes encore l'activité des syndicats comme celle des comités doit être strictement professionnelle (toute activité politique ou confessionnelle leur étant interdite), mais les corporatistes craignent que tant que ces organisations subsisteront, les comités mixtes, cellules du corporatisme classique, n'aient jamais assez de force pour réaliser la fusion des domaines économiques et sociaux, usion qui était l'essentiel de la pensée corporatiste.

Le patronat au contraire, hostile à cette fusion, avait obtenu que tous les problèmes économiques soient de la compétence des C.C. Aussi les ouvriers, à la grande déception des corporatistes, considérèrent-ils le plus souvent la charte, comme un moyen supplémentaire de renforcer au profit des patrons, une discipline toujours plus rigoureuse.

Aux yeux des corporatistes, la place de l'état demeurait également trop importante. La doctrine des comités sociaux ne saurait être autre que celle du gouvernement. Dans chaque groupement, la présence d'un commissaire de gouvernement permettait, en fait, à l'état, de diriger l'économie.

Il convient donc de parler de capitalisme d'état, plus que de corporatisme. D'ailleurs, l'influence corporatiste devait progressivement décliner.

Toutefois, le corporatisme restera l'une des références idéologiques essentielles du régime de Vichy. C'est à l'intérieur de la corporation comme à l'intérieur d'autres "cellules naturelles" (au premier rang, de celles-ci, la Famille (allocation de salaire unique, répression de l'avortement, etc...) que s'intègre l'individu. Cet individu il est dépolitisé et réincarné au sein de ces cellules fondamentales. Cette conception héritée du Maurrasisme, s'oppose à la conception abstraite de l'homme, exprimée par les Constituants de 1789.

Cet individu, on prétend également le libérer de tout ce qui l'écrasait dans le cadre du système capitaliste. Cette "dignité" que l'on s'efforce de lui restituer, lui sera rendue par une revalorisation du travail, conçu non plus comme une aliénation ou une nécessité, mais comme un moyen d'épanouissement. Cette primauté du travail, le Maréchal Pétain l'oppose à la "fiction des signes monétaires". La revalorisation du travail se fait surtout à partir de la glorification du travail de la terre. L'on oppose ainsi la condition du paysan à celle de l'ouvrier déraciné, aliéné, écrasé par les forces de la grande industrie moderne. Ainsi le régime s'efforce de mettre fin à l'exode rural, de redonner à travers l'enseignement, le goût du travail de la terre à la jeunesse, d'aider les femmes dont le travail à la campagne est souvent difficile (création des assistantes rurales), enfin, d'aider les jeunes ménages par l'octroi de prêts à exploiter la terre dont ils ont héritée (6).

Cette place privilégiée faite à la paysannerie, on l'explique par les vertus que l'on prête au monde paysan et qui semblent correspondre à celles que l'on attend de tous les français. Pétain à Pau le 20-4-1941 s'écrie : "La France c'est le paysan qui l'a forgée par son héroïque patience. Le paysan constitue avec le soldat français, la garantie essentielle de l'existence et de la sauvegarde du pays". Ici, comme en bien d'autres

---

(6) cf. Article significatif de DOUBLET J. : La rénovation rurale, Revue des Deux Mondes, Mai-Juin 1941.

domaines la propagande de Vichy n'échappera à un certain ridicule (7).

Mais la question qui vient à l'esprit est alors la suivante : dans quelle mesure les conditions dans lesquelles se trouvait la France aprés la défaite n'ont pas conditionné en grande partie cette doctrine ? Celle-ci deviendrait une sorte de tentative plus ou moins inconsciente d'adaptation de l'économie à une situation exceptionnelle. En effet, ces aspects à la fois vieillots, malthusiens (sauf sur le plan démographique) et "boy scout" de l'idéologie de Vichy, semblent souvent résulter de la situation dans laquelle se trouvait la France aprés la défaite.

Le retour à la terre apparait alors d'une part, comme la volonté des Allemands qui espèrent cantonner la France dans cette activité et par là, comptent la subordonner à l'Allemagne industrielle (cf Goering). Cette nouvelle "division du travail" offrait un autre mérite aux yeux de la propagande allemande, celui de faire croire à la "générosité" du vainqueur qui n'hésitait pas à accorder une place au vaincu dans l'édification de la "Nouvelle Europe".

Mais ce retour à la terre apparait d'autre part comme la réponse inconsciente d'un peuple dont l'existence est menacée. Qui sait, si cette "brusque et anachronique remontée du passé (8) que représente le régime de Vichy ne fut pas en quelque sorte l'adaptation sur le plan économique de tout un peuple à ce que Raymon ARON a pu qualifier "d'économie de pauvreté".

Ces circonstances provoquèrent un réflexe malthusien ("Vichy c'est l'antimodernisme érigé en système social et en mode de gouvernement"), (9) et en cela Vichy aggrave tout en les continuant, les politiques économiques de la IIIème République.

---

(7) cf l'article de PESCUIDOUX J.de : Le rôle social du paysan, Revue des Deux Mondes, Mai Juin 1941

(8) REMOND, R : La droite en France, (Op. Cité).

(9) REMOND R : La droite en France, (op. cité).

Ce malthusianisme économique procède d'abord du masochisme dans lequel se complait le régime. Il ne manque pas une occasion de rappeler aux français leur défaite et leurs responsabilités. On souhaite leurs remords, ils doivent expier et seul leur malheur présent pourra régénérer la France,autant dire qu'un tel climat est peu propice à l'esprit de progrés et d'entreprise.

De toute manière, il dépendait peu de Vichy d'organiser quoique ce soit et son idéologie qui s'exprimait à la faveur des circonstances devait évoluer avec les surenchères allemandes et disparaître avec la victoire des Alliés.

------oOo------

L' ECONOMIE DE PENURIE

(La France dans l'Occupation 40-44)

L'occupation a créé une situation économique entièrement nouvelle dont les traits se sont accentués progressivement jusqu'à un maximum, fin 1943 et premier semestre 1944. En cette conjoncture ont ressurgi des comportements des carences et des effets qui étaient d'un autre âge. Il n'est pas exagéré de prétendre que l'étude des crises de subsistance de l'Europe pré-industrielle et celle de la France occupée, s'éclairent mutuellement, affirmation encore plus vraie pour l'Europe orientale, où la situation est plus grave.

La nouvelle situation économique est un état de crise aigüe et prolongée (intensité + durée), qui peut se résumer par le mot PENURIE. Notre tâche sera de définir et d'analyser les divers états de la pénurie (I), puis d'en étudier les effets économiques, sociaux, psychologiques et politiques (II).

I - LA PENURIE

Cette pénurie concerne tous les aspects de la situation économique : la main d'oeuvre (force de travail), à la fois qualitativement et quantitativement ; les matières premières et l'énergie et par conséquent la production et les transports. De plus, la situation se caractérise par un bouleversement complet du marché (économique). La France est coupée de la plupart de ses fournisseurs traditionnels et cette situation s'aggrave avec le temps, d'autant que l'Allemagne n'a pas la matrise des mers ; en revanche, elle subit de la part de l'Allemagne, des prélèvements (certains payés, dautres non), sans compensations, à tel point, par exemple qu'en 42-43, 44, les exportations en francs sont beaucoup plus importantes que les importations (49,5 milliards aux importations, 90,5 milliards aux exportations) pour le total de ces 3 années. Il va sans dire qu'il ne s'agit pas là d'un signe de santé.

Les choses sont encore compliquées par l'organisations nouvelle du territoire : l'Alsace et la Lorraine ont été pratiquement annexées (dure amputation pour le territoire et les forces productives) ; le Nord et le Pas de Calais, constituent une zone réservée qui ne peut assurer de fournitures au reste du pays et en recevoir

des produits que dans des conditions trés particulières, à l'intérieur d'une plus vaste zone interdite qui représente le Nord, et le Nord Est du pays (12 départements, en tout ou partie : Nord, Pas de Calais, Somme 1/2, Aisne 1/2, Ardennes, Marne et Haute Marne en partie, Côte d'Or, Meuse et Meurthe et Moselle, Doubs en partie ; il est à noter que ceux qui ont quitté cette région pendant l'exode, auront de grandes difficultés à y revenir et ne pourront généralement pas y parvenir avant Septembre 1941). Il y a ensuite la zone occupée et la zone non occupée ("nono"), dont la ligne de démarcation partant de Saint Jean Pied de Port, passe aux limites de Mont de Marsan, Langon, Angoulème, à l'Est de Tours, puis redescend vers le Sud est, par Vierzon, Moulins, Paray le Monial, Châlon sur Saône, Dole. La distinction sera en fait supprimée dans la nuit du 8 au 9 Novembre 1942 quand les Allemands, entreront en zone libre, mais jusque là, elle aura beaucoup gêné les échanges entre les deux zones ; or, la France du Nord et la France du Sud, sont dans une certaine mesure, complémentaires. L'orientation des activités économiques faisait que les pénuries ne s'y définissaient pas de la même façon, tant du point de vue des denrées alimentaires que des autres produits. On peut déjà noter que, sommairement, la zone occupée était plus développée économiquement et industriellement que la zone libre ; et au point de vue agricole, elle détenait l'essentiel de la production de blé et de sucre.

Il faut enfin préciser que la pénurie a été créée d'emblée par des évènements de caractère politique ou militaire. On pourrait croire, en effet, que les stocks accumulés en vue d'une guerre éventuellement longue, ont permis pendant quelques mois d'atténuer les effets de la nouvelle situation ; ce serait une erreur. Se fondant sur l'article 43, de la Convention de Genève, qu'elle tournait à son profit, l'Allemagne a, dès avant les décisions de la Convention d'Armistice, pris des mesures de saisie (stocks militaires intacts, vivres, carburants, médicaments et matériel sanitaire, sans parler du matériel de guerre) ou de réquisition (mesures des 20 et 27 Mai 1940, sur la réquisition des produits agricoles, industriels et forestiers ; du 20 Mai sur la gestion des affaires et l'administration des entreprises abandonnées pendant l'exode ; du 23 Mai, sur la perception des impôts et droits de douane). Un exemple de saisie : à Bordeaux, la VIIè armée, s'empare de 5718 tonnes de café vert, 2315 tonnes de cacao, 1314 tonnes de légumes secs, 450 tonnes de riz, 4544 hectolitres de vin. Ajoutons, ailleurs, environ 40000.000 de

bouteilles de vin fin (Bordeaux et Bourgogne), 4 800 000 litres de rhum, même des espèces monétaires (3 millions de francs en Juillet 1940 à Troyes, 4 wagons de monnaie d'argent à Laigle = prise de guerre). Enfin, le coût de l'armée d'occupation en France, fixé par le plénipotentiaire allemand, le 8 Août 1940 (Hennen) à 400 millions par jour, ce qui était exorbitant (le Général français Huntziger estimait que cela correspondait à l'entretien d'une armée de 18 millions d'hommes ! !) Ces observations permettent d'affirmer que la pénurie a été créée d'emblée, puis s'aggrava ensuite et devint cruelle à partir de 1942.

I - La pénurie de main d'oeuvre -

La vie économique française a été atteinte dès l'armistice et au-delà des amputations provoquées par les saisies, les réquisitions, les pillages ou les destructions, par une diminution nette de ses forces de travail. Cette diminution est particulièrement perceptible en 1940, puis de 1943 à 1945. Les statistiques de la période (je reviendrai sur le problème des statistiques), sont évidemment très inégalement valables, mais selon J. Fourastié, on peut considérer comme grossièrement valable l'évolution suivante de la population active française à partir d'un indice 100 en 1937 :

1939 : 105	1940 : 84	1941 : 93
1942 : 99	1943 : 93	1944 : 93
1945 : 93	1946 :102	

Cette main d'oeuvre, en diminution globale ne s'est pas répartie également selon les divers secteurs d'activité : en 1944 par exemple, l'indice n'est que de 61 dans le textile. Au contraire, l'emploi est en hausse dans les constructions, le terrassement, le travail des métaux (indice 119 en 1942). Ce n'est pas un hasard et cette observation signifie déjà que la France n'est pas maîtresse de son emploi.

La chute de l'emploi en 1940 n'est pas difficile à expliquer : la guerre, la défaite, l'exode, les prisonniers l'expliquent surabondamment. A Paris, le 14 Juin, il n'y a que 700 000 habitants et 1200 000 seulement le 7 Août. A l'inverse, en Gironde, il y a en Juillet 1940 558 000 réfugiés. L'agglomération de Charleville Mézières a avant la guerre, 52 000 habitants, 1200 le 6 Juillet 1940, 10 000 en fin 1940. Pendant ce temps, les villes du Midi se gonflent de gens qui n'ont évidemment pas d'emploi : Agen passe de 27 à 45 000, Cahors de 13 à 60, Brive de 30 à

100, Périgueux de 37 à 100, Lourdes à 40 000, Toulouse est bondée mais Bordeaux bat les records : 700 à 800 000 habitants au lieu de 300 000.

La production de blé en 1940 est la plus faible depuis 1917 ; la météorologie n'y est pour rien, les moissons en 1940 n'ont pu être faites, dans de nombreux endroits - 50, 6 millions de quintaux.

Quant à la nouvelle chute de l'emploi à partir de 1943, elle s'explique évidemment par le rôle de la déportation et surtout du S.T.O. Le 2 Octobre 1942 a commencé le recensement de tous les Français de 18 à 50 ans et de tous les célibataires de 21 à 35 ans. Il s'agit de trouver un nouveau système, puisque la relève (volontaires contre prisonniers) a échoué. La propagande pour susciter le travail volontaire ayant échoué, on passe progressivement au travail obligatoire : 240 000 partants au dernier trimestre 1942, 240 000 au premier trimestre 1943. Du coup, la fuite vers le maquis se déclenche : les Allemands reçoivent 189 000 au lieu des 220 000 demandés pendant ce dernier trimestre 1943. Mais il y aura 720 000 travailleurs en Allemagne en 1945.

Au total, on peut ainsi présenter les éléments qui pèsent sur la réduction de la force de travail :

- 630 000 morts et 588 000 invalides pour la guerre, l'occupation et la déportation (respectivement 250 et 230 pour les opérations militaires, 160 et 130 dans la population civile) ; 200 000 morts en déportation et 228 000 déportés invalides - à ajouter le départ de 160 000 étrangers. Toutes ces causes jointes à un excédent de 600 000 décès ont fortement diminué le potentiel humain français.

Mais il faut ajouter que la France n'a pas été entièrement maîtresse de son emploi. En effet, en France, les autorités allemandes et surtout les chantiers de l'organisation Todt ont "confisqué" une part de la main d'oeuvre française, notamment pour la construction du mur de l'Atlantique : 270 000 dès le début, 480 000 en 42, prés d'un million à la Libération.

De plus, diminution qualitative de la main d'oeuvre - absence de nombreux hommes dans la force de l'âge : prisonniers, morts de la guerre, déportés, travailleurs du STO, résistants du maquis. Dans les mines du Nord, la productivité passe de 1294 kg en 40 à 1070 en 41. C'est ici l'effet d'une restriction "psychologique" de la productivité.

2 - La pénurie de matières premières et d'énergie -

Elle n'est pas moins remarquable. En particulier le cas du charbon : la France consommait avant la guerre 68 à 70 millions de tonnes de houille dont 20 à 30 millions importés (Allemagne, Belgique, Angleterre). Ces importations sont supprimées presque totalement (150 000 tonnes de Belgique). Le bassin lorrain est dans la partie annexée, ce qui suppose une baisse de 14 %. Le niveau de la production de 38 à 43 se maintient à celui d'avant guerre, compte tenu de cette amputation, c'est à dire qu'il oscille entre 40 et 44 millions de tonnes. Cela suppose qu'un effort a été fait pour maintenir le niveau le plus haut possible et précisément parce que l'occupant était intéressé à ce maintien. Cela suppose aussi que l'économie française ne pouvait disposer en totalité de cette quantité qui était déjà inférieure aux besoins ; ainsi des prélèvements continuels ont été faits dans les mines du Nord et du Pas de Calais par Reischbahn, Wermacht et Kriegs marine ; le prélèvement total aurait été de 63 millions de tonnes de charbon en 4 ans et demi.

La pénurie de produits pétroliers que la France subissait en quasi totalité, explique la disette de plus en plus considérable de carburants. Il est vrai que le tiers du parc automobile français (750 000 / 200 000) avait été détruit ou réquisitionné. Les véhicules roulent au moteur à gazogène. La bicyclette connaît un grand renouveau de faveur ; officiellement de 8 320 000 en 1939 à 10 711 000 en 1942 (augmentation de 28 % environ). Dans les villes et notamment à Paris les vélos-taxis remplacent les taxis. Le métro parisien est saturé bien que la population parisienne ait diminué de 15 % ; la fréquentation a augmenté de 17 %. Dans certains départements le nombre de vélos double et partout le nombre de vols de vélos monte en flèche.

La consommation d'essence et de gas-oil par les paysans tombe de 300 000 mètres cubes en 39 à 88 000 en 1943 et 52 000 en 44. La production d'électricité réussit à se maintenir au niveau de 38, voire à augmenter en 42 grâce à la construction de centrales hydrauliques qui suppléent à la défaillance de centrales thermiques, mais en 44 la production tombe nettement. Ici encore les prélèvements allemands sont considérables, équivalent au courant consommé en 9 à 10 mois pour 4 ans.

Bien entendu la production de fer est amputée dans une énorme proportion par

l'ennemi dans le bassin de la Moselle. Si on la prenait en compte, on s'apercevrait que l'augmentation a été nette, mais uniquement au profit de l'effort de guerre allemand.

Le cas de la bauxite qui se trouvait en zone nord ouest, est significatif : 54000 tonnes par mois en 1939, 70 000 tonnes par mois en 1943, parce que denrée stratégique

Pour pallier l'absence de charbon, on augmente la consommation de fuel (jusque là peu utilisée) et celle de bois et de charbon de bois (rôle des Chantiers de Jeunesse) ; cela aboutit avec les prélèvements allemands à un pillage de la forêt française. De plus la potasse d'Alsace et une partie des phosphates d'Afrique du Nord sont détournées au profit de l'Allemagne. Le papier connait une grande pénurie

On a déjà vu que l'absence de carburant et les réquisitions allemandes ont provoqué la chute de la circulation automobile (et la disparition des accidents d'auto) Le matériel de la navigation intérieure a été confisqué par l'ennemi dans une proportion des 3/4 environ La SNCF, pour sa part, a dû céder 20 % de ses locomotives, 42 % de ses wagons de voyageurs et 60 % de ceux de marchandises. Mais en plus les Allemands s'étaient réservés le droit d'user du trafic de la SNCF pour des priorités ; leur part qui était de 19 % en 1940 n'a cessé d'augmenter jusqu'à 57 % en 44. Plus de la moitié du tonnage de la marine marchande disponible en 39, est détruit ou réquisitionné par l'Allemagne.

La pénurie des matières premières, de l'énergie, des transports est donc impressionnante D'autant plus que dans certains cas, il fallait faire face à des besoins croissants, par exemple à la SNCF, pour l'expédition des petits colis : en raison du rationnement, toute la France envoie à toute la France, La SNCF rappellera des retraités, recourra davantage au personnel féminin pour la manutention (de 29 000 emplois en 1939 à 46 000 en 1944) ; mais la rotation rapide du matériel et donc son usure et la fatigue accrue du personnel (l'horaire passe de 54 à 57 heures par semaine) provoqueront une augmentation des accidents du travail

La diminution des forces de travail, des matières premières et de l'énergie disponible, les entraves aux échanges, tout cela contribue à diminuer la production et à déséquilibrer la distribution La pénurie atteint donc presque toutes les

denrées de consommation. Les indices de production industrielle tombent à 43 en 1944 (base 100 en 1939) et à 68 pour la production agricole.

3 - La pénurie des denrées de consommation -

Une partie des terres cultivables est passée sous le contrôle de l'occupant. Outre les 3 départements annexés. 153 000 hectares seront pris en charge par l'organisation militaire allemande, l'Ostland à partir de Novembre 1940, dans les départements de la Somme, l'Aisne, Ardennes, Meuse et Meurthe et Moselle, sous prétexte que ces terres sont vacantes, alors que l'occupant s'oppose au retour de leurs propriétaires.

De plus, les importations de denrées d'Outre Mer étaient devenues difficiles. Il fallait donc essayer de diversifier les productions, celles des denrées alimentaires en particulier C'est ainsi qu'en France, de 1940 à 1944, les surfaces cultivées ont diminué de 16 % pour le blé, de 22 % pour la betterave à sucre, de 29 % pour l'avoine et l'orge et qu'en revanche les cultures oléagineuses (colza, oeillet, navette) sont passées de 9.000 à 267.000 hectares pour remplacer les arachides défaillants

Ajouter à cela les prélèvements allemands : de 1940 à 44, 2.950.000 tonnes de blé dont 800.000 la première année (cela représente environ la moitié de la production d'une année ; sans cela la ration quotidienne aurait pu être de 65g de plus pendant toute l'occupation). De même pour les céréales secondaires : 2.354000 tonnes d'avoine : pour la viande : 891.000 tonnes, avec un maximum en 1943 et croissance continue jusque là, les cheptels bovins étant les plus frappés. La saisie de 750 000 chevaux et mulets (447000 dès 1940), est d'autant plus grave que la pénurie de carburant les rendait très utiles à l'agriculture et pour les transports à petite distance. Beaucoup de lait, de beurre, de fromage saisis. Quant au vin, le prélèvement a permis aux allemands d'en boire plus alors (2,2 à 3,2 millions hectolitres selon les années) que maintenant dans le Marché Commun. Pour les fruits et légumes, on arriverait à un total de 1.020.000 tonnes.

Le résultat peut donc être résumé ainsi pour ce qui est des denrées de consommation alimentaire :

- production très faible (cf indices)
- importations très faibles,
- prélèvements considérables : peut être 1/5 à 1/4 de la

production ; ils ont d'ailleurs permis aux rations allemandes d'être maintenues à un niveau sensiblement supérieur à celui des rations françaises (cf rapport Commission d'Armistice) : de 15 à 150 % selon les denrées.

Mais les articles de consommation courante sont dans le même cas : voir tableau. Disparition progressive du savon, des souliers de cuir, des tissus de drap et de coton, etc... C'est d'autant plus facile à comprendre que la pression de l'occupant a fait affecter préférentiellement une main d'oeuvre en diminution à des activités économiques au service de son effort de guerre (mines, métallurgie, chimie, travaux publics). Si on considère par exemple le cas du Nord et du Pas de Calais, on s'aperçoit que ce sont les industries de consommation qui ont connu les plus graves difficultés. L'occupant étouffe purement et simplement les industries dont il n'avait pas grande utilité : faienceries, cartonneries, alors qu'il rationne sévèrement les autres en combustibles, courant électrique etc... (exemple : huileries, textiles). Quelquefois le démarrage fut rendu difficile par l'absence de techniciens : dans le textile du Nord les mécaniciens passent de 31.213 en 1939 à 905 en Décembre 1940. Dans ces conditions, l'industrie textile ne pouvait tourner qu'à demi. On constatera que dans l'ensemble de la France, comme dans le Nord, la production textile sera trés en dessous de ses chiffres normaux, ainsi que l'emploi, avec des semaines de 24 heures ; en plus, manque de coton.

II - LES EFFETS DE LA PENURIE ET LA LUTTE CONTRE LA PENURIE

1° La pénurie est inégalement répartie -

Il est évident que les difficultés de transport font réapparaître de grandes inégalités de distribution qui rappellent l'ère des sociétés pré-industrielles. On a pu remarquer que la France du Nord était plus riche en blé, sucre, beurre que celle du Sud l'était davantage en fruits et légumes verts, vin, tandis qu'il y avait un équilibre relatif pour la viande. A l'intérieur même de ces zones, il y a des régions véritablement déshéritées. Une étude menée par le Service National des Statistiques en 1944, très pointilleuse et en même temps très discrète, pour évaluer le ravitaillement et l'alimentation réelle des Français en marge du rationnement lui-même, a relevé des différences sensibles selon les régions ; les villes défavorisées sont Dijon, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Orléans, Reims et Toulouse ; relativement favorisées sont Bordeaux, Clermont-Ferrand, Limoges, Rennes, Rouen, Lille et Paris, cette dernière parce que l'organisation du Marché Noir est la plus avancée en raison de la concentration de richesses. Toulouse et Montpellier sont au bas de l'échelle : 1800 calories en moyenne à Toulouse ; c'est à Montpellier que l'on mangeait le moins de pain, de viande, d'oeufs, que l'on buvait le moins de lait (possibilité de confirmation par témoignage personnel, à Béziers, de 40 à 43).

Le Gard fournit un bon exemple de ces régions défavorisées : cf. un excellent article de Roger Bourderon (Revue d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale, 1970, page 39 : "Comme d'autres départements du Midi Languedocien, le Gard présente, en 1939, pour l'alimentation de sa population, des traits originaux : c'est un département déficitaire, qui doit importer en grande partie ses produits alimentaires. Cela est vrai non seulement dans les agglomérations industrielles et urbaines (comme le Bassin Houiller), mais également et c'est là l'originalité - dans les centres ruraux - ceux de la Plaine surtout - consacrés à la monoculture viticole et où il faut importer la majeure partie de la viande, des produits laitiers et de la farine... Le déficit en farine était estimé en temps de paix à 270 000 quintaux par an, soit environ la moitié de la consommation annuelle du Gard, le reste provenant

de moulins ou de minoteries gardois travaillant d'ailleurs avec du blé presque totalement importé..." Or, pendant l'été 1940, il y aura dans le Gard, à cause de l'afflux des réfugiés de Belgique et du Nord, 660.000 habitants, 260.000 de plus qu'avant la guerre, ce qui explique que la pénurie ait été dans un cas de ce genre presque immédiate. En revanche, l'Auvergne, le Rouergue, la Bretagne, la Normandie, la Savoie deviendront dans les imaginations hallucinées de populations faméliques de véritables pays de Cocagne. Cf le témoignage concernant le transport Béziers - Rodez.

Ce sont les inégalités de la répartition géographique, combinées avec celles de la fortune et du pouvoir d'achat, qui contribueront le mieux à susciter le Marché Noir.

2° La tension sur les prix et le marché noir -

Le déséquilibre entre l'offre et la demande produit par la pénurie exerce trés vite une tension forte sur les prix, en dépit des mesures de taxation et du rationnement. On verra se reproduire les schémas d'Ancien Régime, ainsi que la même impuissance à appliquer une véritable taxation.

Dans ce domaine, le cas du Gard est particulièrement intéressant parce que, en raison de la situation particulière décrite plus haut, la tension sur les prix s'est exercée trés vite et ce qui se passe dans le Gard dès l'automne 1940, préfigure donc ce qui va se passer dans toute la France au cours des années à venir. Le 18 Octobre 1940, les prix de la viande taxés par arrêt préfectoral sont pratiquement les mêmes que ceux de 39, ce qui pourrait apparaître comme une victoire du rationnement déjà institué. Mais les prix réels de la viande à l'étal, relevés par le Contrôle économique, font déjà apparaître des différences sensibles : veau 16/38 au lieu de 13/36 F le kg - boeuf 14/42 au lieu de 13/37 - mouton 15/57 au lieu de 12/34. A Saint Gilles, la côte de mouton taxée 22 F le kg se vend 32,50F; or il s'agit de ventes licites chez le boucher, en échange de tickets, et nous ne sommes qu'en Octobre 1940.

C'est dès l'été 1940 que les prix se tendent et souvent montent de manière impressionnante. Les pommes de terre, vendues normalement en mai 1940 1,25F et 1,70F le kg se vendent fin juin, jusqu'à 5,50F à Nimes et à la Grand Combe.

De plus, si le ravitaillement reste normal pour un grand nombre de denrées, le lait manque, le beurre et le café disparaissent. Les régions isolées sont les plus défavorisées ; en Août Le Vigan ne reçoit plus de charcuterie, d'huile, de sucre (rations non distribuées) ; mais très vite la situation se généralise : à Nimes en Octobre 1940, on manque de légumes secs, de riz, on a très peu de lait, on ne distribue que la moitié prévue de la ration d'huile et de viande, plus de pommes de terre. A La Grand Combe, 40 % des rations prévues sont distribuées et la préparation des "cabas" des mineurs est devenue très difficile. Ainsi est créée très tôt une situation qui doit irrésistiblement engendrer la hausse des prix : pour le fromage, hausse légale de 28 à 35 %, réelle de 72 à 73 % ; pommes de terre, hausse légale de 80 %, réelle de 300 %, mêmes les chataignes, hausse de 30 %. Le prix du café triple dès Août 1940 puis la denrée disparaît. Les haricots verts taxés à 4 F montent à 6, 9 et 11 F à Nimes en Septembre ; les tomates de 1F en Juillet à 4 F en Septembre, à l'époque de la production ! Déjà se produisent ici ou là des phénomènes d'arbitraire absolu dans la fixation du prix, celui-ci dépendant de la position de force plus ou moins affirmée du vendeur. Les initiatives des représentants de l'autorité n'obtiennent que des résultats géographiquement limités et chronologiquement provisoires. En fait, dès octobre-novembre 1940, on peut parler, pour un département comme le Gard, de la désorganisation du marché, de la rupture des circuits habituels d'achat et de vente, d'une anarchie des prix, de la disparition de nombreuses denrées essentielles. L'adaptation à la disette est un véritable exercice de corde raide.

Peu à peu vont donc s'organiser deux circuits parallèles : l'un légal, les denrées se vendant aux prix prévus par la loi, dans des limites quantitatives très strictes qui permettent à peine de survivre ; l'autre clandestin et illégal, le Marché Noir, où les prix dépendent purement et simplement d'un rapport de forces. C'est ainsi que le kilog de beurre peut valoir dans les Basses Pyrénées, en Janvier 1943 jusqu'à 350 F (70F 1970) ; le café 2000 F le kg (400 F 1970) ; le litre d'huile d'olive 1000 à 1500 F (20 jours du salaire d'un manoeuvre). L'écart entre les salaires et les prix de détail officiels s'accroît sans cesse. Pour une base 100/100 en 38, on atteint 270/168 en 1944. Que dire alors des prix du marché noir qui privilégient d'une manière prodigieuse les membres des classes les plus fortunées ! Mais qui privilégient aussi les commerçants, même ceux qui ne sont

pas dans l'alimentation, parce qu'ils ont des possibilités de troc. On a pu remarquer que le chiffre des faillites, qui était de 10266 en 35 tombe à 1084 en 1941, 439 en 1944. Ce n'est pas que le nombre de commerçants ait baissé, au contraire, pour des quantités de biens à vendre nettement inférieures, le nombre des commerçants de détail s'accroît : en 1943, 1478 épiceries nouvelles. Ainsi les commerçants de détail comme les paysans, prennent leur revanche des années de crise (années 30). Seul le marché noir et les prix astronomiques qu'il pratique peut expliquer en effet la prospérité d'un nombre plus élevé de commerçants ayant moins de choses à vendre.

De même, seule l'élévation des prix et notamment des prix clandestins peut expliquer qu'en s'alimentant mal, les 6729 personnes interrogées par l'Institut .... en Juin- Juillet 1943, consacrent 71 % de leur budget à l'alimentation (62 % en 40). Or, 91 % des personnes interrogées ont déclaré manquer d'aliments et seulement 29 % ont avoué acheter au marché noir (la proportion réelle est sans doute plus élevée). Il est vrai que 72 % reçoivent des colis familiaux.

D'autres enquêtes contribuent à expliquer la situation. Elles montrent que les paysans privés de certains produits ont augmenté leur auto-consommation : en 42 le quart du beurre, le tiers des oeufs, le tiers des poulets, 41 % des pommes de terre, la moitié des porcs. Mais ils ont vendu à des amis, des parents ou trafiquants du marché noir, des proportions variant entre 22 et 57 % de ces mêmes denrées. Ils n'auraient ainsi livré au service du ravitaillement général, à des prix évidemment moins avantageux, que 44 % du beurre, 34 % des oeufs, 16 à 17 % des porcs, 10 % des poulets, 37 % des pommes de terre. Enfin, l'enrichissement de certains départements paysans pendant l'occupation a été dûment constaté : Allier, Finistère, Côtes du Nord, Vendée, Haute Vienne par exemple.

3° Le rationnement -

Pendant la drôle de guerre et les premiers mois qui suivirent l'armistice, s'imposa l'idée qu'il convenait d'organiser et de répartir la pénurie. Toutefois, la libertée fut laissée au début aux préfets d'agir par décrêts (dans le Gard par exemple, le rationnement fut trés précoce). Mais cette méthode avait des inconvénients graves, parce que contradictions entre arrêtés préfectoraux (notamment pour sorties ou importations) et assez vite il fallut en venir à des mesures de portée nationale. On commence par instituer les jours sans viande (mercredi,

jeudi et vendredi), on interdit la confiserie, on règlemente les normes des restaurants en quatre catégories (de A à D), les menus devant être affichés à partir de 10 heures en valeur tickets à remettre par les clients ; les restrictions de charbon sont instituées à l'automne 1940. Le rationnement a été organisé le 2 - 8 - 40 pour le pain, les pâtes, le sucre ; le 23 Octobre 1940 pour le beurre, le fromage, la viande, la charcuterie, le café, les oeufs, l'huile, en Juillet 1941 pour le chocolat et les poissons frais.

Enfin la loi du 18 Juin 1941, crée la carte nationale d'alimentation qui doit servir à rendre plus faciles les contrôles, à unifier les rations légales sur tout le territoire tout en distinguant plusieurs catégories de consommateurs, de façon à privilégier ceux qui paraissent les plus nécessiteux. Les catégories sont les suivantes :

- E : enfants de moins de trois ans,
- J1 : de 3 à 6 ans,
- J2 : " 6 à 13 ans,
- J3 : " 13 à 21 ans,
- A : adultes ordinaires,
- T : travailleurs de force, dont le sort était envié, pour une fois, en raison des suppléments qui leur étaient attribués en pain, viande, vin, sucre et autres denrées. Cependant la sélection était curieuse : les ouvriers des conserves de poissons, mais pas ceux des conserves de légumes, les fabricants de billards, mais pas de parapluies ;
- C : les travailleurs agricoles,
- V : les vieillards de plus de 70 ans. Mais le Maréchal Pétain avait une carte de travailleur de force.

Des cartes de priorité étaient accordées aux femmes enceintes, aux mères de 4 enfants de moins de 16 ans, ou de 3 de moins de 14, ou de 2 de moins de 4 ans, qui les dispensaient de se lever à 5 heures du matin pour aller faire queue à la triperie pour y acheter l'infâme boudin national ou le rutabaga de saison (parce qu'il n'était pas taxé, ce légume vomitoire rapportait deux francs de plus à l'hectare que les pommes de terre). Des suppléments étaient donnés aux femmes enceintes (lait).

Malgré les cartes nationales, il y a des différences dans les rations suivant les régions. Voici des comparaisons entre la ration du A parisien (l'adulte le plus courant), avec celle qu'il consommait avant guerre par mois :

	Avant guerre	Ration officielle (octobre 41, juin 42)
- pain	13,5 kg	8,325 kg
- viande	3,5 "	0,620 "
- vin	12 l	4,5 l mais rations diminuées
- pommes de terre	15 kg	2 kg peu à peu

D'autres calculs ont révélé qu'en moyenne la ration officielle équivalait, fin 1943, à 1200 calories. Or, au-dessous de 1600 calories, l'organisme évolue plus ou moins lentement vers la mort et pour avoir une activité minimum, il faut 2200 à 2500 calories. Autrement dit, les dispositions du rationnement condamnaient les Français, pour survivre, au système D, ou au marché noir ou aux deux. On comprend mieux alors les expéditions du genre de celles d'ouvriers parisiens vers les grandes fermes du Vexin ou celles de Normandie avec des intentions trés fermes ; les rallyes cyclistes dans les régions rurales ; l'extrême densité de la circulation ferroviaire sur les lignes Béziers-Naussargues, Nimes-Clermont Ferrand, Toulouse-Capdenac, etc... Le troc joue un grand rôle ; le tabac étant évidemment rationné, les non fumeurs reçoivent des attentions touchantes de leur entourage.

4° Le recours aux expédients -

Comme toujours une collectivité humaine attaquée se défend. Elle va chercher en l'occurrence à pallier aux carences de son approvisoinnement, essentiellement alimentaire, par divers moyens : la fraude, les produits de remplacement ou crsatz, les nourritures de substitution.

Il y a plusieurs types de fraudes : par exemple la fabrication de fausses cartes d'alimentation, qui semble avoir été assez répandue. Les faussaires les vendaient de 30 à 50 F en 1941, de 150 à 250 en 1943. D'autre part, les mairies cherchent continuellement à forcer vers le haut le chiffre des habitants de la commune, de façon à obtenir un nombre plus élevé de cartes d'alimentation des services de Ravitaillement Général : certains morts ont ainsi la vie dure ; émigrants, fuyards, prisonniers de guerre sont ajoutés aux listes ; ou bien des surestimations sont

possibles, grâce aux bouleversements démographiques que la guerre a provoqués. On découvrira ainsi au recensement de 1946, que la ville de Nimes s'était attribué 10 000 habitants de trop. Elle les avait effectivement comptés en 1941, mais une fois répartis vers leurs lieux d'origine, les services municipaux avaient astucieusement camouflé les chiffres.

Nourriture de relais -

Le nombre de pigeons de la place Pierre Lafitte à Bordeaux passa rapidement de 5900 environ à 89 ; les chats furent en grand péril de mourir ; les glands et surtout les chataignes connurent un regain de faveur ; beaucoup d'ouvriers, d'employés, de petits fonctionnaires redevinrent jardiniers. L'apiculture se développa énormément car le miel était un succédané du sucre, trés apprécié. On ramassait les noix au petit matin sur les routes du Dauphiné, en les aidant un peu à tomber et l'huile de noix devint une fabrication domestique. La raffinerie de sucre de raison connut un énorme succés. La farine panifiable devint de plus en plus noire parce qu'on en fabriquait de plus en plus avec la même quantité de blé. On se mit à pêcher avec frénésie, parfois avec des moyens expéditifs.

Les ersatz concernent évidemment autre chose que la nourriture. La publicité a désormais pour tâche essentielle de favoriser ses transferts, mais elle facilite du même coup la réussite provisoire de supercheries : le savon, le tabac ont été particulièrement visés par ces substitutions. Les ersatz les plus durables ont été les semelles de bois, pour les chaussures de femme (et pour les galoches), y compris dans des marques connues comme Heyrand : "synthèse parfaite de l'ingéniosité et de l'élégance de Paris". De telles substitutions, trés nombreuses également dans le domaine des tissus, font la joie des chansonniers : histoires célèbres, comme celle du costume tout peuplier de René Paul, où il transposait à peine certaines publicités. Ne vendait-on pas des produits de remplacement du savon garantis à 0 % de matières grasses !

Bien entendu, d'autres problèmes se posent : le chauffage par exemple. On a enregistré pendant l'occupation une forte hausse de fréquentation des bibliothèques publiques, des halls de banques ou des hôtels de Postes.

Une gerbe d'ersatz pour finir, en vrac : pour le savon, le mélange de lichens et de chaux éteints ; la farine de marrons d'inde ; les racines de luzerne coupées ou concassées dans l'eau ; l'addition de gras de boeuf, de soude caustique et de

résine ; bien entendu la décoction de saponnaires. Une foule d'inventeurs, un très grand nombre de brevets en 1942, dont 200 environ concernant l'alimentation : farine de chiendent, mayonnaise sans oeufs avec farine, moutarde, huile et eau froide... illusion du café en faisant torréfier et en pulvérisant des graines de lupin, châtaignes, glands, pellicules de pommes séchées, décoction concentrée de bois de réglisse pour le sucre. Un escroc avait inventé l'eco-tabac et écoulé 150 000 paquets avant d'être arrêté en Décembre 1941 (feuilles d'orties et de maronniers).

Dans le textile, on fait de la laine avec de la caséine, du genêt d'Espagne ou encore du "lavarte" : matière comprenant 15 % de laine, 80 % de fibranne, 5 % de poil de lapin. Les petites annonces de l'époque sont une mine inépuisable de propositions de cette sorte et la revue "le système D" pour diffuser les nouvelles inventions.

5° Effets sur les populations -

Un tel système entraine des effets sanitaires, psychologiques et sociaux ou politiques importants. Une alimentation insuffisante et de mauvaise qualité a créé des déficiences nombreuses et gêné la croissance des individus. Tous, à moitié rachitiques en 1945. Le laboratoire de physiologie de la Faculté de Montpellier étudiant plusieurs centaines d'enfants de 1941 à 1945, a constaté que 72 % des sujets avaient une acuité visuelle nettement inférieure à la normale, que 73 garçons sur 137 et 110 filles sur 174 avaient des déficits nets de croissance. A Paris, en 1944, les déficits de croissance dans les arrondissements les plus pauvres étaient de 7 cm par garçon et 11 pour les filles à l'âge de 14 ans. Par ailleurs, un nombre important de femmes est atteint d'aménorrhées : dès la fin de 1940, les médecins sont alertés et le maximum est atteint en 1942 (sans doute accoutumance ensuite car stabilisation) ; la société d'obstétrique de Paris se préoccupe de la fréquence croissante des aménorrhées. Notons cependant que la France de 1942 est beaucoup moins défavorisée que la Hollande par exemple, l'Europe orientale ou à plus forte raison les camps de déportées : 54 % à Theresienstadt où se trouvent 10.000 internées.

Il est incontestable d'autre part que dans les milieux les plus défavorisés, la mortalité est remontée : en Janvier 1942, la mortalisé parisienne dépasse de 46 % le niveau moyen des années 1932-38. Elle croît dans la Seine, le Rhône, les Bouches du Rhône, notamment dans les hôpitaux de plus en plus surchargés.

Les privations continuelles et progressives provoquent une exaspération croissante contre l'occupant et le régime, surtout à partir du moment ou la S.T.O. se mit en place. En ce sens, le pillage allemand, les exigences en travail et en denrées, ainsi que la collaboration de Vichy, même réticente, ont peu à peu renforcé l'opposition qui à la fin de 1940 et même en 1941 était, il faut bien le dire, extrêmement minoritaire. En fait, l'effort de guerre a obligé l'Allemagne à dépouiller les masques et à exploiter la France pour ce qu'elle était : un pays vaincu et occupé. En ce sens, l'effet est politique.

Mais l'occupation, en répartissant trés inégalement la pénurie et en permettant à un certain nombre de gens de s'enrichir parfois scandaleusement, a aussi créé des rancunes, des heurts durables qui expliquent une partie des règlements de compte de la Libération qui ne furent pas tous politiques. Des gens habituellement paisibles ne pensent qu'à incendier la boutique de leur crémier ou à faire prendre leur épicier à la fin de la guerre. Dans l'invraisemblable trafic du marché noir des milliers de gens se sont pervertis et des lycéens y ont participé en grand nombre.

A la fin de 1943 et seulement durant le premier semestre de 1944, l'équipement et les infrastructures économiques de la France subissent des atteintes nouvelles et graves : attentats de groupes et résistants pour gêner les communications allemandes, faisant sauter ponts, tunnels, tronçons de voies ferrées, usines à gaz, pylones. Les bombardements alliés depuis 1943, le débarquement et la campagne de France provoquent des destructions trés nombreuses.

On peut terminer par ce bilan dressé par le compte de l'année politique 1944 - 1945, qui fait le tableau des ruines accumulées pendant ces années catastrophiques

Bilan final (parodi p. 15)

- pertes en vies humaines : morts 617.000 (3,15 % population totale)
  : invalides 437.000 (2,2 % " ")
- pertes matérielles :
  - voies de communication : - 2.500 ponts (infrastructures routière)

- 452 ouvrages d'art (voies ferrées)
- 80 % des quais portuaires hors d'usage

- moyens de transport :
  - 2/3 wagons de marchandises
  - 2/3 des cargos
  - 3/4 des pétroliers
  - 4/5 des péniches.

-immeubles : 444.800 totalement détruits
1.555.800 partiellement

- exploitations agricoles :
  - 53.500 totalement détruites
  - 154.500 partiellement

- exploitations industrielles :
  - 60.000 totalement
  - 114.500 partiellement.

Enfin, le pillage financier n'a fait que croître et embellir : la contribution française est passée à 500 millions/J, le 12 Janvier 1943, 700 millions en Juin 1944. Au total, la France a versé 681 milliards de francs, pour un coût normal de l'armée d'occupation de 74 milliards. Pour y parvenir, la France a dû consommer ou plutôt livrer une grande partie de son capital et les pertes subies condamnaient la France de l'aprés-guerre à l'inflation galopante de façon presque mécanique, une dépréciation du franc obligatoire, l'Allemagne elle-même en ruines étant incapable de restituer fut-ce le dixième des quantités pillées.

T A B L E D E S M A T I E R E S -

CHAPITRE I

LA FRANCE "EPARGNEE" ? 1

LA CRISE SOCIALE 18

CHAPITRE II

LA CRISE ET SES CONSEQUENCES 22

CHAPITRE III

DEVALUATION OU DEFLATION ? 41

LE FRONT POPULAIRE ET LA CRISE ECONOMIQUE EN FRANCE 57

L'IDEOLOGIE ECONOMIQUE DE VICHY 90

L'ECONOMIE DE PENURIE 101

LES EFFETS DE LA PENURIE ET LA LUTTE CONTRE LA PENURIE 109